



BUNDESAMT FÜR KULTUR
OFFICE FEDERAL DE LA CULTURE
UFFICIO FEDERALE DELLA CULTURA
UFFIZI FEDERAL DA CULTURA

**CHARTE EUROPEENNE DES LANGUES REGIONALES OU
MINORITAIRES
RAPPORT PERIODIQUE PRESENTE PAR LA SUISSE**

Premier rapport de la Suisse quant à la mise en oeuvre de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (Charte)

**CARTA EUROPEA DELLE LINGUE REGIONALI O MINORITARIE
RAPPORTO PERIODICO PRESENTATO DALLA SVIZZERA**

Primo rapporto della Svizzera sull'applicazione della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie (Carta)

**CHARTA EUROPEICA DA LAS LINGUAS REGIUNALAS U MINORITARAS
RAPPORT PERIODIC PRESCHENTÀ DA LA SVIZRA**

Emprim rapport da la Svizra davart l'applicaziun da la Charta europeica da las linguas regiunalas u minoritaras (Charta)

Table des matières

I. Partie	Dispositions juridiques	3
II. Partie	Mesures prises en l'application de l'article 7 de la Charte	14
III. Partie	Contributions des cantons des Grisons et du Tessin	16
	3.1. Rapport du canton des Grisons sur l'application de la Charte	16
	3.2. Rapport du canton du Tessin sur l'application de la Charte	36

Indice

I. Parte	Disposizioni giuridiche	44
II. Parte	Misure in applicazione all'articolo 7 della Carta	55
III. Parte	Contributi dei Cantoni Grigioni e Ticino	56
	3.1. Rapporto del Cantone Grigioni sull'applicazione della Carta	56
	3.2. Rapporto del Cantone Ticino sull'applicazione della Carta	76

Cuntegn

I. Part	Disposiziuns giuridicas	83
II. Part	Mesiras prendidas per applitgar l'art. 7 da la Charta	94
III. Part	Rapport dal chantun Grischun	95
	3.1. Rapport dal chantun Grischun davart l'applicaziun da la Charta	95

CHARTRE EUROPEENNE DES LANGUES REGIONALES OU MINORITAIRES

RAPPORT PERIODIQUE PRESENTE PAR LA SUISSE

Premier rapport de la Suisse quant à la mise en oeuvre de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

Introduction

La Charte des langues régionales ou minoritaires (Charte) impose à ses signataires la rédaction d'un rapport périodique faisant le point sur l'état de sa mise en application. Le présent rapport est le premier de cette nature rédigé par la Suisse.

Il est constitué de trois parties distinctes. Les deux premières ont trait à la mise en oeuvre globale de la Charte au niveau suisse et ont été rédigées par l'Office fédéral de la culture. La troisième partie comporte les contributions des deux cantons dans lesquels la Charte est principalement appliquée, à savoir celui des Grisons et celui du Tessin. Ces textes ont été élaborés par les deux cantons.

I. Dispositions juridiques

1. Veuillez indiquer les principales dispositions juridiques par le biais desquelles la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires est appliquée dans votre pays. Si vous le souhaitez, veuillez mentionner les considérations générales qui ont guidé votre pays dans le processus de ratification.

Les principales dispositions juridiques par le biais desquelles la Charte est appliquée en Suisse se trouvent dans le droit constitutionnel, les instruments internationaux déjà ratifiés par notre pays et les lois fédérales.

Aspects constitutionnels

Article 116 Cst.

Le plurilinguisme de l'Etat fédéral apparaît déjà dans la Constitution de 1848 (art. 109, devenu art. 116 dans la Constitution de 1874). Mais, historiquement, c'est au cours de l'entre-deux-guerres qu'il devient pleinement un élément de la conscience nationale et politique de notre pays¹.

Depuis cette époque, la protection et la promotion des communautés linguistiques et

¹ Du point de vue historique, il est intéressant de relever que, pour faire pièce à la conception fasciste et nazie de la nation (Anschluss de l'Autriche le 15 mars 1938), la Suisse reconnaît, le 20 février 1938, le romanche en tant que quatrième langue nationale à côté de l'allemand, du français et de l'italien, ces trois dernières langues demeurant langues officielles de la Confédération. Partant, la reconnaissance du plurilinguisme de la Suisse et le maintien des minorités linguistiques deviennent non seulement une composante de l'identité nationale mais aussi un élément constitutif de la théorie de l'Etat et de la politique culturelle de notre pays.

culturelles romanche et italophone sont devenues des éléments de plus en plus importants de notre politique en matière de langues, comme en témoigne le soutien que la Confédération octroie aux cantons des Grisons et du Tessin. Ce soutien n'a cessé de croître ces dernières années. En même temps, la Confédération a pris, dans les domaines relevant de sa compétence, de nombreuses mesures afin de mieux tenir compte des langues minoritaires (italien et romanche) dans ses relations avec les citoyens².

Le 10 mars 1996, en acceptant l'article constitutionnel sur les langues (art. 116 Cst.), le peuple et les cantons ont manifesté leur volonté de sauvegarder le quadrilinguisme en Suisse et de promouvoir la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques. Le texte du nouvel article 116 est le suivant³:

¹Les langues nationales de la Suisse sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche.

²La Confédération et les cantons encouragent la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques.

³La Confédération soutient des mesures prises par les cantons des Grisons et du Tessin pour la sauvegarde et la promotion des langues romanche et italienne.

⁴Les langues officielles de la Confédération sont l'allemand, le français et l'italien. Le romanche est langue officielle pour les rapports que la Confédération entretient avec les citoyens romanches. Les détails sont réglés par la loi.

Le 1er alinéa de l'article 116 consacre, comme par le passé, la composition linguistique existante de la Suisse. De cette disposition se déduit également l'aire géographique d'utilisation des langues nationales (principe de territorialité). « En vertu de ce principe, les cantons sont compétents pour adopter les mesures nécessaires pour sauvegarder l'homogénéité et l'étendue des territoires linguistiques de la Suisse. La Constitution fédérale ne précise toutefois pas la nature de ces mesures, laissant ainsi aux cantons une assez grande latitude. Malgré cela,... il est permis d'affirmer que ce principe impose aux autorités cantonales le devoir de prendre des mesures efficaces lorsqu'une langue nationale est menacée »⁴. Par ailleurs, si les langues officielles cantonales sont déterminées par les cantons, le 1er alinéa de l'article 116 « impose en particulier aux cantons bilingues l'obligation de respecter les minorités linguistiques. Ils ne pourraient pas ne pas déclarer langue officielle une langue nationale parlée par une minorité de la population... »⁵. Les cantons gèrent donc les domaines de l'enseignement, de la justice, des activités et équipements culturels, de la vie économique et sociale, ainsi que les relations avec les autorités administratives et les services publics en tenant notamment compte du principe de territorialité.

² Cf. Instructions du Conseil fédéral concernant la représentation des communautés linguistiques dans l'administration générale de la Confédération, du 12 janvier 1983; cf. également l'avis du Conseil fédéral concernant les minorités linguistiques dans le rapport des Commissions de gestion aux Chambres fédérales concernant les inspections et les requêtes en 1991, du 10 avril 1992.

³ Cf. M. WYSS, « Das Sprachenrecht der Schweiz nach der Revision von Art. 116 BV », *RDS*, 1997, vol. 138, pp. 141-177.

⁴ MALINVERNI in *Commentaire de la Constitution fédérale*, art. 116, no 2. Le principe de territorialité est un principe constitutionnel non écrit.

⁵ MALINVERNI, n° 6.

Il convient à cet égard de parler de la liberté de la langue. Il s'agit d'un droit constitutionnel non écrit reconnu par le Tribunal fédéral en 1965. Il garantit l'usage de la langue maternelle aussi bien oralement que par écrit. Dans cette perspective, il existe un rapport étroit entre cette liberté et l'article 116, 1^{er} alinéa, de la Constitution: « Dans la mesure où la langue maternelle... se trouve être une langue nationale, son usage est également protégé... Indirectement, l'article 116, 1^{er} alinéa renforce donc le droit des particuliers de se servir de leur propre langue dans leur région linguistique. »⁶ En tant que droit individuel, la liberté de la langue n'est toutefois pas limitée à une aire géographique déterminée, mais elle appartient à toute personne où qu'elle se trouve. D'après la doctrine récente, la liberté de la langue a un contenu différent selon qu'elle s'applique aux relations entre particuliers ou aux rapports entre les particuliers et l'Etat. Dans le premier cas, il s'agit du droit de s'exprimer dans la langue de son choix⁷. Dans le second cas, il s'agit du droit minimal qui garantit pour l'essentiel l'utilisation d'une langue nationale minoritaire dans une circonscription donnée, autrement dit, du droit des minorités historiques nationales d'une certaine importance de ne pas se voir imposer une seule langue officielle ou une seule langue d'enseignement public⁸.

Le 2^e alinéa de l'article 116 prévoit que la Confédération peut désormais remplir, d'entente avec les cantons, d'autres tâches importantes dans le domaine de la promotion des langues nationales, en particulier en ce qui concerne l'encouragement de la compréhension et des échanges entre les communautés linguistiques. Le 3^e alinéa de l'article 116 prévoit explicitement que la Confédération est habilitée à soutenir les mesures prises par les Grisons et le Tessin en faveur des langues romanche et italienne.

La loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les aides financières pour la sauvegarde et la promotion des langues et des cultures romanche et italienne (RS 441.3) et son ordonnance d'exécution (RS 441.31), entrées en vigueur le 1^{er} août 1996, constituent les bases légales permettant à la Confédération de soutenir les mesures envisagées par les deux cantons concernés. En outre, l'article constitutionnel sur les langues règle le statut des langues officielles et prévoit en particulier que les citoyens et citoyennes romanches ont le droit de s'adresser aux autorités fédérales en romanche (art. 116, 4^e al.). La Confédération, pour sa part, s'engage à utiliser le romanche dans les rapports qu'elle entretient avec les locuteurs de cette langue⁹. La mise en oeuvre des alinéas 2 et 4 de l'article 116 devraient conduire à la préparation d'un projet de loi fédérale sur les langues officielles et sur l'encouragement de la compréhension mutuelle¹⁰.

⁶ MALINVERNI, in *Commentaire de la Constitution fédérale*, La liberté de la langue, no 3.

⁷ C. A. MORAND, « Liberté de la langue et principe de territorialité: variations sur un thème encore méconnu », *RDS*, 1993, vol. 108, p. 21 ss.

⁸ MORAND, p. 28 ss. Dans les cas d'espèces, il appartient, en dernière instance, au Tribunal fédéral de trancher (cf. Bar Amici ATF 116 Ia 345, et Zurich-Assurances Zbl 94 1993 133).

⁹ Dans le canton des Grisons, le romanche est une langue officielle au même titre que l'allemand et l'italien.

¹⁰ Ce projet de loi pourrait, dans son principe, envisager, d'une part, de faciliter la coexistence des ressortissants des différentes communautés culturelles et linguistiques et, d'autre part, de renforcer la cohésion de l'ensemble du pays.

Nouvelle Constitution fédérale

Le 18 avril 1999, le peuple et les cantons acceptent la réforme de la Constitution fédérale soumise en votation par le Conseil fédéral et les Chambres fédérales. Les dispositions de l'article 116 Cst. sont reprises dans la nouvelle Constitution et complétées par d'autres prescriptions.

- L'article sur les langues nationales est repris tel quel dans la partie introductive de la nouvelle Constitution (art. 4 nCst.). Cet article exprime que le quadrilinguisme est une caractéristique essentielle de la Suisse. Il comporte également l'obligation implicite, pour la Confédération et les cantons, de prendre des mesures pour sauvegarder le quadrilinguisme de la Suisse.
- La liberté de la langue - qui était jusqu'à présent un droit non écrit - est inscrite dans la nouvelle Constitution au chapitre des droits fondamentaux (art. 18 nCst.). En décrivant, à l'article 70, 2e alinéa, nCst., le sens et le but du principe de territorialité - qui ne figurait pas non plus explicitement dans l'ancienne Constitution - l'interaction entre la prérogative individuelle de la liberté de la langue et le principe de territorialité est prise en considération.
- L'article 70, 2e alinéa, nCst. charge la Confédération et les cantons de promouvoir la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques. Ce mandat est renforcé par celui confié à la Confédération à l'article 2 nCst., à savoir qu'elle favorise notamment la cohésion interne et la diversité culturelle du pays.
- Selon la nouvelle Constitution, la Confédération est chargée de soutenir les cantons plurilingues dans l'exécution de leurs tâches particulières (art. 70, 4e al., nCst.).

La nouvelle Constitution est entrée en vigueur le 1er janvier 2000.

Aspects internationaux

Rappelons qu'en matière de droit international, la Suisse est un Etat moniste et que, par conséquent, les textes internationaux qu'elle ratifie ont immédiatement valeur de droit interne. D'où l'intérêt qu'il y a de mentionner ces textes dans le présent rapport.

Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Plusieurs instruments ratifiés par la Suisse contiennent des dispositions qui ont un impact en matière linguistique. Ainsi l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (RS 0.103.2) garantit la protection des minorités linguistiques alors que l'article 26, en relation avec l'article 2, interdit les discriminations fondées notamment sur la langue. De plus, dans le cadre de certaines garanties judiciaires, l'article 14, 3e alinéa, lettres a et f de ce même Pacte assure à toute personne accusée d'une infraction le droit d'être informée des charges retenues contre elle, dans une langue qu'elle comprend ou, à défaut, de bénéficier d'un interprète.

Convention européenne des droits de l'homme

De telles garanties sont également prévues dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, cf. art. 5, par. 2, et 6, par. 3). En outre l'article 14 CEDH (RS 0.101) interdit également les discriminations fondées sur la langue, si on peut établir un lien avec les droits que consacre la Convention.

Convention relative aux droits de l'enfant

L'article 30 de la Convention relative aux droits de l'enfant prévoit la protection de l'enfant appartenant à une minorité linguistique.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

De leur côté, les dispositions relatives au droit à l'éducation et aux droits culturels (art. 13 et 15) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel la Suisse est partie, répondent également à un objectif de protection et de promotion des langues minoritaires.

Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

Enfin, la Suisse a ratifié récemment la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. Ce texte contient également plusieurs dispositions en matière de liberté linguistique telles que le droit d'utiliser librement et sans entrave sa langue minoritaire, en privé comme en public, oralement et par écrit (art. 10); le droit de toute personne appartenant à une minorité nationale d'utiliser son nom (ou son patronyme) et ses prénoms dans la langue minoritaire ainsi que le droit à leur reconnaissance officielle (art. 11) et le droit d'apprendre la langue minoritaire et de créer des institutions à cet effet (art. 13 et 14).

Aspects législatifs

Loi fédérale sur les aides financières pour la sauvegarde et la promotion des langues et cultures romanche et italienne

La loi fédérale sur les aides financières pour la sauvegarde et la promotion des langues et cultures romanche et italienne (cf. plus haut) dispose que la Confédération peut octroyer des aides financières aux cantons des Grisons et du Tessin pour soutenir, premièrement, des mesures générales de sauvegarde et de promotion des langues et des cultures concernées, deuxièmement, des organisations et des institutions assumant des tâches de sauvegarde et de promotion de ces deux langues et de ces deux cultures et, troisièmement, l'édition en Suisse rhéto-romane et italophone. La loi prévoit également le soutien à la presse romanche. Le montant de ces aides, en 1999, est, en francs suisses, de 4 631 300 pour le canton des Grisons et de 2 246 132 pour le canton du Tessin.

Loi fédérale sur la radio et la télévision

En vertu de la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la radio et la télévision (RS 784.40), la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) dispose d'une concession pour la diffusion de programmes linguistiques aux niveaux national et régional. Les prestations de la SSR revêtent ainsi une importance considérable pour la promotion des langues. La SSR tient particulièrement compte du quadrilinguisme de la Suisse. En effet, l'offre des programmes diffusés par la radio et la télévision prend en considération toutes les régions linguistiques et toutes les langues nationales. La SSR diffuse des programmes de télévision spécifiques dans chacune des langues officielles à l'intention des régions concernées. Le Conseil fédéral fixe les principes régissant la prise en considération des besoins de la Suisse rhéto-romane dans ses programmes.

La SSR diffuse des programmes de radio dans chacune des langues nationales, à l'intention des régions concernées. Un programme de radio dans chacune des langues allemande, française et italienne est transmis sur l'ensemble du territoire suisse. Cette offre de la SSR est réglée dans les Directives du 31 août 1994 sur la planification des réseaux des émetteurs OUC prévoyant, d'une part, que les premières chaînes linguistiques régionales soient développées jusqu'à ce que toute agglomération de plus de 200 habitants soit desservie et, d'autre part, que dans le canton des Grisons la chaîne servant à diffuser le programme de radio rhéto-romanche soit développée jusqu'à ce que toute agglomération de plus de 200 habitants soit desservie. Comme on le voit, cette offre comporte effectivement des programmes de radio destinés à la zone de diffusion du romanche. Grâce au câble et à la diffusion par satellites, ces programmes peuvent également être reçus dans de nombreuses villes et agglomérations se situant en dehors de la zone de diffusion traditionnelle du romanche. De plus, la SSR prend en considération les intérêts de la communauté rhéto-romane dans les programmes télévisuels alémaniques, romands et de langue italienne.

Loi fédérale sur les publications officielles

La loi fédérale du 21 mars 1986 sur les publications officielles (RS 170.512) prévoit que la publication dans le Recueil officiel a lieu dans les trois langues officielles (art. 8), à savoir l'allemand, le français et l'italien. S'agissant du romanche, la loi prescrit (art. 14, 3e al.) que « les actes législatifs d'une certaine importance peuvent en outre être publiés en langue romanche dans un supplément de la Feuille fédérale. » Le Conseil fédéral détermine en outre les textes à publier après avoir consulté le canton des Grisons (cf. art. 11, 1er al., de l'ordonnance du 15 avril 1987 sur les publications officielles). De plus, l'ordonnance du 1er juillet 1995 sur la traduction au sein de l'administration générale de la Confédération prévoit la traduction de textes dans toutes les langues officielles de la Confédération, y compris le romanche. Cette mesure sera encore renforcée avec l'adoption du projet de loi fédérale sur les langues officielles et sur l'encouragement de la compréhension mutuelle (cf. plus haut).

Raison de la ratification

S'agissant des considérations qui ont guidé la Suisse dans le processus de ratification de la Charte, elles sont à la fois d'ordre national et international. Du point de vue

national, le maintien du quadrilinguisme dans le pays est un des objectifs majeurs de la politique linguistique de la Confédération. Du point de vue international, la ratification de la Charte permet de manifester concrètement l'engagement de la Suisse en faveur des problèmes touchant le pluralisme des cultures et la protection des minorités en Europe, la Charte constituant à cet égard un élément fondamental dans la construction d'une Europe fondée sur le respect de la diversité culturelle.

2. Veuillez indiquer toutes les langues régionales ou minoritaires, telles que définies au paragraphe a de l'article 1er de la Charte, qui sont pratiquées sur le territoire de votre Etat. Veuillez également préciser dans quelles parties du territoire résident les locuteurs de ces langues.

Concept de langue régionale ou minoritaire

Précisons que la Suisse présente une situation atypique par rapport à celle envisagée par la Charte, à savoir des langues régionales ou minoritaires, menacées dans leur existence, et différente de la langue nationale officielle et majoritaire. Il ressort en effet de la description qui précède de l'article 116 Cst. qu'il n'existe pas, en Suisse, de langue régionale ou minoritaire au sens juridique. Aucune langue en Suisse ne répond aux caractéristiques de la définition formulée par la Charte d'une langue régionale ou minoritaire; il manque en effet la condition de l'article 1er, lettre a, ii, puisque l'article 116 Cst. déclare langue officielle toutes les langues nationales du pays.

Mais la Charte prévoit, à l'article 3, 1er alinéa, une autre catégorie, celle de « langue officielle moins répandue ». Ainsi, compte tenu de notre cadre constitutionnel et législatif, de la pratique de la Confédération en matière de langues et des avis formulés par un grand nombre de cantons lors des deux procédures de consultation précédant la ratification de la Charte, il apparaît clairement que les deux langues qui répondent à la désignation de « langue officielle moins répandue » sont le romanche et l'italien. En effet, le romanche est la seule des quatre langues nationales qui ne peut s'appuyer sur le réservoir linguistique et culturel d'un pays voisin. La communauté rhéto-romane ne peut donc compter que sur elle-même pour le développement et le renouvellement de sa langue.

De son côté, la communauté italophone se trouve dans une situation périphérique et délicate qui peut facilement donner lieu à des déséquilibres. On le voit en particulier dans le domaine de la formation professionnelle: les italophones doivent posséder de bonnes connaissances d'une deuxième, voire d'une troisième, langue pour s'ouvrir des perspectives en matière de perfectionnement professionnel et dans le monde de l'économie. Or cette situation a des répercussions sur la place occupée par la première langue dans l'enseignement, laquelle est généralement négligée au profit de l'enseignement de la deuxième et de la troisième langue (cf. FF 1995 II 1192 ss).

Il est évident que l'allemand et le français se trouvent à cet égard en Suisse dans une situation radicalement différente et ne peuvent prétendre à la qualification de « langue officielle moins répandue ». De plus, le choix du romanche et de l'italien va dans le sens de l'article 116 Cst. dont l'un des buts essentiels est la sauvegarde du quadrilinguisme

en Suisse. Ces deux langues peuvent véritablement profiter des mesures de promotion prévues par la Charte.

La Charte prévoit en outre que les Etats contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la partie II de la Charte à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur leur territoire et répondant aux définitions de l'article 1er. Dans cette perspective et compte tenu de l'esprit du texte qui vise la sauvegarde du patrimoine linguistique européen (cf. plus haut, en particulier § 22), il importe d'adopter une politique large et ambitieuse d'application de la partie II de la Charte en prenant en considération la diversité linguistique existant dans plusieurs cantons. Ainsi, on peut considérer que les quatre langues nationales se trouvent dans l'un ou l'autre canton dans la situation d'une langue historiquement et traditionnellement minoritaire méritant, comme telle, l'application des principes et le respect des objectifs prévus à l'article 7. Il convient donc d'appliquer la partie II de la Charte aux quatre langues nationales de notre pays. Signalons encore que cette interprétation se situe pleinement dans la ligne de l'article 116, 1er alinéa, de la Constitution qui impose aux cantons le respect des minorités linguistiques établies traditionnellement sur leur territoire et la prise de mesures efficaces lorsqu'une langue nationale est menacée.

Principe de territorialité

Géographiquement parlant, les locuteurs des deux langues principalement concernées par la Charte résident dans les cantons des Grisons et du Tessin (cf. carte linguistique de la Suisse en annexe). Notre pays connaît en effet un établissement territorial des langues qui correspond aux zones de diffusion traditionnelles de ces langues. Cette situation est étroitement liée à l'histoire de la formation de la Suisse, dès le Moyen Age, comme ligue de républiques urbaines et paysannes. Autrement dit, la Suisse s'est construite du bas vers le haut par l'assemblage de communautés politiques et culturelles différentes dans un corps commun, corps défini comme « Confédération »¹¹ et non comme « Nation ». Cette dernière caractéristique est déterminante parce qu'elle permet de comprendre à la fois la nature de l'Etat et le fait que des groupes ne partageant ni la même langue, ni la même culture, ni la même religion ont pu vivre et coexister (plus ou moins pacifiquement selon les époques) ensemble.

Cette composition d'essence territoriale n'empêche évidemment pas l'usage d'une langue en dehors de sa zone de diffusion traditionnelle. Mais dans ce contexte, la langue ne bénéficie alors, en principe, d'aucun support juridique ou politique. A titre d'exemple, les italophones sont très nombreux à l'extérieur de leur propre région linguistique. Ils représentent plus de la moitié des personnes d'expression italienne en Suisse. Cette situation s'explique en grande partie par la forte immigration de citoyennes et citoyens italiens vers la Suisse au début des années 1960. Il est par ailleurs intéressant de constater que le maintien et l'usage de l'italien est plus fréquent dans la région de langue allemande que dans les régions de langue française et romanche. En ce qui concerne la présence de la communauté de langue romanche à l'extérieur de sa propre région linguistique, elle ne se perçoit guère. Cependant, il est également vrai que les locuteurs du romanche vivant hors de vallées grisonnes représentent près de la

¹¹ Si, aujourd'hui encore, on parle de « Confédération suisse », la Suisse est néanmoins, de droit, un Etat fédéral.

moitié de tous les romanchophones, ce fait traduisant bien la faible position du romanche en Suisse.

3. Veuillez indiquer le nombre des locuteurs de chaque langue régionale ou minoritaire et préciser les critères que votre pays a retenus pour définir le « locuteur d'une langue régionale ou minoritaire » à cette fin.

S'agissant du nombre des locuteurs de chaque langue en Suisse, le dernier recensement fédéral, effectué en 1990, fournit les chiffres suivants:

- population totale, 6 873 687 personnes
- allemand, 4 374 694 personnes (63,6 %) dont 134 146 en dehors de la zone de diffusion traditionnelle
- français, 1 321 695 personnes (19,2 %) dont 85 146 en dehors de la zone de diffusion traditionnelle
- italien, 524 116 personnes (7,6 %) dont 279 273 en dehors de la zone de diffusion traditionnelle
- romanche, 39 632 personnes (0,6 %) dont 14 458 en dehors de la zone de diffusion traditionnelle
- autres (espagnol 1,7 %; serbo-croate 1,6 %; portugais 1,4 %; turque 0,9 %; anglais 0,9 %; autres 2 %).

En ce qui concerne les critères retenus pour définir le « locuteur d'une langue régionale ou minoritaire », compte tenu de la définition donnée par la Charte, du cadre constitutionnel et de la composition essentiellement territoriale des langues en Suisse, le critère déterminant est la résidence ou le domicile dans une zone de diffusion traditionnelle de la langue considérée, peu importe la nationalité du locuteur. Etant donné, d'une part, l'objectif culturel de la Charte et, d'autre part, le fait que le texte vise à protéger et promouvoir non pas les minorités linguistiques mais les langues régionales ou minoritaires en tant qu'aspect menacé du patrimoine culturel européen, la Suisse n'a pas jugé nécessaire d'apporter des interprétations « nationales » à la notion de « locuteur », ni une restriction à la citoyenneté comme elle l'a fait lors de la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. D'ailleurs, la définition adoptée par la Charte (« langue pratiquée traditionnellement sur un territoire d'un Etat ») ainsi que la référence dans le Préambule aux « traditions historiques propres à chaque région d'Europe » recouvrent parfaitement la pratique suisse en matière de politique linguistique.

4. Veuillez indiquer quelles langues dépourvues de territoire, telles que définies au paragraphe c de l'article 1er de la Charte, sont pratiquées sur le territoire de votre Etat et fournir des données statistiques relatives aux locuteurs.

Les langues sans territoire en Suisse sont les langues des tsiganes et le yiddish. Aucune revendication n'a été émise jusqu'à maintenant au niveau national par leurs locuteurs. Ces langues ne sont pas prises en considération dans la politique linguistique

de notre pays. En ce qui concerne les tsiganes suisses (Yéniches), ils utilisent leur langue au sein de leur groupe exclusivement. La population yéniche suisse s'élève à environ 30 000 personnes selon les estimations les plus hautes, mais il n'existe pas de données statistiques.

Cette communauté est considérée comme une minorité « culturelle » et non pas comme une minorité linguistique; le soutien dont elle bénéficie est donc accordé à titre de promotion culturelle. Il s'agit d'un soutien financier pour les organisations représentatives, à savoir *la Radgenossenschaft der Landstrasse* et la fondation « Assurer l'avenir des gens du voyage suisses ».

5. Veuillez indiquer s'il existe, dans votre pays, des organismes ou des organisations légalement établis qui favorisent la protection et le développement des langues régionales ou minoritaires. Dans l'affirmative, veuillez mentionner leurs nom et adresse.

En Suisse, les organisations qui favorisent la protection et le développement des langues régionales ou minoritaires sont:

- *Lia Rumantscha*
Obere Plessurstrasse 47, CH - 7000 Coire
tél. 41 81 258 32 22 fax: 41 81 258 32 23

- *Pro Grigioni Italiano*
Martinsplatz 8, CH - 7000 Coire
tél. 41 81 252 86 16 fax: 41 81 253 16 22

- *Agentura da Novitads Rumantscha*
Comercialstrasse 22, CH - 7000 Coire
tél. 41 81 250 48 00 fax: 41 81 250 48 03.

La *Lia Rumantscha* soutient la langue et la culture romanches de quatre manière différentes: en unissant et soutenant les organisations romanches, en réalisant et encourageant des projets dans ce domaine, en s'occupant des questions de politique linguistique et en représentant la communauté rhéto-romanche en dehors de la zone de diffusion traditionnelle de la langue. Son programme comporte des activités dans le domaine de la langue, de la traduction, de la publication, de l'information, de la documentation, de la préparation de manuels scolaires et des relations publiques.

Pro Grigioni Italiano a pour but de promouvoir les manifestations de la vie grisonne-italophone et d'améliorer les conditions culturelles et le cadre d'existence de la population italophone des Grisons. Elle organise ainsi des conférences, des expositions, des concerts et des cours. Elle assure la parution de plusieurs publications périodiques. Elle soutient également des activités de sauvegarde et de connaissance de la langue italienne dans les Grisons, des recherches historiques, linguistiques, économiques et sociales.

L'*Agentura da Novitads Rumantscha* est une agence de presse indépendante. Elle a pour objectif de soutenir les médias romanches du point de vue rédactionnel, l'information en langue romanche s'en trouvant ainsi renforcée.

6. Veuillez indiquer si un organisme ou une organisation quelconque a été consulté en relation avec l'élaboration du présent rapport périodique. Dans l'affirmative, veuillez préciser de quel organe ou organisation il s'agit.

La collaboration est le principe de base de la politique linguistique de la Confédération. Il s'agit d'une coopération avec les cantons des Grisons et du Tessin ainsi qu'avec les organisations mentionnées plus haut, en vue de la préparation des projets de loi et sur toutes autres questions linguistiques spécifiques les concernant. D'ailleurs, selon l'ordonnance sur les aides financières pour la sauvegarde et la promotion de la langue et de la culture romanches et italiennes, la Confédération doit organiser, au moins une fois par an, une séance de coordination réunissant les représentants des cantons des Grisons et du Tessin. Cette réunion annuelle permet aux parties de se prononcer sur des questions générales concernant la promotion des langues et sur des mesures concrètes d'encouragement.

Comme la mise en œuvre des dispositions de la Charte ressortit dans une large mesure aux cantons des Grisons et du Tessin, ces derniers ont naturellement participé à la rédaction du présent rapport; leur contribution relève de leur propre responsabilité.

7. Veuillez indiquer les mesures prises (conformément à l'article 6 de la Charte) pour mieux faire connaître les droits et les devoirs découlant de l'application de la Charte.

Avant de procéder à la ratification de la Charte, la Confédération a effectué deux consultations des cantons, en octobre 1993 et en mai 1996. Ces deux procédures de consultation ont permis un large débat sur le contenu et les objectifs de la Charte ainsi que son adéquation avec la pratique nationale suisse.

Lors de l'approbation de la Charte par l'Assemblée fédérale (parlement) en 1997, les débats parlementaires ont donné lieu à de nombreux comptes rendus dans la presse et les médias suisses.

De manière plus générale, il faut signaler que les principes découlant de la Charte sont identiques aux droits accordés aux communautés romanches et italophones par le droit fédéral et cantonal. En outre, la collaboration en usage dans le domaine de la politique linguistique conduit inévitablement à une large discussion impliquant les organisations et les cantons concernés.

La tâche d'information et de diffusion concernant la Charte est également prise en considération par les cantons.

Enfin, les questions linguistiques font l'objet de nombreux colloques, réunions et

publications où la Charte est fréquemment citée. Citons, à titre d'exemple, les manifestations suivantes:

- les rencontres régulières et périodiques avec les autorités des cantons des Grisons et du Tessin,
- les rencontres régulières et périodiques avec les organisations mentionnées,
- la participation des autorités cantonales et des organisations mentionnées à des manifestations organisées par les autorités fédérales telles que les Rencontres annuelles d'Ascona et « Punts, ponti, ponts, Brücken » (rencontre organisée en 1996 en vue de la future loi sur l'encouragement à la compréhension mutuelle),
- la participation au débat public par des articles dans différentes publications (*Revue suisse de science politique*, *Babylonia*, *NZZ*, etc.).

L'ensemble de ces mesures permet par conséquent d'assurer une très large diffusion, dans le pays, du contenu de la Charte ainsi que des droits et des devoirs qui en découlent.

II. Mesures prises en application de l'article 7 de la Charte

1. Veuillez indiquer quelles mesures votre Etat a prises pour appliquer l'article 7 de la Charte aux langues régionales ou minoritaires énumérées ci-dessus aux paragraphes 2 et 4 de la 1re partie, en distinguant les différents niveaux de responsabilité.

S'agissant des mesures prises pour appliquer l'article 7 de la Charte, il faut se référer à ce qui a été dit dans la première partie du présent rapport, à propos des dispositions constitutionnelles et de la composition territoriale des langues en Suisse.

Toutes les langues pratiquées traditionnellement dans le pays ont le statut de langue « nationale » et « officielle », avec toutes les conséquences que cela implique pour l'usage de la langue dans la vie publique et privée, dans l'éducation et la recherche. De même, les cantons ont l'obligation constitutionnelle de respecter la zone de diffusion traditionnelle des langues pratiquées sur leur territoire. Dans le même sens, toutes les langues pratiquées traditionnellement sur le territoire d'un canton ont le statut de « langue officielle » de ce canton. La liberté de la langue vient encore renforcer ce système par une protection individuelle. Par ailleurs, l'organisation constitutionnelle de la Suisse en cantons souverains empêche toute modification arbitraire des divisions administratives existantes.

La Confédération, de son côté, assume la responsabilité de l'application des langues officielles et du respect du quadrilinguisme dans tous ses domaines de compétence tels que l'administration, les institutions politiques, la justice, l'enseignement supérieur et la recherche ainsi que la formation professionnelle.

S'agissant des relations entre les groupes linguistiques, rappelons que l'objectif principal

de la politique culturelle de la Confédération est de favoriser l'échange, le dialogue et la compréhension mutuelle entre les différentes communautés culturelles et linguistiques du pays. C'est d'ailleurs l'une des principales priorités de la fondation suisse pour la culture Pro Helvetia, qui considère à cet égard que la préservation de la diversité culturelle et de la cohésion interne du pays a pris une importance encore accrue ces dernières années. Pro Helvetia est une institution autonome mais entièrement financée par la Confédération. Pour la période 1996-1999, son budget annuel s'élève à environ 30 millions de francs suisses. Pro Helvetia soutient ainsi financièrement la traduction d'ouvrages littéraires d'une langue nationale vers les autres, la circulation des productions artistiques (théâtre, concerts, expositions, etc.) entre les différentes régions culturelles et linguistiques ainsi que l'éducation des adultes. La radio et la télévision assument également cette tâche de promotion du dialogue et de la compréhension mutuels. En outre, un projet de loi fédérale sur la compréhension mutuelle (cf. infra) est à l'étude. Enfin, l'apprentissage des langues nationales autres que la langue maternelle fait partie du programme scolaire dans les cantons. Signalons à cet égard la Recommandation, du 30 octobre 1975, de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique sur l'enseignement d'une deuxième langue nationale à l'école primaire.

S'agissant de la promotion active du français et de l'allemand, il est généralement admis que ces deux langues bénéficient d'un bassin de population suffisamment important et d'un réservoir linguistique et culturel d'un pays voisin (la France d'une part, l'Allemagne et l'Autriche d'autre part) suffisamment fort pour ne pas avoir besoin d'un soutien étatique au sens de la Charte. Quant aux mesures prises pour le romanche et l'italien, elles ont été présentées dans la première partie du présent rapport.

S'agissant des langues sans territoire, il a été précisé dans la première partie, qu'elles recevaient un soutien à titre de promotion culturelle.

2. Le cas échéant, veuillez indiquer les autres mesures qui sont envisagées dans votre pays.

Future loi fédérale sur les langues

A la suite de nombreuses interventions parlementaires et en vertu de l'ancienne et de la nouvelle Constitution, le Conseil fédéral a chargé l'administration d'élaborer une législation - la future loi sur les langues - prévoyant des mesures concrètes pour la mise en oeuvre des dispositions constitutionnelles. Cette législation réglera l'emploi des langues officielles par les autorités et les administrations fédérales (art. 70, 1er al., nCst.), la promotion de la compréhension et des échanges entre les communautés linguistiques (art. 70, 3e al., nCst.) et le soutien des cantons plurilingues par la Confédération (art. 70, 4e al., nCst.). Ces mesures ont pour but de renforcer davantage encore le quadrilinguisme de la Suisse, puisque, d'une part, les services fédéraux emploieront les langues régionales et minoritaires et que, d'autre part, des mesures seront prises pour encourager le développement de la compétence linguistique individuelle. Pour traduire ces mesures dans les faits, la Confédération et les cantons devront s'engager ensemble, notamment pour créer les conditions qui permettront de

mettre en oeuvre des concepts de formation novateurs, qui tiennent compte de la diversité linguistique du pays. En élaborant une loi sur les langues, la Confédération pourra également étendre les engagements qu'elle a pris en tant que partie contractante de la Charte en matière de promotion des langues.

III. Rapports des cantons des Grisons et du Tessin

3.1 Rapport du canton des Grisons sur l'application de la Charte

Sur le territoire du canton des Grisons, le romanche et l'italien sont considérés comme des langues régionales ou minoritaires au sens où l'entend la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Les deux langues sont traitées séparément ci-dessous, dans l'ordre des alinéas et des lettres qui leur sont applicables et selon la manière dont le canton de Grisons met en oeuvre les dispositions de la Charte.

Pour le romanche

Article 8 – Enseignement

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a iv
- lit. b i
- lit. c iii
- lit. d iii
- lit. f iii
- lit. h

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a iv: L'article 46 de la Constitution du canton des Grisons stipule que l'allemand, l'italien et le romanche sont les langues nationales du canton. L'article 1er, 1er alinéa, de la loi sur les jardins d'enfants confie aux jardins d'enfants la tâche d'entretenir l'expression linguistique. Il va sans dire que le romanche est la langue dominante dans les jardins d'enfants situés dans les communes romanches. Dans les communes situées à la frontière linguistique, certains jardins d'enfants fonctionnent en romanche, d'autres en allemand, quelques-uns sont bilingues. A Coire, chef-lieu du canton, la Lia Rumantscha, organisation linguistique chargée de la défense du romanche, gère un jardin d'enfant romanche. Les jardins d'enfants romanches ont une fonction importante à remplir - fonction qui leur est reconnue - dans l'intégration linguistique des enfants de langue étrangère et, par là même, pour la sauvegarde du romanche. Le canton fournit donc une contribution à l'acquisition du personnel auxiliaire nécessaire à

l'intégration des enfants de langue étrangère (art. 29, let. a, de la loi sur les jardins d'enfants).

Le canton assume la direction de jardins d'enfants romanches en formant des jardinières d'enfants de langue romanche dans un département particulier de l'école normale de Coire. A partir de l'année scolaire 2003/2004, la formation de ces membres du corps enseignant sera dispensée à la haute école spécialisée en pédagogie qui doit être créée (loi du 27 septembre 1998 sur la haute école spécialisée en pédagogie)

lit. b i: La loi sur l'école obligatoire, l'ordonnance portant exécution de cette loi et les programmes d'enseignement doivent faire la distinction entre les écoles primaires de langues allemande, italienne et romanche. Les communes choisissent elles-mêmes la langue qui se prête le mieux à leur école. Ainsi, le règlement scolaire permet également de gérer des écoles romanches sur le territoire romanche.

Le romanche peut être choisi comme première langue étrangère dans les communes où les écoles primaires sont germanophones (art. 4^{quinquies} de la loi sur l'école obligatoire, qui est entrée en vigueur le 1er août 1999). Plusieurs communes situées à la frontière des langues romanche et allemande ont fait usage de cette possibilité.

Le canton fournit aux écoles primaires romanches le matériel didactique nécessaire en romanche (art. 19 de la loi sur l'école obligatoire). La compétence en la matière revient à la commission des moyens d'enseignement et aux éditions scolaires.

Le canton assure la formation d'enseignants du primaire de langue romanche. Cette formation est dispensée actuellement à l'école normale grisonne. A la suite de la révision de la loi sur les écoles moyennes et de l'adoption de la loi sur la haute école spécialisée en pédagogie, en date du 27 septembre 1998, cette formation est totalement réaménagée. Elle sera dispensée à l'avenir au niveau du degré tertiaire, à la haute école spécialisée en pédagogie qui doit être créée. Pour assurer la formation des enseignants du primaire de langue romanche, l'enseignement du romanche sera nettement mis en valeur au niveau du gymnase. Le romanche doit pouvoir être choisi comme première langue au gymnase. Une maturité bilingue (romanche/allemand) sera également possible. Le manque de connaissances du romanche doit encore pouvoir être compensé par les futurs enseignants dans le cadre de la haute école spécialisée en pédagogie. Cette école ouvrira ses portes au début de l'année scolaire 2003/2004.

Le canton assure la formation continue et permanente des enseignants, notamment dans le domaine linguistique (art. 56 de la loi sur l'école obligatoire).

lit. c iii: Lors de la révision de la loi sur les écoles moyennes, en date du 27 septembre 1998, le statut du romanche a été nettement réévalué à ce niveau de l'enseignement. A partir de l'année

scolaire 1999/2000, il sera possible d'obtenir une maturité bilingue (romanche/allemand) dans le canton des Grisons. Outre l'enseignement de la langue romanche, deux disciplines fondamentales devront être enseignées en romanche. Depuis la révision de la loi sur les écoles moyennes, le romanche peut également être choisi au gymnase comme langue principale, avec le nombre d'heures de cours correspondant, comme langue étrangère, comme option spécifique ou comme option libre.

lit. d iii: Les programmes d'enseignement des écoles professionnelles sont affaire de la Confédération pour la majorité des professions. Le romanche n'a guère de poids dans ces programmes. Vient s'ajouter à cette réalité le fait que la plupart des écoles professionnelles des arts et métiers des Grisons forment des apprentis de différentes langues maternelles. Pour des raisons d'organisation, il est difficile de proposer le romanche dans les écoles professionnelles.

En ce qui concerne l'enseignement du romanche dans les écoles professionnelles, la situation est relativement hétérogène. L'école des arts et métiers de Coire n'est pas parvenue à intégrer l'enseignement du romanche dans son programme pour l'année scolaire 1999/2000. Les possibilités d'offrir à l'avenir aux apprentis romanches une partie des cours de culture générale dans leur langue sont à l'étude. Une telle offre occasionnerait des coûts considérables et pourrait être difficile à concrétiser, politiquement. L'école des arts et métiers de Samedan donne en principe ses cours en allemand, mais le romanche a sa place dans les blocs de cours destinés aux apprentis romanches. A Ilanz, le recours au romanche est manié de manière très pragmatique et intégré, selon la composition de la classe, dans l'enseignement de la culture générale. Dans les écoles de commerce d'Ilanz et de Samedan, les élèves romanches ont une heure de romanche obligatoire par semaine.

lit. e ii: A l'heure actuelle, l'Université de Fribourg dispose d'une chaire de professeur ordinaire de langue et de culture romanches. L'Ecole polytechnique fédérale de Zurich dispose elle aussi d'une chaire d'enseignement de littérature romanche, chaire actuellement vacante. Des efforts sont faits, avec la collaboration du canton des Grisons, pour repourvoir cette chaire et la faire subsister.

lit. f iii: Dans le canton des Grisons, l'éducation des adultes est organisée par le secteur privé. Le programme des cours des différentes organisations contient en règle générale des cours de romanche. Le canton participe aux frais engendrés par ces cours en vertu de l'article 6 de la loi sur la formation continue.

lit. g: L'histoire de la culture et de la littérature fait partie intégrante de l'enseignement du romanche selon le programme des écoles générales et des écoles secondaires de langue romanche. La révision de la loi sur les écoles moyennes et l'élargissement de l'enseignement du romanche permettent de traiter plus en

- profondeur certains aspects de l'histoire de la culture, de la politique linguistique, etc. au niveau du gymnase.
- lit. h: Pour ce qui est de la formation des enseignants, se référer aux remarques faites au sujet des différents niveaux scolaires.
- lit. i: La surveillance de l'exécution et de la qualité des cours de romanche fait partie des activités ordinaires de surveillance des écoles. Elle est assumée par les conseils et les inspecteurs compétents (art. 59 ss de la loi sur l'école obligatoire).
La révision de la loi sur les écoles moyennes a introduit un nouveau système d'assurance-qualité à ce niveau. A l'école cantonale, un contrôle externe est prévu, en sus du contrôle interne, qui fera l'objet d'un rapport à l'intention du Département de l'instruction publique, de la culture et de la protection de l'environnement.

Article 9 – Justice

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a ii
lit. a iii
lit. b ii
lit. b iii
lit. c ii
2e al. lit. a
3e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a ii: Dans les tribunaux d'arrondissement (= première instance pénale), la langue judiciaire n'est pas déterminée par la législation cantonale. En principe, son choix relève de la compétence des arrondissements. Lorsqu'un arrondissement se trouve sur territoire romanche, le romanche peut être choisi comme langue judiciaire et la procédure menée dans cette langue. Cette pratique est entérinée par la jurisprudence du Tribunal fédéral sur le principe de territorialité. Dans la pratique, la question de la langue judiciaire n'est pas réglée explicitement. Le fait qu'une partie de langue romanche s'exprime dans sa propre langue devant un tribunal situé sur territoire romanche correspond plutôt à une habitude. Le romanche est une langue nationale du canton en vertu de l'article 46 de la Constitution cantonale. Il peut donc être utilisé dans les procédures pénales. L'article 28 de l'ordonnance sur l'organisation et la gestion du tribunal cantonal le précise en ces termes: les langues judiciaires sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution.
Pour les procédures d'instruction, le code de procédure pénale fixe

- à l'article 87, 4e alinéa que les déclarations de l'inculpé et des témoins doivent être inscrites au procès-verbal dans une langue nationale du canton au sens de l'article 46 de la Constitution.
- lit. a iii: Dans la mesure où le romanche est considéré comme langue judiciaire, les requêtes et les preuves peuvent être formulées dans cette langue.
- lit. b ii: Dans les tribunaux de district (= première instance civile), la langue judiciaire n'est pas déterminée par la législation cantonale. En principe, chaque tribunal est compétent pour décider de la ou des langues utilisées. Lorsqu'un district se trouve sur territoire romanche, le romanche peut être choisi comme langue judiciaire et la procédure menée dans cette langue. Cette pratique est entérinée par la jurisprudence du Tribunal fédéral sur le principe de territorialité. Dans la pratique, la question de la langue judiciaire n'est pas réglée explicitement. Le fait qu'une partie de langue romanche s'exprime dans sa propre langue devant un tribunal situé sur territoire romanche correspond plutôt à une habitude. Le romanche est une langue nationale du canton en vertu de l'article 46 de la Constitution cantonale. Il peut donc être utilisé dans les procédures pénales. L'article 28 de l'ordonnance sur l'organisation et la gestion du tribunal cantonal le précise en ces termes: les langues judiciaires sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution.
- lit. b iii: Dans la mesure où le romanche est considéré comme langue judiciaire, les requêtes et les preuves peuvent être formulées dans cette langue.
- lit. c ii: En vertu de l'article 20 de la loi sur la justice administrative dans le canton des Grisons, les langues judiciaires du tribunal administratif sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution. Le romanche est donc lui aussi langue judiciaire. Lorsqu'une partie d'une procédure administrative doit se présenter devant les tribunaux, elle peut utiliser le romanche. L'article 13 de l'ordonnance sur l'organisation, la gestion et les émoluments du tribunal administratif, qui prévoit comme seule langue de délibération l'allemand, ne peut rien y changer: l'article 20 prime.
- 2e al. lit. a: Le droit suisse ne fait pas dépendre la validité des actes juridiques de la langue utilisée. Le choix de la langue relève de l'autonomie privée des parties. Il est donc possible de recourir au romanche dans toutes les affaires judiciaires. Le romanche peut naturellement être utilisé également dans l'authentification des actes juridiques.
- 3e al.: L'article 1er, 2e alinéa, de l'ordonnance sur l'édition d'un nouveau recueil des lois grisonnes et la gestion du recueil officiel des lois charge le Gouvernement de veiller à l'édition des principaux textes législatifs cantonaux dans les idiomes surselvan et ladin. Les deux versions romanches du recueil des lois comptent aujourd'hui pratiquement tous les textes existant également en allemand.

Article 10 – Autorités administratives et entreprises de services publics

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a i
- lit. c
- 2e al. lit. a
- lit. b
- lit. c
- lit. d
- lit. e
- lit. f
- lit. g
- 3e al. lit. b
- 4e al. lit. a
- lit. c
- 5e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a i: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand, l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). L'administration cantonale grisonne est donc tenue d'utiliser également le romanche dans ses activités officielles. Le statut du romanche, langue minoritaire dans le canton des Grisons, signifie toutefois que l'utilisation officielle de la langue est assurée dans la majorité des cas par des traductions. Les modalités, notamment le fait de savoir quels textes doivent être traduits, en sont réglées par les directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche.
- lit. b: L'article 10 des directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche oblige les départements et les services à rédiger des modèles en romanche pour les décisions et les lettres dont la teneur se répète. Cette obligation est en partie réalisée. Une part considérable des communiqués de presse standards et des formulaires destinés aux personnes de langue romanche n'existe pourtant qu'en allemand. Cette réalité s'explique en partie par l'existence de nombreux idiomes (5 idiomes écrits), qui rend l'application difficile. Le Rumantsch Grischun, langue uniforme créée à des fins d'uniformisation, est encore relativement jeune et n'est pas totalement accepté par la population grisonne, ce qui ne facilite pas la situation.
- lit. c: Le romanche est considéré comme une langue officielle du canton par l'article 46 de la Constitution cantonale et il doit, en principe, être utilisé par les autorités administratives cantonales dans leurs activités officielles.
- 2e al. lit. a-f: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand,

l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). Le choix de la langue utilisée officiellement aux échelons communal et régional est affaire de la commune ou de l'organisation régionale (= corporation réunissant plusieurs communes) concernée. Les communes et les organisations régionales romanches peuvent donc décréter le romanche langue officielle. Cela signifie que cette langue peut être utilisée par les autorités, mais aussi par les particuliers dans leurs rapports avec les autorités. Dans les communes et les organisations régionales romanches, les textes officiels sont généralement publiés en romanche. Dans les communes comptant une forte proportion de Romanches, les séances des conseils se tiennent en romanche. La situation est plus compliquée dans les communes où le mélange des langues est plus grand et dans les associations régionales, qui ne sont généralement pas uniquement romanches. Dans ces cas, c'est généralement l'allemand qui est utilisé comme langue de délibération.

Le choix de la ou des langues officielles utilisées aux niveaux des communes et des régions n'étant pas de la compétence du canton, ses possibilités d'intervention sont également limitées. Pour pouvoir promouvoir les langues, le canton finance des services linguistiques régionaux chargés de soutenir les communes et toute autre organisation dans l'utilisation du romanche.

lit. g: Dans le canton des Grisons, bien des noms de localité, d'arrondissement et de commune étaient naguère indiqués en allemand dans la région romanche. Les choses ont changé, de sorte que la majorité des arrondissements, communes et localités portent aujourd'hui leur nom authentique.

Le recensement et la modification des noms de localité, d'arrondissement et de commune sont régis par l'ordonnance du Conseil fédéral sur les noms des lieux, des communes et des gares. L'article 3 de cette ordonnance prévoit que le principal critère lors du recensement et de la modification de ces noms est l'exactitude. Le Département fédéral de justice et police, le Département fédéral de l'intérieur et le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications peuvent faire opposition au changement de nom demandé par un canton. C'est le Conseil fédéral qui tranche en dernière instance dans les litiges concernant des changements de nom.

3e al. lit. b: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand, l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). Il est donc clair que toute personne de langue romanche peut utiliser sa langue maternelle dans ses contacts avec les services publics cantonaux, dans la région romanche. Les réponses sont généralement rédigées dans la même langue que les lettres: une demande rédigée en romanche recevra donc une réponse en romanche.

- 4e al. lit. a: Le canton des Grisons dispose d'un service de traduction professionnel chargé d'assurer l'utilisation conséquente du romanche et de l'italien comme langues officielles (art. 5 des directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche).
- lit. c: Lorsque des postes sont mis au concours dans des services publics dont les activités portent sur la région romanche du canton, des connaissances de romanche sont généralement requises, ou l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il serait d'avantage qu'ils possèdent des connaissances de romanche.
- 5e al.: L'état civil, et par conséquent le registre familial, dans lequel figurent les noms de famille déterminants, est régi en grande partie par le droit fédéral. Ce dernier ne contient pas de prescriptions limitant le port de patronymes romanches.

Article 11 – Médias

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. b i
lit. c ii
lit. e i
- 3e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit a iii: La législation sur la radio et la télévision est affaire de la Confédération. La possibilité pour le canton des Grisons d'influer sur l'aménagement de la radio et de la télévision est donc limitée. En vertu de l'article 23, 2e alinéa, de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV), les cantons disposent d'un droit d'être entendu, lorsque des concessions sont octroyées à des diffuseurs locaux ou régionaux. Conformément à l'article 21 LRTV, qui exige que les particularités de la région desservie soient prises en compte, le canton des Grisons insiste sur le fait que les deux langues minoritaires soient considérées lorsque des concessions sont attribuées à des diffuseurs locaux et régionaux. Ainsi, *Radio Grischa* et *Radio Piz* sont tenues de diffuser un minimum de leur programme en romanche.
- lit. b i: Les médias électroniques ont pour mandat, en vertu de l'article 3 LRTV, de tenir compte de la diversité du pays et de sa population et de la faire connaître au public. La SSR, responsable des programmes nationaux et régionaux, est tenue par les articles 27, 1er alinéa, LRTV, et 2, 1er alinéa, lettre a, de la concession qui lui est octroyée, de proposer ses propres programmes de radio dans toutes les langues nationales, et notamment le romanche. La société romanche de radio et télévision (Cuminanza rumantscha

- da radio e televisiun), filiale régionale de la SSR, gère donc une radio romanche qui émet en moyenne 13 heures par jour.
- lit. c ii: Pour ce qui est de la télévision, le Conseil fédéral est chargé par l'article 27, 2e alinéa, LRTV de fixer les principes régissant la prise en considération des besoins de la Suisse rhéto-romane dans les programmes destinés aux différentes régions. L'article 2, 1er alinéa, lettre b, de la concession attribuée à la SSR l'oblige considérer les intérêts romanches dans les programmes de la télévision des autres régions linguistiques. En conséquence, la chaîne alémanique diffuse régulièrement des émissions en romanche. Certaines de ces émissions sont rediffusées sur les chaînes tessinoise et romande.
- lit. e i: La Confédération et les cantons ont permis, en fournissant les aides financières nécessaires, la mise sur pied d'une agence de presse romanche (cf. arrêté du Grand Conseil sur les subventions cantonales versées chaque année à l'organe responsable de l'agence de presse romanche). Les prestations de cette agence, qui fonctionne depuis fin 1996, devraient permettre de développer quantitativement et d'actualiser la presse romanche. Le lancement du quotidien romanche *La Quotidiana*, le 1er janvier 1997, a déjà renouvelé considérablement le paysage journalistique romanche.
- lit. f i: L'arrêté du Grand Conseil sur les subventions cantonales versées chaque année à l'organe responsable de l'agence de presse romanche prévoit à son chiffre 2 que des indemnités soient versées aux journaux romanches pour les prestations importantes qu'ils fournissent en faveur de la promotion linguistique lorsqu'ils ne parviennent pas à couvrir leurs frais. Deux petits quotidiens bénéficient d'une aide financière en vertu de cette norme. Mais cette mesure n'est qu'accessoire. Le coeur de cet arrêté concerne la promotion indirecte de la presse romanche, grâce à la mise sur pied et au fonctionnement de l'agence de presse romanche.
- 3e al.: La SSR, entreprise nationale de radiodiffusion et télévision, est subdivisée en quatre sociétés régionales. La société romanche de radiodiffusion et télévision, *Cuminanza rumantscha da radio e televisiun*, est l'une d'entre elles (cf. art. 6 de la concession de la SSR).

Article 12 – Activités et équipements culturels

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a
 lit. b
 lit. c
 lit. e
 lit. f
 lit. g

- lit. h
- 2e al.
- 3e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a-c: La nouvelle loi sur l'encouragement de la culture du canton des Grisons est entrée en vigueur le 1er janvier 1998. Le 2e alinéa de l'article 1er prévoit que la promotion de la vie culturelle englobe l'aspect de la diversité linguistique des régions et des groupes de population du canton. L'encouragement de la culture s'engage donc également spécifiquement en faveur de la culture romanche. La loi sur l'encouragement de la culture mentionne en particulier comme domaine de promotion la sauvegarde et la protection du trilinguisme du canton, et notamment des langues minoritaires (art. 3, let. c, et art. 12., 1er al.). Parallèlement au soutien accordé directement aux mesures ponctuelles engagées dans ce domaine, le canton assure la promotion et la sauvegarde de la langue et de la culture romanches par le versement de subventions annuelles périodiques à l'organisation linguistique *Lia Rumantscha* (art. 6 de la loi et arrêté du Grand Conseil du 27 septembre 1983 sur le relèvement de la subvention cantonale annuelle versée à la Ligia Romantscha/Lia Rumantscha et à l'association Pro Grigioni Italiano). A côté du canton, c'est surtout cette organisation qui officie en faveur de la création culturelle dans les domaines du théâtre, de la musique, de la littérature, etc. et qui la rend accessible à la population. La *Lia Rumantscha* veille aussi à la traduction d'oeuvres littéraires étrangères en romanche.
- lit. e-f: La commission d'encouragement de la culture, qui joue un rôle central dans l'exécution de la loi sur l'encouragement de la culture, doit compter dans ses rangs des spécialistes des différents milieux linguistiques et culturels en vertu de l'article 18 de ladite loi.
- lit. g: La *Lia Rumantscha* s'occupe également de réunir les oeuvres produites dans les domaines du théâtre, de la musique, de la littérature. Les productions télévisuelles romanches sont conservées par la société romanche de radiodiffusion et télévision et, parfois, rediffusées au public. Parallèlement à ces institutions, la *Bibliothèque cantonale des Grisons* est chargée de collectionner et de rendre accessibles au public les médias ayant un rapport avec les Grisons et, par voie de conséquence, les médias en romanche et sur la langue et la culture romanches (art. 3, let. a, et 4 de l'ordonnance du Gouvernement sur la Bibliothèque cantonale des Grisons).
- lit. h: Le canton dispose de son propre *service de traduction*, qui met notamment au point les terminologies romanches nécessaires dans les domaines juridiques et administratifs. Ce service travaille en étroite collaboration avec le *service linguistique de la Lia Rumantscha*, qui élabore les terminologies romanches nécessaires

- 2e al.: dans les différents domaines de la vie. Plusieurs institutions culturelles telles que la *Bibliothèque cantonale grisonne*, l'organisation linguistique *Lia Rumantscha*, l'*Institut dal Dicziunari rumantsch grischun* et la société romanche de radiodiffusion et de télévision ont leur siège dans le chef-lieu grison, c'est-à-dire en dehors de la région linguistique romanche. Pour les nombreux Romanches vivant à Coire, les oeuvres de la culture romanche sont donc facilement accessibles. A l'extérieur de la région linguistique romanche, il existe un réseau d'associations romanches qui organisent notamment des manifestations culturelles. La *Lia Rumantscha* participe au financement de ces activités par des subventions annuelles. La radio et la télévision romanches sont des multiplicateurs importants pour la culture romanche: elles sont diffusées bien au-delà des frontières linguistiques romanches.
- 3e al.: Le canton des Grisons soutient les échanges culturels intercantonaux et transfrontaliers (art. 2, 4e al., de la loi sur l'encouragement de la culture). Il est tenu de considérer la diversité linguistique du canton par l'article 1er, 2e alinéa, de ladite loi.

Article 13 – Vie économique et sociale

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. d
2e al. lit. b

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. d: La *Lia Rumantscha* s'occupe d'encourager l'utilisation du romanche dans la vie économique et sociale. Elle est aidée dans sa tâche par des subventions cantonales. Outre la *Lia Rumantscha*, les *services linguistiques régionaux* financés par la Confédération et par le canton se chargent notamment de traduire pour les banques, les organismes touristiques, les caisses-maladie, etc.
- 2e al. lit. b: La *Banque cantonale des Grisons* est un établissement indépendant de droit cantonal public. En tant qu'institution cantonale, elle est le reflet du trilinguisme du canton. Elle porte donc un nom trilingue et fournit également un certain nombre de formulaires en romanche et en italien. Les filiales de la Banque cantonale qui sont situées sur le territoire romanche s'efforcent d'engager des employés qui maîtrisent la langue régionale. En tant qu'institution cantonale, les *Chemins de fer rhétiques* veillent à utiliser, dans une certaine mesure, les deux langues minoritaires. Certaines des inscriptions figurant sur les trains et dans les gares sont en romanche et en italien, et, dans certains

trains, les annonces sont également faites en romanche.

Article 14 – Echanges transfrontaliers

a. Dispositions applicables

lit. a

lit. b

b. Mesures d'application

lit. a-b: La conclusion de traités avec des Etats étrangers ne relève pas de la compétence des cantons, mais de la Confédération. Le canton des Grisons est membre de la Communauté de Travail des Régions Alpines (ARGE ALP), qui traite des intérêts communs dans les domaines culturel, social, économique et écologique dans une collaboration transfrontalière. Les questions linguistiques peuvent être abordées dans le cadre de cette collaboration. Ainsi, à l'automne 1997, une réunion a été organisée en Haute-Engadine sur le thème des écoles plurilingues, sous la conduite du canton des Grisons.

Pour l'italien

Article 8 – Enseignement

a. Dispositions applicables

1er al. lit. a iv

lit. b i

lit. c ii

lit. d iii

lit. f iii

lit. h

b. Mesures d'application

1er al. lit. a iv: L'article 46 de la Constitution du canton des Grisons stipule que l'allemand, l'italien et le romanche sont les langues nationales du canton. L'article 1er, 1er alinéa, de la loi sur les jardins d'enfants confie aux jardins d'enfants la tâche d'entretenir l'expression linguistique. Il va sans dire que l'italien est la langue dominante dans les jardins d'enfants situés dans les communes italophones. Le canton assume la direction de jardins d'enfants de langue italienne en formant des jardinières d'enfants italophones. Cette

formation est dispensée actuellement dans un département particulier de l'école normale de Coire. A partir de l'année scolaire 2003/2004, la formation de ces membres du corps enseignant sera dispensée à la haute école spécialisée en pédagogie qui doit être créée (loi du 27 septembre 1998 sur la haute école spécialisée en pédagogie)

lit. b i: La loi sur l'école obligatoire, l'ordonnance portant exécution de cette loi et les programmes d'enseignement font la distinction entre les écoles primaires de langues allemande, italienne et romanche. Les communes choisissent elles-mêmes la langue qui se prête le mieux à leur école. Ainsi, le règlement scolaire permet également de gérer des écoles italophones sur le territoire de langue italienne.

Depuis la révision de la loi sur l'école obligatoire en date du 27 mars 1997, l'introduction d'une deuxième langue cantonale comme première langue étrangère enseignée plus tôt que les autres est également obligatoire dans les communes où les écoles primaires sont germanophones (art. 4^{quinquies} de la loi sur l'école obligatoire [entrée en vigueur le 1er août 1999]). C'est généralement l'italien qui est choisi comme première langue étrangère.

Le canton fournit aux écoles primaires italophones le matériel didactique nécessaire en italien (art. 19 de la loi sur l'école obligatoire). La compétence en la matière revient à la commission des moyens d'enseignement et aux éditions scolaires.

Le canton assure la formation de membres du corps enseignant primaire de langue italienne. Cette formation est dispensée actuellement à l'école normale grisonne. A la suite de la révision de la loi sur les écoles moyennes et de l'adoption de la loi sur la haute école spécialisée en pédagogie (en date du 27 septembre 1998), cette formation est totalement réaménagée. Elle sera dispensée à l'avenir au niveau du degré tertiaire, à la haute école spécialisée en pédagogie qui doit être créée. Pour assurer la formation des enseignants du primaire de langue italienne, l'italien sera proposé comme première langue au gymnase. Une maturité bilingue (italien/allemand, allemand/italien) sera également possible. Le manque de connaissances d'italien doit encore pouvoir être compensé par les futurs enseignants dans le cadre de la haute école spécialisée en pédagogie. Cette école ouvrira ses portes au début de l'année scolaire 2003/2004.

Le canton assure la formation continue et permanente des enseignants, notamment dans le domaine linguistique (art. 56 de la loi sur l'école obligatoire).

lit. c ii: Lors de la révision de la loi du 27 septembre 1998 sur les écoles moyennes, l'enseignement des langues a été nettement réévalué au niveau du gymnase. La principale nouveauté est qu'il est possible d'obtenir une maturité bilingue. Pour pouvoir obtenir une maturité combinant l'italien et l'allemand, il faut prendre l'italien comme première langue et étudier également deux disciplines

fondamentales en italien. La maturité bilingue italien/allemand sera introduite dans le canton des Grisons pour l'année scolaire 1999/2000.

Au gymnase, l'italien peut être choisi comme langue étrangère (en tant que deuxième ou troisième langue nationale selon l'ordonnance concernant la reconnaissance des maturités), comme option spécifique ou comme option libre.

Les élèves domiciliés dans le canton des Grisons ont également la possibilité de s'inscrire dans une école moyenne du canton du Tessin, de langue italienne. Ce sont surtout les adolescents du Misox, attenant au Tessin, qui font usage de cette possibilité. Le canton des Grisons verse des subventions au canton du Tessin pour ces élèves (art. 17^{er} de la loi sur les écoles moyennes).

- lit. d iii: Dans le domaine de la formation professionnelle, il est plus facile de considérer l'italien que le romanche. Ainsi, il existe une école professionnelle, à Poschiavo, dont les cours sont donnés en italien. A Samedan, où des apprentis italophones fréquentent l'école professionnelle, l'italien est enseigné spécifiquement dans des blocs de cours. Une grande partie des apprentis de langue italienne du canton des Grisons, issus principalement du Misox et du val Calanca, peuvent fréquenter les écoles professionnelles du canton du Tessin, c'est-à-dire faire leur formation en italien. Le canton participe aux coûts qu'ils engendrent (art. 47 ss de la loi cantonale sur la formation professionnelle).
- lit. f iii: Dans le canton des Grisons, l'éducation des adultes est organisée par le secteur privé. Le programme des cours des différentes organisations contient en règle générale des cours d'italien. Le canton participe aux frais engendrés par ces cours en vertu de l'article 6 de la loi sur la formation continue.
- lit. g: L'histoire de la culture et de la littérature fait partie intégrante de l'enseignement de l'italien selon le programme des écoles générales et des écoles secondaires de langue italienne. La révision de la loi sur les écoles moyennes et l'élargissement de l'enseignement de l'italien permettent de traiter plus en profondeur certains aspects de l'histoire de la culture, de la politique linguistique, etc. au niveau du gymnase.
- lit. h: Pour ce qui est de la formation des enseignants, voir les remarques faites au sujet des différents niveaux scolaires.
- lit. i: La surveillance de l'exécution et de la qualité des cours d'italien fait partie des activités ordinaires de surveillance des écoles. Elle est assumée par les conseils et les inspecteurs compétents (art. 59 ss de la loi sur l'école obligatoire).
La révision de la loi sur les écoles moyennes a introduit un nouveau système d'assurance-qualité à ce niveau. A l'école cantonale, un contrôle externe est prévu, en sus du contrôle interne, qui fera l'objet d'un rapport à l'intention du Département de l'instruction publique, de la culture et de la protection de l'environnement.

Article 9 – Justice

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a ii
- lit. a iii
- lit. b ii
- lit. b iii
- lit. c ii
- 2e al. lit. a
- 3e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a ii: Dans les tribunaux d'arrondissement (= instance pénale inférieure), la langue judiciaire n'est pas déterminée par la législation cantonale. En principe, son choix relève de la compétence des arrondissements. Lorsqu'un arrondissement se trouve sur territoire italoophone, l'italien peut être choisi comme langue judiciaire et la procédure menée dans cette langue. Cette pratique est entérinée par la jurisprudence du Tribunal fédéral sur le principe de territorialité. Dans la pratique, la question de la langue judiciaire n'est pas réglée explicitement. Le fait qu'une partie de langue italienne s'exprime dans sa propre langue devant un tribunal situé sur territoire italoophone correspond plutôt à une habitude. L'italien est une langue nationale du canton en vertu de l'article 46 de la Constitution cantonale. Il peut donc être utilisé dans les procédures pénales. L'article 28 de l'ordonnance sur l'organisation et la gestion du tribunal cantonal le précise en ces termes: les langues judiciaires sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution.
Pour les procédures d'instruction, le code de procédure pénale fixe à l'article 87, 4e alinéa que les déclarations de l'inculpé et des témoins doivent être inscrites au procès-verbal dans une langue nationale du canton au sens de l'article 46 de la Constitution.
- lit. a iii: Dans la mesure où l'italien est considéré comme langue judiciaire, les requêtes et les preuves peuvent être formulées dans cette langue.
- lit. b ii: Dans les tribunaux de district (= première instance civile), la langue judiciaire n'est pas déterminée par la législation cantonale. En principe, chaque tribunal est compétent pour décider de la ou des langues utilisées. Lorsqu'un district se trouve sur territoire italoophone, l'italien peut être choisi comme langue judiciaire et la procédure menée dans cette langue. Cette pratique est entérinée par la jurisprudence du Tribunal fédéral sur le principe de territorialité. Dans la pratique, la question de la langue judiciaire

n'est pas réglée explicitement. Le fait qu'une partie de langue italienne s'exprime dans sa propre langue devant un tribunal situé sur territoire romanche correspond plutôt à une habitude.

L'italien est une langue nationale du canton en vertu de l'article 46 de la Constitution cantonale. Il peut donc être utilisé dans les procédures pénales. L'article 28 de l'ordonnance sur l'organisation et la gestion du tribunal cantonal le précise en ces termes: les langues judiciaires sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution.

- lit. b iii: Dans la mesure où l'italien est considéré comme langue judiciaire, les requêtes et les preuves peuvent être formulées dans cette langue.
- lit. c ii: En vertu de l'article 20 de la loi sur la justice administrative dans le canton des Grisons, les langues judiciaires du tribunal administratif sont les langues nationales du canton au sens de la Constitution. L'italien est donc lui aussi langue judiciaire. Lorsqu'une partie d'une procédure administrative doit se présenter devant les tribunaux, elle peut utiliser l'italien. L'article 13 de l'ordonnance sur l'organisation, la gestion et les émoluments du tribunal administratif, qui prévoit comme seule langue de délibération l'allemand, ne peut rien y changer: l'article 20 prime.
- 2e al. lit. a: Le droit suisse ne fait pas dépendre la validité des actes juridiques de la langue utilisée. Le choix de la langue relève de l'autonomie privée des parties. Il est donc possible de recourir à l'italien dans toutes les affaires judiciaires. L'italien peut naturellement être utilisé également dans l'authentification des actes juridiques.
- 3e al.: L'article 1er, 2e alinéa, de l'ordonnance sur l'édition d'un nouveau recueil des lois grisonnes et la gestion du recueil officiel des lois charge le Gouvernement de veiller à l'édition des principaux textes législatifs cantonaux en italien. La version italienne du recueil des lois compte aujourd'hui pratiquement tous les textes existant également en allemand.

Article 10 – Autorités administratives et entreprises de services publics

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a i
- lit. c
- 2e al. lit. a
- lit. b
- lit. c
- lit. d
- lit. e
- lit. f
- lit. g
- 3e al. lit. b

4e al. lit. a
lit. c

5e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. a i: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand, l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). L'administration cantonale grisonne est donc tenue d'utiliser également l'italien dans ses activités officielles. Le statut de l'italien, langue minoritaire dans le canton des Grisons, signifie toutefois que l'utilisation officielle de la langue est assurée dans la majorité des cas par des traductions. Les modalités, notamment le fait de savoir quels textes doivent être traduits, en sont réglées par les directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche.
- lit. b: L'article 10 des directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche oblige les départements et les services à rédiger des modèles en italien pour les décisions et les lettres dont la teneur se répète. Cette obligation est en partie réalisée pour l'italien.
- lit. c: L'italien est considéré comme une langue officielle par l'article 46 de la Constitution cantonale et il doit, en principe, être utilisé par les autorités administratives cantonales dans leurs activités officielles.
- 2e al. lit. a-f: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand, l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). Le choix de la langue utilisée officiellement aux échelons communal et régional est affaire de la commune ou de l'organisation régionale (= corporation réunissant plusieurs communes) concernée. Les communes et les organisations régionales italophones peuvent donc décréter l'italien langue officielle. Cela signifie que cette langue peut être utilisée par les autorités, mais aussi par les particuliers dans leurs rapports avec les autorités. Dans les communes et les organisations régionales italophones, les textes officiels sont généralement publiés en italien et les séances se tiennent en italien.
- lit. g: Dans la partie italophone du canton des Grisons, l'usage des noms de localité italiens traditionnels va de soi. Le recensement et la modification des noms de localité, d'arrondissement et de commune sont régis par l'ordonnance du Conseil fédéral sur les noms des lieux, des communes et des gares. L'article 3 de cette ordonnance prévoit que le principal critère lors du recensement et de la modification de ces noms en est l'exactitude. Le Département fédéral de justice et police, le Département fédéral de l'intérieur et le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et des communications peuvent faire opposition au changement de nom demandé par un canton. C'est le Conseil

- fédéral qui tranche en dernière instance dans les litiges concernant des changements de nom.
- 3e al. lit. b: Les langues officielles du canton des Grisons sont l'allemand, l'italien et le romanche (art. 46 de la Constitution cantonale). Il est donc clair que toute personne de langue italienne peut utiliser sa langue maternelle dans ses contacts avec les services publics cantonaux, dans la région italophone. Les réponses sont généralement rédigées dans la même langue que les lettres: une demande rédigée en italien recevra donc une réponse en italien.
- 4e al. lit. a: Le canton des Grisons dispose d'un service de traduction professionnel chargé d'assurer l'utilisation conséquente du romanche et de l'italien comme langues officielles (art. 5 des directives du Gouvernement concernant la traduction des textes officiels en italien et en romanche).
- lit. c: Lorsque des postes sont mis au concours dans des services publics dont les activités portent sur la région italophone du canton, des connaissances d'italien sont généralement requises ou l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il serait d'avantage qu'ils possèdent des connaissances d'italien.
- 5e al.: L'état civil, et par conséquent le registre familial, dans lequel figurent les noms de famille déterminants, est régi en grande partie par le droit fédéral. Ce dernier ne contient pas de prescriptions limitant le port de patronymes italiens.

Article 11 – Médias

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. a i
lit. e i
3e al.

b. Mesures d'application

- 1er al. lit a i: La législation sur la radio et la télévision est affaire de la Confédération. L'article 3, 1er alinéa, lettre b, de la loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV), oblige notamment les médias électroniques à tenir compte de la diversité du pays et de sa population et d'en faire prendre conscience au public. La SSR, responsable des programmes nationaux et régionaux, gère, en vertu des articles 27, 1er alinéa, LRTV, et 2, 1er alinéa, lettre a, de la concession qui lui est attribuée, trois chaînes de radio et une chaîne de télévision pour la Suisse italienne.
- lit. e i: La partie italophone du canton des Grisons bénéficie, avec ses trois journaux régionaux et les quotidiens de langue italienne imprimés au Tessin, d'un éventail satisfaisant de médias imprimés. Il n'est donc pas nécessaire d'introduire de mesures

complémentaires pour promouvoir la langue italienne.
3e al.: La SSR, entreprise nationale de radiodiffusion et télévision, est subdivisée en quatre sociétés régionales. La société de radiodiffusion et télévision de langue italienne, *Società cooperativa per la radiotelevisione nelle Svizzera italiana*, est l'une d'entre elles (cf. art. 6 de la concession de la SSR).

Article 12 – Activités et équipements culturels

a. Dispositions applicables

1er al. lit. a
lit. b
lit. c
lit. e
lit. f
lit. g
2e al.
3e al.

b. Mesures d'application

1er al. lit. a-c: La nouvelle loi sur l'encouragement de la culture du canton des Grisons est entrée en vigueur le 1er janvier 1998. Le 2e alinéa de l'article 1er prévoit que la promotion de la vie culturelle englobe l'aspect de la diversité linguistique des régions et des groupes de population du canton. L'encouragement cantonal de la culture s'engage donc également spécifiquement en faveur de la culture italienne.
La loi sur l'encouragement de la culture mentionne en particulier comme domaine de promotion la sauvegarde et la protection du trilinguisme du canton, et des langues minoritaires (art. 3, let. c, et 12, 1er al.). Parallèlement au soutien accordé directement aux mesures ponctuelles engagées dans ce domaine, le canton assure la promotion et la sauvegarde de la langue et de la culture italiennes par le versement de subventions annuelles périodiques à l'organisation linguistique *Pro Grigioni Italiano* (art. 6 de la loi et arrêté du Grand Conseil du 27 septembre 1983 sur le relèvement de la subvention cantonale annuelle versée à la Ligia Romontscha/Lia Rumantscha et à l'association Pro Grigioni Italiano). A côté du canton, c'est surtout cette organisation qui officie en faveur de la création culturelle dans les domaines du théâtre, de la musique, de la littérature, etc. et qui la rend accessible à la population. La population italophone des Grisons peut également profiter du fonds culturel très riche de son grand voisin l'Italie.

lit. e-f: La commission d'encouragement de la culture, qui joue un rôle

- central dans l'exécution de la loi sur l'encouragement de la culture, doit compter dans ses rangs des spécialistes des différents milieux linguistiques et culturels en vertu de l'article 18 de ladite loi.
- lit. g: La *Bibliothèque cantonale des Grisons* est chargée de collectionner et de rendre accessibles au public les médias ayant un rapport avec les Grisons, et par voie de conséquence les médias sur la langue et la culture italiennes (art. 3, let. a, et 4 de l'ordonnance du Gouvernement sur la Bibliothèque cantonale des Grisons).
- lit. h: Le canton dispose de son propre *service de traduction*, chargé de l'utilisation de l'italien dans le domaines officiel. A la différence du romanche, l'italien peut s'appuyer sur le réservoir linguistique et culturel d'un pays voisin. La conservation et le développement de terminologies appropriées n'ont donc pas la même importance que pour le romanche.
- 2e al.: A l'extérieur de la région italophone, il existe un réseau d'associations de langue italienne qui organisent notamment des manifestations culturelles. *Pro Grigioni Italiano* participe au financement de ces activités par des subventions annuelles. La télévision tessinoise et au moins une chaîne de radio italophone sont diffusées à l'échelle nationale (art. 2, 1er al., let. a, et 3, 7e al., de la concession de la SSR).
- 3e al.: Le canton des Grisons soutient les échanges culturels intercantonaux et transfrontaliers (art. 2, 4e al., de la loi sur l'encouragement de la culture). Il est tenu de considérer la diversité linguistique du canton par l'article 1er, 2e alinéa, de ladite loi.

Article 13 – Vie économique et sociale

a. Dispositions applicables

- 1er al. lit. d
2e al. lit. b

b. Mesures d'application

- 1er al. lit. d: L'utilisation de l'italien dans la vie économique et sociale est moins problématique que celle du romanche. Lorsqu'il le faut, *Pro Grigioni Italiano* soutient l'usage de l'italien dans ce domaine.
- 2e al. lit. b: La *Banque cantonale des Grisons* est un établissement indépendant de droit cantonal public. En tant qu'institution cantonale, elle est le reflet du trilinguisme du canton. Elle porte donc un nom trilingue et fournit également un certain nombre de formulaires en romanche et en italien. Les filiales de la Banque cantonale qui sont situées sur le territoire italophone s'efforcent d'engager des employés qui maîtrisent la langue régionale. En tant qu'institution cantonale, les *Chemins de fer rhétiques*

veillent à utiliser, dans une certaine mesure, les deux langues minoritaires. Certaines des inscriptions figurant sur les trains et dans les gares sont en romanche et en italien, et les annonces sont également faites en italien dans les trains.

Article 14 – Echanges transfrontaliers

a. Dispositions applicables

lit. a

lit. b

b. Mesures d'application

lit. a-b: La conclusion de traités avec des Etats étrangers ne relève pas de la compétence des cantons, mais de la Confédération .
Le canton des Grisons est membre de la Communauté de Travail des Régions Alpines (ARGE ALP), qui traite des intérêts communs dans les domaines culturel, social, économique et écologique dans une collaboration transfrontalière. Les questions linguistiques peuvent être abordées dans le cadre de cette collaboration. Ainsi, à l'automne 1997, une réunion a été organisée en Haute-Engadine sur le thème des écoles plurilingues, sous la conduite du canton des Grisons.

3.2 Rapport du canton du Tessin sur l'application de la Charte

L'application des paragraphes contenus dans la partie III de la Charte

Généralités

La Constitution de la République et Canton du Tessin du 14 décembre 1997 dispose à son article 1er, 1er alinéa: « Le canton du Tessin est une république démocratique de culture et de langue italiennes ».

On peut lire, dans le message du 20 décembre 1984 concernant la révision totale de la Constitution cantonale du 4 juillet 1830, au commentaire de cet article constitutionnel: « Parallèlement à la mention de la forme démocratique et au renvoi à la langue italienne, en tant qu'élément qui caractérise notre canton, on a aussi introduit une référence explicite à la culture italienne: le fait que le canton du Tessin appartient non seulement à l'aire linguistique italienne, mais aussi à l'aire culturelle italienne est en effet un élément primordial de son histoire et une composante essentielle de son identité. Par ailleurs, cette claire référence à la langue et à la culture italiennes n'est pas une simple déclaration rhétorique, mais elle représente un important engagement que les autorités

et le peuple tessinois doivent assumer pour promouvoir toujours plus efficacement leur identité propre. »

Le règlement d'application de la loi sur la citoyenneté tessinoise et sur le droit de cité du 10 octobre 1995, conformément à l'article 9, 2^e alinéa, de la loi du 8 novembre 1994 sur la citoyenneté tessinoise et sur le droit de cité, prévoit dans ses articles 3 (pour les Confédérés) et 7 (pour les étrangers) que « dans le cadre de ces mesures de vérification, le requérant est soumis à un examen oral portant sur ses connaissances de la langue italienne ».

Art. 8 – Enseignement

Dans le canton du Tessin, toutes les dispositions prévues par l'article 8.1 de la Charte, soit les articles 8.1.a.i., 8.1.b.i, 8.1.c.i, 8.1.d.i, 8.1.f.i, 8.1.g et 8.1.h, sont pleinement mises en œuvre par la législation scolaire en vigueur. L'article 1^{er}, 3^e alinéa, de la loi sur l'école du 1^{er} février 1990 dispose: « L'enseignement est donné en langue italienne et dans le respect de la liberté de conscience ».

Du fait de la création de l'Université de la Suisse italienne, on peut maintenant ajouter aux dispositions susmentionnées de l'article 8.1 celle de l'article 8.1.e.i, qui concerne « l'enseignement universitaire et d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires ».

L'article 1^{er}, 4^e alinéa, de la loi du 3 octobre 1995 sur l'Université de la Suisse italienne et sur la Haute école spécialisée de la Suisse italienne dispose que « la langue officielle de l'Université est l'italien ».

Dans l'enseignement, les efforts du canton du Tessin s'orientent dans les directions suivantes:

Le renforcement de la position de l'italien dans les écoles du canton du Tessin

Le renforcement de la position de l'italien dans les écoles du canton passe par les mesures suivantes:

- l'enseignement en italien: en règle générale, toutes les disciplines non linguistiques sont enseignées, dans toutes les écoles, en langue italienne, qui est la langue maternelle de 80,8 % des élèves qui fréquentent les écoles tessinoises;
- l'enseignement de la langue et de la culture italiennes: la branche « italien » est enseignée avec un nombre respectable de leçons hebdomadaires dans tous les degrés et à tous les niveaux (école primaire: 5 h 15 hebdomadaires au premier cycle et 4 h 30 au second cycle; école secondaire inférieure : respectivement 6-5 et 5-4 leçons hebdomadaires durant les quatre ans d'école secondaire inférieure).

La familiarisation des jeunes non-italophones résidant dans le canton à la langue et à la culture italiennes

La loi sur l'école du 1^{er} février 1990 donne la base légale des interventions en faveur

des élèves non italophones. L'article 72, 1er alinéa dispose: « Dans les écoles de tous les degrés et à tous les niveaux, il est possible d'organiser des cours de langue italienne pour des élèves qui parlent une autre langue et ne sont pas en mesure de suivre normalement l'enseignement; on peut en particulier prendre des initiatives visant à favoriser l'intégration scolaire des élèves qui viennent de pays non-italophones, tout en sauvegardant leur identité culturelle ».

Quant aux modalités d'organisation des cours de langue italienne et des activités d'intégration, elles sont fixées dans le règlement du 31 mai 1994 concernant les cours de langue italienne et les activités d'intégration.

Actuellement (c'est-à-dire durant l'année scolaire 1998/99), il y a 9553 élèves – ce qui correspond à 19,2 % de l'ensemble de la population scolaire du canton du Tessin – dont la langue maternelle n'est pas l'italien. La plupart d'entre eux n'ont (plus) besoin du soutien mentionné ci-dessus, car ils ont déjà acquis des connaissances suffisantes en italien pour leur permettre de suivre normalement l'enseignement en langue italienne. Ainsi, l'école secondaire inférieure a compté (dans l'année scolaire 1998/99) 2100 élèves qui ne sont pas de langue maternelle italienne, mais seuls 118 d'entre eux, soit 5,6 %, ont suivi les cours d'intégration et de langue italienne. Les mesures évoquées ci-dessus sont surtout destinées au nombre croissant d'élèves non italophones résidant dans le canton depuis peu.

Le canton du Tessin a introduit récemment un « préapprentissage en vue de l'intégration des jeunes qui résident dans le canton depuis peu et doivent se familiariser avec la langue et à la culture italiennes » (cf. art. 35 du règlement d'application de la loi du 20 octobre 1998 sur l'orientation scolaire et professionnelle et sur la formation professionnelle et continue).

De plus, les cours pour adultes du Département de l'instruction et de la culture organisent chaque année entre 10 et 15 cours d'italien en tant que langue étrangère.

La sauvegarde de l'identité culturelle des jeunes non italophones résidant dans le canton

Durant l'année scolaire 1998/99, huit communautés étrangères ont organisé au Tessin des cours portant sur leur langue et leur culture d'origine, à savoir les communautés portugaise, brésilienne, espagnole, macédonienne, albanaise, serbe, croate et slovène. Les cours organisés par les communautés croate, serbe et portugaise sont bien fréquentés. Pour ces cours, les communautés étrangères peuvent disposer, sur demande, de locaux dans les immeubles de l'Etat (cf. art. 17 de la loi sur l'école du 1^{er} février 1990, qui règle l'utilisation des locaux scolaires propriété de l'Etat). Dans des cas particuliers, ces communautés peuvent aussi obtenir des subsides, toujours sur demande. De nombreux établissements scolaires (surtout des écoles primaires et secondaires inférieures) veillent à encourager les contacts entre les enseignants des écoles publiques et ceux qui donnent les cours organisés par les communautés étrangères (ou, dans de nombreux cas, par les consulats). Pour faciliter l'insertion des élèves non italophones dans le système scolaire tessinois, l'article 51, 4e alinéa, du règlement du 18 septembre 1996 de l'école secondaire inférieure dispose que « dans des cas particuliers, pour des élèves qui ne sont de langue maternelle italienne, le cours de français ou d'allemand peut être remplacé par un cours d'anglais. La décision relève du conseil de direction. »

La version suisse du Portefeuille européen des langues, éditée par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), est parue au Tessin en 1999. Le Portefeuille européen des langues, un projet du Conseil de l'Europe, est un instrument de travail et un document d'attestation. Cet instrument permet en effet à son titulaire d'attester d'une façon claire, complète et permettant des comparaisons internationales ses connaissances linguistiques, qu'elles aient été acquises à l'école ou non. Par le biais de cet instrument, on met en valeur les élèves de langue étrangère, qui sont en général des élèves plurilingues, et leurs connaissances linguistiques, dans un document qui est émis non seulement par la CDIP, mais encore par le Conseil de l'Europe. Ce Portefeuille européen des langues commence maintenant à se répandre également dans les écoles du canton du Tessin.

L'ouverture des jeunes italophones du canton vis-à-vis des autres langues et cultures et l'encouragement de l'apprentissage des autres langues, nationales et étrangères

Il convient ici de mentionner les efforts considérables que le canton a faits, et qu'il continue de faire, pour offrir aux élèves des écoles tessinoises un enseignement des langues de valeur.

Le français est obligatoire dès la 3^e année primaire, l'allemand à partir de la 2^e année secondaire (7^e année de scolarité; actuellement l'anglais est enseigné sous forme d'option en 4^e année secondaire (on étudie actuellement d'éventuels changements, qui tendraient à développer l'enseignement de l'anglais durant la scolarité obligatoire). A la fin de l'école obligatoire, tous les élèves qui ont fréquenté les écoles tessinoises ont donc étudié le français durant sept ans et l'allemand durant trois ans, et un grand nombre d'entre eux ont étudié l'anglais durant un an au moins.

Avec les cantons d'Uri et des Grisons, le canton du Tessin est un des rares cantons suisses à enseigner à titre obligatoire deux autres langues nationales à tous les élèves. L'enseignement des langues se poursuit dans les écoles supérieures, où l'on privilégie l'allemand et l'anglais. L'allemand et l'anglais sont aussi les seules langues enseignées à la Haute école spécialisée de la Suisse italienne.

A l'Université populaire du canton du Tessin, les « cours pour adultes » institués par le canton, proposent aussi chaque année plus de 250 cours annuels de langues (anglais, allemand, espagnol, italien niveau 2, russe, grec moderne et français). Les cours pour adultes sont autofinancés à 86 % (les frais annuels à la charge du canton correspondent à 14 % des dépenses totales, soit environ 30 000 francs suisses).

Outre ces mesures en faveur de l'enseignement des langues, le canton encourage encore l'apprentissage des langues par divers moyens:

- en promouvant les échanges individuels et les échanges de classes;
- en encourageant les initiatives d'enseignement bilingue et d'autres innovations. Non seulement la loi sur l'école du 1^{er} février 1990 « permet » d'introduire des innovations et de faire des expériences, mais, de plus, la Commission scolaire du Grand Conseil tessinois a invité le Conseil d'Etat, dans son rapport n^o 4609, du 17 février 1997, à

« encourager les expériences d'enseignement bilingue dans les écoles du canton ». Dans des résolutions de 1997, 1998 et 1999, le Conseil d'Etat a répondu à cette invitation en autorisant une expérience d'enseignement bilingue dans les 3^e et 4^e classes de l'Ecole cantonale de commerce de Bellinzone;

- en subventionnant des cours de langue dans d'autres régions de Suisse ou à l'étranger (2 à 3 millions de francs suisses chaque année);
- en soutenant des initiatives privées telles que « Langues et sport », qui, depuis vingt ans, organise durant les vacances d'été des cours de langues (allemand, français et anglais) et de sport; dans les vingt dernières années, 12 300 élèves ont suivi ces cours.

Mais les échanges avec d'autres régions linguistiques concernent aussi d'autres domaines que l'école. Ainsi, le règlement sur la police du 6 mars 1996 déclare, dans son article 36, 3e alinéa: « Le commandant peut adhérer à des conventions concernant l'échange temporaire d'agents avec d'autres cantons, à des fins d'instruction et d'apprentissage des langues, basé sur un principe de réciprocité. »

La promotion de l'apprentissage et de l'enseignement de l'italien en dehors de la Suisse italienne

La situation de l'italien dans les systèmes scolaires des autres cantons – avec les exceptions méritoires des cantons d'Uri et des Grisons – est très précaire. L'avenir nous apprendra si, dans la pratique, la nouvelle ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité (ORM) amènera une certaine amélioration de la situation dans les lycées.

Depuis 1970, le Département de l'instruction et de la culture organise, en collaboration avec son homologue du canton d'Argovie, des « cours de langue et culture italiennes » destinés aux enseignants de tous les degrés et de tous les niveaux. Depuis cette date, plus de 1000 enseignants suisses alémaniques ont participé à ces cours d'été.

Le Département de l'instruction et de la culture a participé à l'introduction de l'italien dans l'école obligatoire du canton d'Uri, en apportant une assistance technique et un soutien financier; il a ainsi collaboré à la réalisation du matériel d'enseignement et organisé des cours de formation linguistique et didactique pour tous les enseignants du canton d'Uri (depuis 1991). Il s'agissait de cours intensifs d'italien (deux fois 4 semaines de cours d'été pour chacun des 190 enseignants) et de cours de didactique de l'italien en tant que langue étrangère.

Art. 9 – Justice

La législation du canton du Tessin est conforme aux dispositions de l'article 9 de la Charte.

Ce sont les dispositions des lois suivantes qui sont déterminantes:

- code de procédure civile du 17 février 1971;
- code de procédure pénale du 19 décembre 1994;
- loi du 27 avril 1992 sur la procédure de recours en matière de poursuite et de faillite;
- loi cantonale d'application de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite du 12 mars 1997 (art. 21);
- loi de procédure du 6 avril 1961 pour les causes plaidées devant le tribunal cantonal des assurances (art. 1a);
- loi du 15 mars 1983 sur la profession d'avocat, article 8: « dans la correspondance, dans les annexes et dans les exposés oraux devant des autorités tessinoises, l'avocat usera de la langue italienne »;
- loi du 23 février 1983 sur le notariat; elle prévoit que le candidat à l'examen de notaire, pour y être admis, devra « connaître la langue italienne » (art. 17, 1er al.) et que les actes publics seront rédigés en italien ou dans une autre langue, pourvu que le notaire et les parties la connaissent (art. 47).

Art. 10 – Autorités administratives et services publics

Le droit en vigueur dans le canton du Tessin est entièrement conforme aux mesures prévues par les articles 10.1.a.i., 10.1.b, 10.1.c, 10.2.a-g, 10.3.a., 10.4.b et 10.5 de la Charte.

C'est la loi de procédure du 19 avril 1966 pour les affaires administratives qui donne la base légale concernant l'utilisation de l'italien dans les rapports de service avec les autorités cantonales et communales. L'article 8 de cette loi dispose: « Les requêtes ou les recours, de même que les réclamations et, de façon générale, toutes les allégations pouvant être réglées sur décision d'autorités cantonales, communales, bourgeoises ou paroissiales, ou encore sur décision d'autres organismes publics analogues, doivent être rédigés en langue italienne ».

Art. 11 – Médias

Pour ce qui relève de la compétence du canton du Tessin, le droit et la pratique en vigueur correspondent aux dispositions de l'article 11 de la Charte.

L'existence et le fonctionnement de l'institution de la Radio-télévision de la Suisse italienne (qui a émis en 1997 26 294 heures d'émissions de radio et 6510 heures d'émissions de télévision) sont entièrement conformes aux dispositions de l'article 11.a.i de la Charte (cf. aussi la loi fédérale du 21 juin 1991 sur la radio et la télévision).

Depuis 1995, trois quotidiens en langue italienne paraissent dans le canton du Tessin (avant 1995, ils étaient encore cinq !). A ces publications s'ajoutent de nombreux bi- et trihebdomadaires, hebdomadaires, bimensuels et mensuels en langue italienne. En revanche, il n'y a que très peu de titres qui paraissent dans une autre langue (il y a un trihebdomadaire en langue allemande). Le Tessin est une des régions d'Europe dotées de la plus haute densité d'organes de presse !

La loi du 2 octobre 1991 sur les écoles professionnelles prévoit dans son article 21 un « cours de journalisme », qui a le statut d'école professionnelle supérieure et qui a « pour but de préparer aux carrières professionnelles du journalisme » (cf. aussi le

règlement du cours de journalisme de la Suisse italienne du 27 avril 1997). Sur ce sujet, il convient de renvoyer aux activités de formation et de recherche de la Faculté des sciences de la communication de l'Université de la Suisse italienne instituée dans la loi de 1995.

Art. 12 – Activités et équipements culturels

Les rapports annuels adressés par le Département de l'instruction et de la culture à l'Office fédéral de la culture présentent les multiples activités culturelles et les équipements culturels du canton, ainsi que l'utilisation faite de l'aide financière que la Confédération attribue au Tessin pour la défense de sa culture et de sa langue.

Art. 13 – Vie économique et sociale

Le droit et la pratique en vigueur dans le canton du Tessin correspondent aux dispositions de les articles 13.1.d et 13.2.b de la Charte.

Article 59, 1^{er} alinéa, de la loi du 21 décembre 1994 sur les établissements publics: « Une liste des prix des principaux plats et boissons et des éventuels suppléments, rédigée en italien, devra être exposée à l'extérieur des établissements publics ».

L'article 5 de la loi du 29 mars 1954 sur les enseignes et inscriptions destinées au public déclare:

« Les enseignes, permanentes ou non permanentes, doivent être rédigées en langue italienne. On pourra ajouter à ces enseignes, dans des caractères qui ne seront pas plus grands que le texte original, ni plus voyants, une traduction dans une ou plusieurs langues, nationales ou étrangères, présentée de façon à ce que son caractère de traduction soit toujours évident.

Le présent article ne s'applique pas à la commune de Bosco Gurin. »

(cf. aussi art. 4, 1^{er} al., du règlement d'application de la loi du 16 octobre 1988 sur les enseignes et inscriptions destinées au public: « Elles ne sont pas soumises à autorisation, pourvu qu'elles soient rédigées en langue italienne »).

Art. 14 – Echanges transfrontaliers

Dans les domaines de la vie économique et sociale, de la formation et de la culture et dans d'autres secteurs encore, les échanges transfrontaliers entre le canton du Tessin et l'Italie sont fort actifs, notamment avec les provinces italiennes limitrophes, qui sont regroupées, avec le canton du Tessin, au sein de la *Regio Insubrica*. Dans de nombreux domaines, il commence à s'instaurer une coopération entre le Tessin et les organismes locaux et provinciaux italiens.

Le décret législatif du 18 août 1980 concernant l'allocation d'un crédit-cadre pour la coopération transfrontalière alloue au financement des activités de coopération transfrontalière un crédit-cadre annuel de 3 000 000 francs suisses.

Le décret législatif du 10 mars 1998 concernant la nouvelle réglementation des rapports

entre le canton du Tessin et la commune de Campione d'Italia, qui tient compte de l'Accord-cadre sur la coopération transfrontalière passé en 1993 entre la République italienne et la Confédération suisse, régleme les rapports de voisinage, séculaires et privilégiés, qui se sont instaurés entre la commune de Campione d'Italia et le canton du Tessin.

CARTA EUROPEA DELLE LINGUE REGIONALI O MINORITARIE RAPPORTO PERIODICO PRESENTATO DALLA SVIZZERA

Primo rapporto della Svizzera sull'applicazione della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie (Carta)

Introduzione

La Carta delle lingue regionali o minoritarie impone ai suoi firmatari la redazione di un rapporto periodico che faccia il punto della situazione della sua applicazione. Il presente rapporto è il primo di questa natura redatto dalla Svizzera.

Il rapporto è costituito di tre parti distinte. Le prime due trattano l'applicazione globale della Carta a livello svizzero e sono state redatte dall'Ufficio federale della cultura (UFC). La terza parte riporta i contributi dei due Cantoni in cui la Carta trova principalmente applicazione, segnatamente il Cantone Grigioni e il Cantone Ticino. Questi testi sono stati messi a punto dai due Cantoni suddetti.

I. Disposizioni giuridiche

1. Vogliate indicare le principali disposizioni giuridiche mediante le quali la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie è applicata nel vostro Paese. Se lo desiderate, menzionate le considerazioni generali che hanno guidato il vostro Paese nel processo di ratifica.

Le principali disposizioni giuridiche mediante le quali la Carta è applicata in Svizzera rientrano nel diritto costituzionale, negli strumenti internazionali già ratificati dal nostro Paese e nelle leggi federali.

Aspetti costituzionali

Articolo 116 Cost.

Il plurilinguismo dello Stato federale figura già nella Costituzione del 1848 (art. 109, divenuto art. 116 nella Cost. del 1874). Storicamente parlando, è nel periodo tra le due guerre che esso diventa a pieni titoli un elemento della coscienza nazionale e politica del nostro Paese.¹²

A partire da quest'epoca, la tutela e la promozione delle comunità linguistiche e culturali romancia e italoфона sono diventate degli elementi sempre più importanti della nostra

¹² Dal punto di vista storico è interessante rilevare che, per far fronte al concetto fascista e nazista di Nazione (annessione dell'Austria il 15 marzo 1938), la Svizzera riconosce, il 20 febbraio 1938, il romancio quale quarta lingua nazionale accanto al tedesco, al francese e all'italiano, queste ultime tre già lingue ufficiali della Confederazione. Il riconoscimento del plurilinguismo svizzero e la salvaguardia delle minoranze linguistiche diventano così non soltanto una componente dell'identità nazionale, ma anche un elemento costitutivo della teoria dello Stato e della politica culturale del nostro Paese.

politica linguistica, come lo testimonia il sostegno che la Confederazione accorda ai Cantoni Grigioni e Ticino, sostegno che, del resto, non ha cessato di crescere in questi ultimi anni. Nel contempo la Confederazione ha preso, negli ambiti di sua competenza, numerose misure allo scopo di meglio considerare le lingue minoritarie (italiano e romancio) nei suoi rapporti con la collettività¹³.

Il 10 marzo 1996, accettando il nuovo articolo costituzionale sulle lingue (art. 116 Cost.), popolo e Cantoni hanno manifestato la loro volontà di salvaguardare il quadrilinguismo in Svizzera e di promuovere la comprensione e gli scambi tra le comunità linguistiche. Il testo del nuovo articolo 116 è il seguente¹⁴:

¹Le lingue nazionali della Svizzera sono il tedesco, il francese, l'italiano e il romancio.

²Confederazione e Cantoni promuovono la comprensione e gli scambi tra le comunità linguistiche.

³La Confederazione sostiene i provvedimenti adottati dai Cantoni Grigioni e Ticino per salvaguardare e promuovere il romancio e l'italiano.

⁴Le lingue ufficiali della Confederazione sono il tedesco, il francese e l'italiano. Il romancio è pure lingua ufficiale nei rapporti con i cittadini romanci. I particolari sono regolati dalla legge.

Il capoverso 1 del nuovo articolo 116 sancisce, come in passato, la composizione linguistica esistente in Svizzera. Dalla disposizione si deduce inoltre l'area geografica d'utilizzazione delle lingue nazionali (principio di territorialità). "In virtù di questo principio, i Cantoni hanno la competenza di adottare le misure necessarie per salvaguardare l'omogeneità e l'estensione dei territori linguistici della Svizzera. La Costituzione federale non precisa tuttavia la natura di tali provvedimenti, lasciando così ai Cantoni un margine d'apprezzamento abbastanza ampio. Ciononostante, (...) si può affermare che questo principio impone alle autorità cantonali l'obbligo di prendere misure efficaci qualora una lingua nazionale sia minacciata" (*trad.*)¹⁵. D'altronde, se le lingue ufficiali cantonali sono determinate dai Cantoni, l'articolo 116 capoverso 1 "impone in particolare ai Cantoni bilingui l'obbligo di rispettare le minoranze linguistiche. Essi non potrebbero dichiarare lingua ufficiale una lingua nazionale parlata da una minoranza della popolazione (...)" (*trad.*)¹⁶. I Cantoni, dunque, devono attenersi, nella gestione dei settori dell'insegnamento, della giustizia, delle attività e infrastrutture culturali, della vita economica e sociale come pure nelle relazioni con le autorità amministrative e i servizi pubblici al principio di territorialità.

A questo proposito è opportuno parlare di libertà di lingua. Si tratta di un diritto costituzionale non scritto, riconosciuto dal Tribunale federale nel 1965, che garantisce l'uso della lingua materna sia orale che scritto. In quest'ottica, esiste uno stretto rapporto

¹³ Cfr. le istruzioni del Consiglio federale del 19 febbraio 1997 concernenti la promozione del plurilinguismo nell'amministrazione generale della Confederazione nonché il parere del Consiglio federale concernente le minoranze linguistiche nel rapporto del 10 aprile 1992 delle Commissioni della gestione dell'Assemblea federale sulle ispezioni e le richieste nel 1991.

¹⁴ Cfr. M. WYSS, « Das Sprachenrecht der Schweiz nach der Revision von Art. 116 BV », *RDS*, 1997, vol. 138, pp. 141- 177.

¹⁵ MALINVERNI in *Commentaire de la Constitution fédérale*, art. 116, no 2. Il principio della territorialità è un principio costituzionale non scritto.

¹⁶ MALINVERNI, n. 6.

tra questa libertà e l'articolo 116 capoverso 1 Cost.: "Nella misura in cui la lingua materna (...) è pure una lingua nazionale, il suo uso è altresì protetto (...) Indirettamente, l'articolo 116 capoverso 1 rafforza dunque il diritto dell'individuo di servirsi della propria lingua nella sua regione linguistica." (*trad.*)¹⁷ In quanto diritto individuale, la libertà di lingua non è tuttavia limitata a un'area geografica determinata, ma appartiene a ogni cittadino ovunque si trovi. Secondo la dottrina recente, la libertà di lingua ha un contenuto diverso a seconda che si applichi alle relazioni tra individui o ai rapporti tra individui e Stato. Nel primo caso, si tratta del diritto di esprimersi nella lingua di propria scelta¹⁸. Nel secondo caso, si tratta di un diritto minimo che garantisce essenzialmente l'uso di una lingua nazionale minoritaria in una circoscrizione data, in altre parole, del diritto delle minoranze storiche nazionali di una certa importanza di non vedersi imporre una sola lingua ufficiale o una sola lingua d'insegnamento pubblico¹⁹.

Stando all'articolo 116 capoverso 2 la Confederazione può adempiere, d'intesa con i Cantoni, altri compiti importanti nel settore della promozione delle lingue nazionali, in particolare per quanto concerne la promozione della comprensione e degli scambi tra le comunità linguistiche. Il capoverso 3 dello stesso articolo prevede esplicitamente che la Confederazione può sostenere i provvedimenti adottati dai Cantoni Grigioni e Ticino in favore delle lingue romancia e italiana.

La Legge federale del 6 ottobre 1995 sugli aiuti finanziari per la salvaguardia e la promozione della lingua e della cultura romancia e italiana (RS 441.3) e la sua ordinanza d'esecuzione (RS 441.31), entrate in vigore il 1° agosto 1996, costituiscono le basi legali che permettono alla Confederazione di sostenere i provvedimenti decisi dai due Cantoni interessati. Inoltre, in virtù del nuovo articolo costituzionale sulle lingue (art. 116 cpv. 4), i cittadini romanci hanno il diritto di rivolgersi alle autorità federali in romancio. La Confederazione, da parte sua, s'impegna a utilizzare il romancio nei rapporti con i cittadini parlanti questa lingua²⁰. L'applicazione dei capoversi 2 e 4 dell'articolo 116 dovrebbe sfociare nella messa a punto di un progetto di legge federale sulle lingue ufficiali e sulla promozione della comprensione reciproca²¹.

Nuova Costituzione federale (nCost.)

Il 19 aprile 1999, il popolo e i Cantoni hanno accettato la riforma della Costituzione federale messa in votazione dal Consiglio federale e dalle Camere federali. Le disposizioni dell'articolo 116 Cost. sono riprese nella nuova Costituzione e completate da altre prescrizioni:

- L'articolo sulle lingue nazionali è ripreso tale quale nella parte introduttiva della nuova Costituzione (art. 4 nCost.). Questo articolo menziona il quadrilinguismo come una caratteristica essenziale della Svizzera. Esso comporta anche l'obbligo implicito, per

¹⁷ MALINVERNI, in *Commentaire de la Constitution fédérale*, La liberté de la langue, n. 3.

¹⁸ C. A. MORAND, « Liberté de la langue et principe de territorialité: variations sur un thème encore méconnu », *RDS*, 1993, vol. 108, p. 21segg.

¹⁹ MORAND, p. 28segg. Nei casi particolari, è al Tribunale federale che spetta la decisione in ultima istanza (cfr. Bar Amici ATF 116 la 345, e Zurigo assicurazioni Zbl 94 1993 133).

²⁰ Nel Cantone Grigioni il romancio è lingua ufficiale allo stesso titolo che il tedesco e l'italiano.

²¹ Questo progetto di legge potrebbe, per principio, puntare da un lato a facilitare la coesistenza delle persone appartenenti alle differenti comunità culturali e linguistiche, dall'altro, rafforzare la coesione dell'insieme del Paese.

la Confederazione e i Cantoni, di prendere delle misure a salvaguardia del quadrilinguismo svizzero.

- La libertà di lingua, che era finora un diritto non scritto, figura nella nuova Costituzione al capitolo dei diritti fondamentali (art. 18 nCost.). Tracciando, all'articolo 70 capoverso 2 nCost. il senso e l'obiettivo del principio di territorialità, che tantomeno figurava esplicitamente nella vecchia Costituzione, è tenuto conto dell'interazione tra la prerogativa individuale della libertà di lingua e il principio di territorialità.
- L'articolo 70 capoverso 2 nCost. affida alla Confederazione e ai Cantoni la promozione della comprensione e degli scambi tra le comunità linguistiche. Questo mandato è rafforzato da quello affidato alla Confederazione dall'articolo 2 nCost., in base al quale essa è tenuta a promuovere la coesione interna e la pluralità culturale del Paese.
- Stando alla nuova Costituzione, la Confederazione è incaricata di sostenere i Cantoni plurilingui nell'adempimento dei loro compiti speciali (art. 70, cpv. 4 nCost.).

La nuova Costituzione federale è entrata in vigore il 1° gennaio 2000.

Aspetti internazionali

Ricordiamo che, in materia di diritto internazionale, la Svizzera è uno Stato monistico e che, di conseguenza, i testi internazionali che essa ratifica hanno immediatamente valore di diritto interno. Ragione per cui li menzioniamo nel presente rapporto.

Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici

Vari strumenti ratificati dalla Svizzera contengono disposizioni che hanno conseguenze in materia linguistica. Tra questi l'articolo 27 del Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici (RS 0.103.2) che garantisce la tutela delle minoranze linguistiche, ma anche l'articolo 26 che, in relazione con l'articolo 2, vieta le discriminazioni fondate in particolare sulla lingua. Inoltre, nel quadro di determinate garanzie giudiziarie, l'articolo 14 capoverso 3 lettere a e f dello stesso Patto garantisce a ogni persona accusata di un'infrazione il diritto di essere informata dell'imputazione nei suoi confronti in una lingua che capisce o, se non fosse possibile, di beneficiare di un interprete.

Convenzione europea dei diritti dell'uomo

Garanzie analoghe sono anche previste nella Convenzione europea dei diritti dell'uomo (CEDU, cfr. art. 5 cpv. 2 e 6, par 3). Inoltre, l'articolo 14 CEDU (RS 0.101) vieta anch'esso le discriminazioni fondate sulla lingua, se è possibile stabilire un legame con i diritti sanciti dalla Convenzione.

Convenzione relativa ai diritti del bambino

L'articolo 30 della Convenzione relativa ai diritti del bambino prevede la protezione del bambino appartenente a una minoranza linguistica.

Patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali

Da parte loro, le disposizioni relative al diritto all'educazione e ai diritti culturali (art. 13 e 15) del Patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali, di cui la Svizzera fa parte, soddisfano anch'esse un obiettivo di protezione e di promozione delle lingue minoritarie.

Convenzione quadro per la protezione delle minoranze nazionali

Infine, la Svizzera ha recentemente ratificato la Convenzione quadro per la protezione delle minoranze nazionali. Questo trattato contiene anch'esso varie disposizioni in materia di libertà di lingua, tra cui il diritto di utilizzare liberamente e senza limitazione la propria lingua minoritaria, in privato ma anche in pubblico, nella comunicazione sia orale che scritta (art. 10); il diritto di tutte le persone appartenenti a una minoranza nazionale di utilizzare il proprio cognome e il proprio nome nella lingua minoritaria nonché il diritto di riconoscimento ufficiale (art. 11) e il diritto di apprendere la lingua minoritaria e di creare istituzioni a tale fine (art. 13 e 14).

Aspetti legislativi

Legge federale sugli aiuti finanziari per la salvaguardia e la promozione della lingua e della cultura romancia e italiana

La legge federale sugli aiuti finanziari per la salvaguardia e la promozione della lingua e della cultura romancia e italiana (cfr. più in alto) consente alla Confederazione di erogare sussidi finanziari ai Cantoni Grigioni e Ticino per sostenere, in primo luogo, misure generali di salvaguardia e di promozione delle lingue e delle culture in questione e, in secondo luogo, organizzazioni e istituzioni che si assumono compiti di salvaguardia e promozione di queste due lingue e culture e, in terzo luogo, le edizioni nella Svizzera retoromancia e italoфона. Nel 1999 questi aiuti ammontano a 4 631 300 franchi svizzeri per il Cantone Grigioni e a 2 246 132 franchi svizzeri per il Cantone Ticino.

Legge federale sulla radiotelevisione

In virtù della Legge federale del 21 giugno 1991 sulla radiotelevisione (RS 784.40), la Società svizzera di radiotelevisione (SSR) è titolare di una concessione per la diffusione di programmi nazionali e regionali linguistici. Le prestazioni della SSR rivestono così un'importanza considerevole per la promozione delle lingue. La SSR tiene particolarmente conto del quadrilinguismo svizzero. In effetti, l'offerta di programmi diffusi dalla radio e dalla televisione prende in considerazione tutte le regioni linguistiche e tutte le lingue nazionali. La SSR diffonde programmi televisivi specifici in ciascuna lingua ufficiale destinati alle varie regioni. Il Consiglio federale stabilisce i principi della

presa in considerazione delle esigenze della comunità retoromancia nei suoi programmi. La SSR diffonde programmi radiofonici in ciascuna lingua nazionale e per tutte le regioni in questione. Un programma radio in lingua tedesca, francese e italiana è trasmesso sull'intero territorio svizzero. Questa offerta della SSR è definita nelle Direttive del 31 agosto 1994 sulla pianificazione delle reti e delle emittenti a OUC che prevede, da una parte, che i primi canali linguistici regionali siano sviluppati fino a che ogni agglomerato con più di 200 abitanti sia servito e, d'altra parte, che nel Cantone Grigioni la stazione che diffonde il programma radiofonico in retoromancio sia sviluppata fino a che ogni agglomerato con più di 200 abitanti sia servito. Come si può vedere, questa offerta comporta effettivamente programmi radiofonici destinati alla zona di diffusione del romancio. Grazie alla trasmissione via cavo e via satellite, questi programmi possono essere anche ricevuti nelle varie città e nei diversi agglomerati che si trovano al di fuori della tradizionale zona di diffusione del romancio. Inoltre, la SSR prende in considerazione gli interessi della comunità retoromancia nei programmi televisivi della Svizzera tedesca, romanda e italiana.

Legge federale sulle pubblicazioni ufficiali

La Legge federale del 21 marzo 1986 sulle pubblicazioni ufficiali (RS 170.512) prevede che la pubblicazione della Raccolta ufficiale avviene nelle tre lingue ufficiali (art. 8), segnatamente in tedesco, francese e italiano. Nel caso del romancio, la legge prescrive (art. 14 cpv. 3) che "gli atti legislativi di una certa importanza possono inoltre essere pubblicati in lingua romancia in un supplemento del Foglio federale." Il Consiglio federale stabilisce quali testi devono essere pubblicati dopo essersi consultato con il Cantone Grigioni (cfr. art. 11 cpv. 1 dell'Ordinanza del 15 aprile 1987 sulle pubblicazioni ufficiali). Infine, l'Ordinanza del 1° luglio 1995 sulla traduzione in seno all'Amministrazione generale della Confederazione prevede la traduzione di testi in tutte le lingue ufficiali della Confederazione, compreso il romancio. Questa misura verrà consolidata ulteriormente dall'adozione del progetto di legge federale sulle lingue ufficiali e sulla promozione della comprensione reciproca (cfr. più in alto).

Ragioni che hanno condotto alla ratifica

Le considerazioni che hanno guidato la Svizzera nel processo di ratifica della Carta sono di ordine sia nazionale che internazionale. Dal punto di vista nazionale, il mantenimento del quadrilinguismo in Svizzera è uno dei principali obiettivi della politica linguistica della Confederazione. Dal punto di vista internazionale, la ratifica della Carta permette di manifestare concretamente l'impegno della Svizzera in favore dei problemi inerenti al pluralismo culturale e alla tutela delle minoranze in Europa. In tal senso la Carta costituisce un elemento fondamentale nella costruzione di un'Europa fondata sul rispetto della diversità culturale.

2. Vogliate indicare tutte le lingue regionali o minoritarie ai sensi della definizione fornita al paragrafo a dell'articolo 1 della Carta, impiegate sul territorio del vostro Stato. Vogliate inoltre precisare in quali parti del territorio risiedono i parlanti di queste lingue.

Concetto di lingua regionale o minoritaria

Precisiamo che la Svizzera presenta una situazione atipica rispetto a quella tracciata dalla Carta, ossia non ha lingue regionali o minoritarie minacciate nella loro esistenza, diverse dalla lingua nazionale ufficiale e maggioritaria. In effetti dalla descrizione che precede l'articolo 116 Cost. scaturisce che in Svizzera non esiste una lingua regionale o minoritaria in termini giuridici. Nessuna lingua parlata in Svizzera risponde alle caratteristiche della definizione formulata dalla Carta di lingua regionale o minoritaria; manca infatti la condizione dell'articolo 1 lettera a, ii, in quanto l'articolo 116 Cost. definisce lingue ufficiali tutte le lingue nazionali del Paese.

Ma la Carta prevede, all'articolo 3 paragrafo 1, un'altra categoria, quella di "lingua ufficiale meno diffusa". Tenuto conto del nostro assetto costituzionale e legislativo, della prassi della Confederazione in materia di lingue e dei pareri formulati da numerosi Cantoni nel quadro delle due procedure di consultazione precedenti la ratifica della Carta, si può rilevare nettamente che le due lingue che soddisfano la designazione di "lingua ufficiale meno diffusa" sono il romancio e l'italiano. Il romancio è la sola tra le nostre quattro lingue nazionali a non potere fare affidamento sulle riserve linguistiche e culturali di un Paese limitrofo. La comunità retoromancia può dunque contare solo su se stessa nell'evoluzione e nel rinnovamento della sua lingua.

Da parte sua, la comunità italofona si trova in una situazione marginale e delicata che può facilmente dare luogo a squilibri. Lo si vede in particolare nell'ambito della formazione professionale: i parlanti italiani devono possedere una buona padronanza di una seconda se non addirittura di una terza lingua per accedere al perfezionamento professionale, ma anche per muoversi nel mondo dell'economia. Queste circostanze hanno ripercussioni sulla posizione della prima lingua insegnata a scuola, generalmente trascurata rispetto alla seconda e terza lingua (cfr. FF 1995 II 1192 segg.).

È evidente che nel nostro Paese il tedesco e il francese si trovano a questo proposito in una situazione radicalmente diversa e non possono pretendere il predicato di "lingua ufficiale meno diffusa". Inoltre, la scelta del romancio e dell'italiano è coerente con l'articolo 116 Cost., tra le cui finalità essenziali vi è la salvaguardia del quadrilinguismo in Svizzera. Queste due lingue possono effettivamente beneficiare delle misure di promozione stabilite dalla Carta.

La Carta prevede inoltre che gli Stati contraenti s'impegnino ad applicare le disposizioni della Parte II della Carta all'insieme delle lingue regionali o minoritarie usate sul loro territorio e rispondenti alle definizioni dell'articolo 1. In quest'ottica e considerato lo spirito del testo che punta alla salvaguardia del patrimonio linguistico europeo (cfr. più in alto, in particolare il paragrafo 22), occorre adottare una politica di larghe vedute e al tempo stesso ambiziosa nell'applicazione della Parte II della Carta, prendendo in considerazione la diversità linguistica che è una realtà in molti Cantoni.

Si può considerare che le quattro lingue nazionali si trovano, in un Cantone o nell'altro, nella situazione di una lingua storicamente e tradizionalmente minoritaria che merita, come tale, l'applicazione dei principi e il rispetto degli obiettivi previsti all'articolo 7. Conviene quindi applicare la Parte II della Carta alle quattro lingue nazionali del nostro Paese. Ricordiamo che questa interpretazione è perfettamente consona all'articolo 116 capoverso 1 della Costituzione che impone ai Cantoni il rispetto per le minoranze linguistiche che vivono tradizionalmente sul loro territorio e la presa di misure efficaci dal momento in cui una lingua nazionale risulta minacciata.

Principio di territorialità

I parlanti delle due lingue interessate dalla Carta vivono nei Cantoni Grigioni e Ticino (cfr. carta linguistica della Svizzera in appendice). Il nostro Paese conosce in effetti una collocazione territoriale delle lingue che corrisponde alle zone di diffusione tradizionali di queste lingue. Tale situazione è strettamente legata alla storia della costituzione della Svizzera a partire dal Medioevo come lega di repubbliche urbane e rurali. In altri termini, la Svizzera si è costruita dal basso verso l'alto mediante il congiungimento di comunità politiche e culturali diverse in un corpus unico, definito come "Confederazione"²² e non come "Nazione". Quest'ultima caratteristica è determinante, in quanto permette di capire al tempo stesso la natura dello Stato e il fatto che dei gruppi non accomunati dalla stessa lingua, cultura e religione abbiano potuto vivere e coesistere (più o meno pacificamente a seconda delle varie epoche).

Questa composizione di natura territoriale non impedisce evidentemente l'uso di una lingua al di fuori della sua zona di diffusione tradizionale. In questo contesto, la lingua non beneficia, in linea di massima, di alcun supporto giuridico o politico. A titolo di esempio, gli italofoeni sono molto numerosi al di fuori della loro regione linguistica. Essi rappresentano oltre la metà delle persone di espressione italiana in Svizzera. Questa situazione si spiega con la forte immigrazione di cittadini italiani in Svizzera agli esordi degli anni Sessanta. È interessante constatare peraltro che il mantenimento e l'uso dell'italiano sono più frequenti nella regione di lingua tedesca che non nelle regioni di lingua francese e romancia. Del resto, la presenza di parlanti romanci al di fuori della loro regione linguistica resta pressoché impercettibile. Ciononostante è anche vero che i parlanti romanci residenti al di fuori delle valli grigionesi rappresentano quasi la metà di tutti i parlanti romanci. Questo fatto mette in evidenza quanto sia debole la posizione del romancio in Svizzera.

3. Vogliate indicare il numero dei parlanti di ciascuna lingua regionale o minoritaria e precisare i criteri che il vostro Paese ha adottato per definire il "parlante di una lingua regionale o minoritaria" a tale scopo.

Per quanto riguarda il numero dei parlanti di ciascuna lingua in Svizzera, l'ultimo censimento federale della popolazione, effettuato nel 1990, fornisce le seguenti cifre:

²² Pur parlando ancora oggi di "Confederazione svizzera", la Svizzera è comunque, in termini giuridici, uno Stato federale.

- popolazione globale, 6 873 687 persone;
- tedesco, 4 374 694 persone (63,6 %) di cui 134 146 al di fuori della zona di diffusione tradizionale;
- francese, 1 321 695 persone (19,2 %) di cui 85 146 al di fuori della zona di diffusione tradizionale;
- italiano, 524 116 persone (7,6 %) di cui 279 273 al di fuori della zona di diffusione tradizionale;
- romancio, 39 632 persone (0,6 %) di cui 14 458 al di fuori della zona di diffusione tradizionale;
- (spagnolo 1,7 %; serbocroato 1,6 %; portoghese 1,4 %; turco 0,9 %; inglese 0,9 %; altre 2 %).

Per quanto riguarda i criteri adottati per definire il "parlante di una lingua regionale o minoritaria", tenuto conto della definizione fornita dalla Carta, dell'assetto costituzionale e della composizione essenzialmente territoriale delle lingue in Svizzera, il criterio determinante è la residenza o il domicilio in una zona di diffusione tradizionale della lingua considerata, mentre la nazionalità è meno rilevante. Considerato da una parte l'obiettivo culturale della Carta e, dall'altra, il fatto che il testo aspiri a proteggere e promuovere non tanto le minoranze linguistiche, quanto le lingue regionali o minoritarie, in quanto aspetto minacciato del patrimonio culturale europeo, la Svizzera non ha ritenuto necessario fornire interpretazioni "nazionali" alla nozione di "parlante" né tantomeno una restrizione alla cittadinanza, come ha fatto in occasione della ratifica della Convenzione quadro per la protezione delle minoranze nazionali. Del resto, la definizione adottata dalla Carta ("lingue usate tradizionalmente sul territorio di uno Stato"), ma anche il riferimento nel Preambolo della Carta alle "tradizioni storiche proprie di ogni regione dei Paesi d'Europa" rispecchiano perfettamente la pratica svizzera in materia di politica linguistica.

4. Vogliate indicare quali lingue non territoriali, ai sensi della definizione fornita al paragrafo c dell'articolo 1 della Carta, sono usate sul territorio del vostro Stato e fornire i dati statistici relativi a questi parlanti.

Le lingue non territoriali in Svizzera sono le lingue dei nomadi e lo yiddish. A tutt'oggi questi parlanti non hanno avanzato rivendicazioni a livello nazionale. Le due lingue non sono state prese in considerazione nella politica linguistica del nostro Paese. Per quanto riguarda i nomadi svizzeri (jenisch), essi usano la loro lingua esclusivamente all'interno del loro gruppo. Stando a stime per eccesso, la popolazione jenisch svizzera conterebbe circa 30 000 persone. Tuttavia non esistono dati statistici in merito.

Questa comunità è considerata come una minoranza "culturale" e non come una minoranza linguistica; il sostegno di cui beneficia le è dunque accordato a titolo di promozione culturale. Si tratta di aiuti finanziari destinati alle organizzazioni che la rappresentano, segnatamente la *Radgenossenschaft der Landstrasse* e la fondazione *Un futuro per i nomadi svizzeri*.

5. Vogliate indicare se esistono, nel vostro Paese, degli organismi o delle organizzazioni fondati su basi legali, attivi nella salvaguardia e nello sviluppo delle lingue regionali o minoritarie. In caso affermativo, vogliate specificare il loro nome e indirizzo.

In Svizzera, le organizzazioni attive nell'ambito della salvaguardia e dello sviluppo delle lingue regionali o minoritarie sono le seguenti:

- *Lia Rumantscha*

Obere Plessurstrasse 47, CH - 7000 Coira
tel. 41 81 258 32 22 fax: 41 81 258 32 23

- *Pro Grigioni Italiano*

Martinsplatz 8, CH - 7000 Coira
tel. 41 81 252 86 16 fax: 41 81 253 16 22

- *Agentura da Novitads Rumantscha*

Comercialstrasse 22, CH - 7000 Coira
tel. 41 81 250 48 00 fax: 41 81 250 48 03.

La *Lia Rumantscha* sostiene la lingua e la cultura romancia in quattro modi diversi: riunendo e supportando le organizzazioni romance, realizzando e incoraggiando progetti in questo ambito, occupandosi delle questioni di politica linguistica e rappresentando la comunità retoromancia al di fuori della zona di diffusione tradizionale della lingua. Il suo programma comporta delle attività legate alla lingua, alla traduzione, alla pubblicazione, all'informazione e alla documentazione, alla preparazione di mezzi didattici e alle pubbliche relazioni.

La *Pro Grigioni Italiano* ha come obiettivi la promozione delle manifestazioni della vita grigioneitaliana e il miglioramento delle condizioni culturali e dei presupposti esistenziali della popolazione italofona dei Grigioni. Essa organizza tra l'altro conferenze, mostre, concerti e corsi. Cura la pubblicazioni di numerosi periodici, sostiene poi le attività di salvaguardia e di conoscenza della lingua italiana nei Grigioni, le ricerche storiche, linguistiche, economiche e sociali.

L'*Agentura da Novitads Rumantscha* è un'agenzia di stampa indipendente. Il suo fine consiste nell'aiutare i media romanci dal punto di vista redazionale allo scopo di rafforzare l'informazione in lingua romancia.

6. Vogliate indicare se un organismo o un'organizzazione qualsiasi sono stati consultati in relazione alla messa a punto del presente rapporto periodico. In caso affermativo, vogliate precisare di quali si tratta.

La collaborazione è il principio fondamentale della politica linguistica della Confederazione. Si tratta di una cooperazione con i Cantoni Grigioni e Ticino, ma anche con le organizzazioni già menzionate, nell'ambito di progetti di legge ma anche di qualsiasi altra questione linguistica specifica che li concerne. Stando all'ordinanza sugli

aiuti finanziari a favore della salvaguardia e la promozione della lingua e della cultura romancia ed italiana, la Confederazione deve organizzare, almeno una volta all'anno, una seduta di coordinazione con i rappresentanti dei Cantoni Grigioni e Ticino. Questo incontro annuale permette alle parti di esprimersi su questioni generali relative alla promozione linguistica e su misure concrete di incoraggiamento.

Poiché la realizzazione delle disposizioni della Carta compete in gran parte ai Cantoni Grigioni e Ticino, è comprensibile che ambedue i Cantoni abbiano collaborato alla redazione del presente rapporto sotto la propria responsabilità.

7. Vogliate indicare le misure prese (in conformità all'articolo 6 della Carta) affinché i diritti e i doveri derivanti dall'applicazione della Carta siano meglio conosciuti.

Prima di ratificare la Carta, la Confederazione ha concluso due consultazioni dei Cantoni nell'ottobre 1993 e nel maggio 1996. Queste due procedure di consultazione hanno avviato un ampio dibattito sul contenuto e sugli obiettivi della Carta e sul suo adeguamento alla pratica nazionale svizzera.

Quando l'Assemblea federale (Parlamento) nel 1997 ha approvato la Carta, la stampa ed i media in genere hanno ampiamente informato sui dibattiti parlamentari.

In maniera più generale, è necessario sottolineare che i principi della Carta sono identici ai diritti accordati alle comunità romancia ed italoфона dal diritto sia federale sia cantonale.

Inoltre, la collaborazione adottata nella politica linguistica implica inevitabilmente una discussione di ampio respiro che coinvolge sia le organizzazioni e che i Cantoni interessati.

Il compito di informare e di diffondere i principi della Carta è svolto anch'esso dai Cantoni.

Le questioni linguistiche sono poi al centro di molti dibattiti, riunioni e pubblicazioni nel quadro dei quali la Carta viene spesso citata. Anoveriamo a titolo d'esempio le manifestazioni seguenti:

- gli incontri regolari e periodici con le autorità dei Cantoni Grigioni e Ticino,
- gli incontri regolari e periodici con le organizzazioni di cui sopra,
- la partecipazione delle autorità cantonali e delle organizzazioni citate a manifestazioni organizzate dalle autorità federali quali gli incontri annuali di Ascona e *Punts, ponti, ponts, Brücken* (incontro organizzato nel 1996 in previsione della futura legge sulla promozione della comprensione reciproca),
- il contributo al dibattito pubblico di alcuni articoli apparsi in varie pubblicazioni (*Revue suisse de science politique, Babylonia, NZZ*, ecc.) al dibattito pubblico.

Tutte queste misure permettono di garantire una larga diffusione dei contenuti della Carta all'interno del Paese e, di conseguenza, anche dei diritti e dei doveri che ne derivano.

II. Misure in applicazione all'articolo 7 della Carta

1. Vogliate indicare le misure prese dal vostro Paese al fine di applicare l'articolo 7 della Carta alle lingue regionali o minoritarie enumerate ai paragrafi 2 e 4 nella prima parte, sottolineando i differenti livelli di responsabilità.

Trattandosi delle misure prese al fine di applicare l'articolo 7 della Carta, dobbiamo fare riferimento a quanto esposto nella prima parte del presente Rapporto a proposito delle disposizioni costituzionali e della composizione territoriale delle lingue in Svizzera.

Tutte le lingue parlate tradizionalmente nel Paese hanno lo statuto di lingua « nazionale » ed « ufficiale », con tutte le ripercussioni che ciò implica per l'uso della lingua nella vita pubblica e privata, nell'educazione e nella ricerca. I Cantoni sono tenuti poi, in virtù della Costituzione, a rispettare la zona di diffusione tradizionale delle lingue utilizzate sul proprio territorio. Allo stesso modo, tutte le lingue parlate tradizionalmente sul territorio di un Cantone hanno lo statuto di « lingua ufficiale » del Cantone. La libertà linguistica rafforza il sistema con una protezione individuale. D'altra parte, l'organizzazione costituzionale della Svizzera in Cantoni sovrani impedisce che le divisioni amministrative esistenti vengano modificate arbitrariamente.

La Confederazione, da parte sua, assume la responsabilità dell'applicazione delle lingue ufficiali e del rispetto del quadrilinguismo in tutti i settori di sua competenza quali l'amministrazione, le istituzioni politiche, la giustizia, l'insegnamento superiore, la ricerca e la formazione professionale.

Poiché ci troviamo di fronte a relazioni tra i gruppi linguistici, rammentiamo che lo scopo principale della politica culturale della Confederazione è quello di favorire lo scambio, il dialogo e la mutua comprensione tra le diverse comunità culturali e linguistiche del Paese. Questo fine rappresenta appunto una delle priorità della Fondazione svizzera per la cultura Pro Helvetia la quale ritiene che l'importanza della salvaguardia della diversità culturale e della coesione interna abbia assunto un'importanza ancora maggiore in questi ultimi anni. Pro Helvetia è un'istituzione autonoma ma interamente finanziata dalla Confederazione. Nel periodo 1996-1999 il suo budget annuale è stato di circa 30 milioni di franchi. Con queste risorse Pro Helvetia può finanziare la traduzione di opere letterarie da una lingua nazionale in un'altra, la diffusione di produzioni artistiche (teatro, concerti, esposizioni, ecc.) tra le differenti regioni culturali e linguistiche e l'educazione degli adulti. Anche la radio e la televisione assumono un compito di promozione del dialogo e della comprensione reciproca. È poi in cantiere un progetto di legge federale sulla comprensione reciproca (cfr. infra).

Oltre a ciò, l'insegnamento di lingue nazionali diverse dalla lingua materna è iscritto nel programma scolastico dei Cantoni. A tale riguardo, segnaliamo la Raccomandazione del

30 ottobre 1975 della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione sull'insegnamento di una seconda lingua nazionale alla scuola elementare.

Per quel che riguarda la promozione attiva del francese e del tedesco, in genere, si è concordi nel ritenere che le due lingue beneficiano di un bacino di parlanti sufficiente (nel primo caso la Francia, nell'altro la Germania e l'Austria) per non dipendere dal supporto dello Stato ai sensi della Carta. Quanto alle misure prese per il romancio e l'italiano, esse sono già state descritte nella prima parte del Rapporto.

Già nella prima parte è stato precisato che le lingue senza territorio beneficiano di un sostegno a titolo di promozione culturale.

2. Vogliate indicare le eventuali ulteriori misure prese in considerazione nel vostro Paese.

La futura legge federale sulle lingue

In seguito a numerosi interventi parlamentari e fondandosi sulla vecchia e sulla nuova Costituzione, il Consiglio federale ha incaricato l'amministrazione di elaborare una legislazione (la futura legge sulle lingue) che preveda misure concrete per l'applicazione delle disposizioni costituzionali. Tale normativa disciplinerà l'impiego delle lingue ufficiali da parte delle autorità e dell'amministrazione federale (art. 70, cpv. 1, nCost.), la promozione della comprensione e degli scambi tra le comunità linguistiche (art. 70, cpv. 3, nCost.) e l'appoggio federale ai Cantoni plurilingui (art. 70, cpv. 4, nCost.). Il fine di tali misure è quello di rafforzare il quadrilinguismo in Svizzera, in quanto da un lato i servizi federali prevedono di utilizzare le lingue regionali e minoritarie e dall'altro s'intendono prendere misure per incoraggiare lo sviluppo delle competenze linguistiche individuali. Per realizzare queste misure, la Confederazione e i Cantoni dovranno impegnarsi insieme, in particolare per creare le condizioni necessarie all'applicazione di programmi innovativi di formazione, capaci di tenere conto della varietà linguistica del Paese. Elaborando una legge sulle lingue, la Confederazione potrà inoltre approfondire l'impegno che ha assunto in quanto parte contrattuale della Carta in materia di promozione linguistica.

III. Contributi dei Cantoni Grigioni e Ticino

3.1 Rapporto del Cantone Grigioni sull'applicazione della Carta

Sul territorio del Cantone Grigioni, il romancio e l'italiano sono considerate come lingue regionali o minoritarie nel senso inteso dalla Carta europea delle lingue regionali o minoritarie. Le due lingue sono trattate qui di seguito in modo separato, nell'ordine dei capoversi e delle lettere loro applicabili ed in base al modo in cui il Cantone Grigioni applica le disposizioni della Carta.

Per il romancio

Articolo 8 – Insegnamento

a. Disposizioni applicabili

- cpv.1 lett. a iv
- lett. b i
- lett. c iii
- lett. d iii
- lett. f iii
- lett. h

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a iv: L'articolo 46 della Costituzione del Cantone Grigioni sancisce che il tedesco, l'italiano ed il romancio sono le lingue nazionali del Cantone. L'articolo 1 capoverso 1 della legge sugli asili affida a questa istituzione il compito di mantenere l'espressione linguistica. Va da sé che il romancio è la lingua dominante negli asili delle comunità romance. Nei Comuni situati alla frontiera linguistica, alcuni asili nido utilizzano il romancio, altri il tedesco, altri invece sono bilingui. A Coira, capoluogo del Cantone, l'organizzazione linguistica incaricata di difendere il romancio, la Lia Rumantscha, gestisce un asilo romancio. Gli asili romanci svolgono una funzione importante e riconosciuta nell'integrazione linguistica dei bambini di lingua straniera e dunque a salvaguardia della lingua stessa. Il Cantone fornisce un contributo all'assunzione di personale ausiliario necessario all'integrazione dei bambini di lingua straniera (art. 29 lett. a della legge sugli asili). Il Cantone assume la direzione degli asili romanci con la formazione professionale di maestre d'asilo di lingua romancia in un'apposita sezione della Scuola magistrale di Coira. A partire dall'anno scolastico 2003/2004, la formazione di questi membri del corpo insegnante sarà assicurata dalla futura scuola universitaria specializzata di pedagogia (legge del 27 settembre 1998 sulla scuola universitaria specializzata di pedagogia).
- lett. b i: La legge sulla scuola obbligatoria, la relativa ordinanza d'esecuzione e i programmi di insegnamento devono distinguere tra le scuole elementari di lingua tedesca, italiana e romancia. I Comuni scelgono essi stessi la lingua più opportuna alla loro scuola. Il regolamento scolastico permette inoltre di gestire scuole romance in territorio romancio. Il romancio può essere scelto quale prima lingua straniera nei comuni in cui le scuole elementari sono in tedesco (art. 4^{quinquies} della legge sulla scuola dell'obbligo in vigore dal 1° agosto 1999). Vari Comuni alla frontiera linguistica ricorrono a questa possibilità.

Il Cantone fornisce alle scuole elementari romance il materiale didattico necessario (art. 19 della legge sulla scuola dell'obbligo). La competenza in materia spetta alla commissione per i mezzi didattici e alle edizioni scolastiche.

Il Cantone si occupa della formazione di maestri delle scuole elementari di lingua romancia. La formazione è impartita attualmente presso la Scuola magistrale di Coira. In seguito alla revisione della legge sulle scuole medie superiori e all'adozione della legge sulla scuola universitaria specializzata di pedagogia del 27 settembre 1998, tale formazione è stata completamente ridefinita. In futuro sarà impartita presso la futura scuola universitaria specializzata di pedagogia. Al fine di garantire la formazione degli insegnanti di scuola elementare in lingua romancia, l'insegnamento del romancio sarà notevolmente approfondito al liceo, dove questa lingua potrà essere scelta come prima lingua straniera. Sarà inoltre possibile conseguire una maturità bilingue (romancio e tedesco). Conoscenze insufficienti della lingua romancia devono poter essere compensate dai futuri insegnanti alla scuola universitaria specializzata di pedagogia, la cui istituzione è prevista nell'anno scolastico 2003/2004.

Il Cantone garantisce la formazione continua e l'aggiornamento degli insegnanti, in particolare in ambito linguistico (art. 56 della legge sulla scuola dell'obbligo).

lett. c iii: Al momento della revisione della legge sulle scuole medie superiori del 27 settembre 1998, lo statuto del romancio è stato chiaramente rivalutato a questo livello d'insegnamento. A partire dall'anno scolastico 1999/2000, sarà possibile conseguire una maturità bilingue (romancio e tedesco) nel Cantone Grigioni. Oltre all'insegnamento del romancio in sé, altre due materie fondamentali dovranno essere insegnate in questa lingua. Dopo l'entrata in vigore della legge revisionata sulle scuole medie superiori, il romancio potrà essere scelto al liceo quale lingua principale, con il numero di ore di corso corrispondenti, quale seconda lingua, quale opzione specifica o libera.

lett. d iii: I programmi d'insegnamento delle scuole professionali competono alla Confederazione nella maggior parte dei casi e non prevedono misure specifiche per il romancio. Inoltre la maggior parte delle scuole professionali di arti e mestieri dei Grigioni formano apprendisti con differenti lingue materne. Per motivi di organizzazione, è difficile proporre il romancio nelle scuole professionali.

Per quanto riguarda l'insegnamento del romancio nelle scuole professionali, la situazione è relativamente eterogenea. La scuola di arti e mestieri di Coira non è riuscita a integrare l'insegnamento del romancio nel programma scolastico 1999/2000. Si sta valutando la possibilità di offrire in futuro agli apprendisti una parte dei corsi di cultura generale nella loro lingua materna. Il progetto causerebbe spese non indifferenti e potrebbe essere di difficile

realizzazione sotto il profilo politico. La scuola di arti e mestieri di Samedan offre in generale i suoi corsi in tedesco, ma il romancio trova il proprio spazio nel blocco di corsi proposti agli apprendisti romanci. Ad Ilanz, il ricorso al romancio è attuato in maniera pragmatica: è integrato nell'insegnamento della cultura generale in base alla composizione delle classi. Nelle scuole di commercio di Ilanz e di Samedan, gli studenti romanci frequentano un'ora settimanale obbligatoria di romancio.

- lett. e ii: Attualmente, l'Università di Friburgo dispone di una cattedra ordinaria di lingua e cultura romancia. Il Politecnico federale di Zurigo dispone anch'esso di una cattedra di letteratura romancia, attualmente vacante. In collaborazione con il Cantone Grigioni, si sta tentando di occupare nuovamente la cattedra per mantenerla attiva.
- lett. f iii: Nel Cantone Grigioni, l'educazione degli adulti è organizzata dal settore privato. Il programma dei corsi delle varie organizzazioni prevede generalmente corsi in romancio. Il Cantone partecipa ai costi in conformità all'articolo 6 della legge sulla formazione continua.
- lett. g: La storia della cultura e della letteratura è parte integrante dell'insegnamento del romancio in base al programma delle scuole medie e delle scuole medie superiori di lingua romancia. La revisione della legge sulle scuole medie superiori e l'ampliamento dell'insegnamento del romancio permettono di trattare in maniera più approfondita alcuni aspetti della storia e della cultura, della politica linguistica, ecc. al liceo.
- lett. h: Per quanto riguarda la formazione degli insegnanti, si rimanda alle osservazioni a proposito dei differenti livelli scolastici.
- lett. i: La sorveglianza dell'esecuzione e della qualità dei corsi di romancio fa parte delle attività ordinarie di sorveglianza delle scuole, assunta dai consigli e dagli ispettori competenti (art. 59 e segg. della legge sulla scuola dell'obbligo).
Con la revisione della legge sulle scuole medie superiori è stato introdotto un nuovo sistema di garanzia della qualità. Alla scuola cantonale è previsto un controllo esterno, oltre a quello interno, sul quale verrà redatto un rapporto da sottoporre al dipartimento dell'istruzione pubblica, della cultura e della protezione dell'ambiente.

Articolo 9 – Giustizia

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a ii
lett. a iii
lett. b ii
lett. b iii

lett. c ii
cpv. 2 lett. a
cpv. 3

b. Misure applicate

cpv. 1 lett. a ii: Nei tribunali di circolo (= prima istanza penale), la lingua forense non è determinata dalla legislazione cantonale. In linea di massima, la scelta è di competenza dei circoli. Un circolo sul cui territorio si parli il romancio, può scegliere questa lingua per l'iter legislativo. Tale pratica è avvalorata dalla giurisprudenza del Tribunale federale sul principio di territorialità. Nella pratica, la questione linguistica non è regolata esplicitamente, ma, per abitudine, una parte della popolazione romancia si esprime nella propria lingua materna davanti ad un tribunale situato in territorio romancio.

Il romancio è una lingua nazionale del Cantone in virtù dell'articolo 46 della Costituzione cantonale e può dunque essere utilizzato nelle procedure penali. L'articolo 28 dell'ordinanza sull'organizzazione e la gestione del Tribunale cantonale precisa tale principio nei termini seguenti: le lingue utilizzate nella pratica giuridica sono le lingue nazionali del Cantone ai sensi della Costituzione.

Per le procedure d'accertamento, il codice di procedura penale stabilisce all'articolo 87 capoverso 4 che le dichiarazioni dell'imputato e dei testimoni devono essere riportate nel processo verbale in una lingua nazionale del Cantone ai sensi dell'articolo 46 della Costituzione.

lett. a iii: Quando è considerato lingua forense, il romancio può essere utilizzato per i ricorsi e le prove.

lett. b ii: Nei tribunali distrettuali (= prima istanza civile), la lingua forense non è determinata dalla legislazione cantonale. In sostanza, ad ogni tribunale compete la decisione sulle lingue utilizzate. Quando un distretto si trova su territorio romancio, il romancio può essere scelto quale lingua forense, anche per la procedura. Questa pratica è avvalorata dalla giurisprudenza del Tribunale federale sul principio di territorialità. In pratica, la questione linguistica non è regolata esplicitamente, ma, per abitudine, una parte della popolazione romancia si esprime nella propria lingua materna davanti ad un tribunale situato in territorio romancio.

Il romancio è una lingua nazionale del Cantone in virtù dell'articolo 46 della Costituzione cantonale e può dunque essere utilizzato nelle procedure penali. L'articolo 28 dell'ordinanza sull'organizzazione e la gestione del Tribunale cantonale precisa tale principio nei termini seguenti: le lingue utilizzate nella pratica giuridica sono le lingue nazionali del Cantone ai sensi della Costituzione.

lett. b iii: Quando è considerato lingua forense, il romancio può essere

- utilizzato per i ricorsi e le prove.
- lett. c ii: In base all'articolo 20 della legge sulla giustizia amministrativa nel Cantone Grigioni, le lingue forensi del Tribunale amministrativo sono le lingue nazionali del Cantone, ai sensi della Costituzione. Ne consegue che anche il romancio è una lingua forense. In una procedura amministrativa, una parte che si presenta in tribunale può utilizzare il romancio. L'articolo 13 dell'ordinanza sull'organizzazione, la gestione e gli emolumenti del tribunale amministrativo che prevede il tedesco quale unica lingua di deliberazione non cambia la situazione: prevale l'articolo 20.
- cpv. 2 lett. a: Secondo il diritto svizzero, la validità degli atti giuridici non dipende dalla lingua utilizzata. La scelta linguistica fa parte dell'autonomia privata delle parti in causa. È perciò possibile ricorrere al romancio in tutti gli affari giudiziari ed anche per l'autenticazione degli atti giuridici.
- cpv. 3: L'articolo 1 capoverso 2 dell'ordinanza sull'edizione di una nuova raccolta delle leggi grigionesi incarica il Governo di assicurare che i principali testi legislativi cantonali vengano pubblicati negli idiomi sursilvano e ladino. Le due versioni romance della raccolta di leggi comprendono oggi pressoché tutti i testi che sono a disposizione anche in tedesco.

Articolo 10 – Autorità amministrative e servizi pubblici

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a i
lett. c
- cpv. 2 lett. a
lett. b
lett. c
lett. d
lett. e
lett. f
lett. g
- cpv. 3 lett. b
- cpv. 4 lett. a
lett. c
- cpv. 5

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a i: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). L'amministrazione cantonale grigionese è tenuta dunque a utilizzare anche il romancio nelle sue attività ufficiali. Lo statuto del romancio, lingua peraltro minoritaria nel Cantone, comporta che l'uso ufficiale della

lingua è garantito nella maggior parte dei casi da traduzioni. Le modalità, come ad esempio la decisione su quali testi debbano essere tradotti, sono definite nelle direttive governative sulla traduzione dei testi ufficiali in italiano ed in romancio.

- lett. b: L'articolo 10 delle direttive del Governo sulla traduzione dei testi ufficiali in italiano e in romancio obbliga i dipartimenti ed i servizi a redigere modelli in romancio per le decisioni e le lettere il cui contenuto si incontra ripetutamente. In parte quest'obbligo è realizzato. Tuttavia, ancora un numero considerevole di comunicati stampa standard e formulari destinati a persone di lingua romancia esiste solo in tedesco. Questa situazione è dovuta in parte all'esistenza di svariati idiomi (di cui 5 scritti) che ne rende difficile l'applicazione. Il *rumantsch grischun*, lingua sviluppata appositamente a scopo di uniformazione, è stato creato da relativamente poco tempo e non è del tutto accettato dalla popolazione grigionese, fatto che non facilita la situazione.
- lett. c: Il romancio è considerato lingua ufficiale del Cantone in virtù dell'articolo 46 della Costituzione cantonale e deve essere utilizzato in linea di principio dalle autorità amministrative cantonali nelle loro attività ufficiali.
- cpv. 2 lett. a-f: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). La scelta della lingua utilizzata ufficialmente a livello comunale e regionale compete al Comune o all'organizzazione regionale interessata (consorzio che riunisce più Comuni). I Comuni e le organizzazioni regionali romance possono dunque decretare il romancio lingua ufficiale. Questo significa che tale lingua può essere utilizzata dalle autorità, ma anche dai cittadini nei loro rapporti con le autorità. Nei Comuni e nelle organizzazioni regionali romance, i testi ufficiali sono generalmente pubblicati in romancio. Nei Comuni con una forte presenza romancia le sedute dei consigli si tengono in romancio. La situazione è più complicata nei Comuni dove il miscuglio di lingue è più grande e nelle associazioni regionali che generalmente non sono solo romance. In questo caso è di solito il tedesco a essere utilizzato come lingua per le decisioni. Poiché la scelta della o delle lingue ufficiali utilizzate a livello comunale o regionale non è di competenza del Cantone, le sue possibilità di intervento sono limitate. Per la promozione delle lingue il Cantone finanzia servizi linguistici regionali incaricati di sostenere i Comuni e le varie organizzazioni nell'utilizzazione del romancio.
- lett. g: Fino a poco tempo fa, nel Cantone Grigioni numerosi nomi di località, circoli e Comuni della regione romancia erano indicati in tedesco. Tale situazione è stata modificata, in modo che la maggior parte dei circoli, dei Comuni e delle località portano oggi il loro nome autentico. Il censimento e la modifica dei nomi delle località, dei circoli e dei Comuni sono retti dall'ordinanza del Consiglio federale

concernente i nomi dei luoghi, dei Comuni e delle stazioni.

L'articolo 3 di tale ordinanza prevede che il principale criterio nel caso di censimento e modifica di questi nomi sia l'esattezza. Il Dipartimento federale di giustizia e polizia, il Dipartimento federale dell'interno e il Dipartimento federale dell'ambiente, dei trasporti, dell'energia e delle comunicazioni possono fare opposizione al cambiamento di nome richiesto da un Cantone. L'ultima parola in caso di liti concernenti i cambiamenti di nome spetta al Consiglio federale.

cpv. 3 lett. b: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). È dunque evidente che qualsiasi persona di lingua romancia può utilizzare la propria lingua materna nella regione romancia nei suoi contatti con i servizi pubblici cantonali. Le risposte sono generalmente redatte nella stessa lingua delle lettere: una domanda redatta in romancio riceverà pertanto una risposta in romancio.

cpv. 4 lett. a: Il Cantone Grigioni dispone di un servizio di traduzione professionale incaricato di assicurare l'utilizzazione del romancio e dell'italiano come lingue ufficiali (art. 5 delle direttive del Governo concernente la traduzione dei testi ufficiali in italiano e in romancio).

lett. c: Quando vengono messi a concorso posti nei servizi pubblici le cui attività sono incentrate sulla regione romancia del Cantone, sono generalmente richieste conoscenze di romancio, oppure si rende attento il candidato sul fatto che conoscenze di romancio costituiscono titolo preferenziale.

cpv. 5: Lo stato civile e di conseguenza il registro famigliare nel quale figurano i cognomi determinanti è retto in gran parte dal diritto federale. Quest'ultimo non contiene prescrizioni che limitano l'assunzione di cognomi romanci.

Articolo 11 – Media

a. Disposizioni applicabili

cpv. 1 lett. b i
lett. c ii
lett. e i

cpv. 3

b. Misure applicate

cpv. 1 (lett a iii): La legislazione sulla radiotelevisione è di competenza della Confederazione. La possibilità del Cantone Grigioni di influenzare l'organizzazione della radio e della televisione è dunque limitata. In virtù dell'articolo 23 capoverso 2 della Legge federale sulla

radiotelevisione (LRTV), nell'ambito del rilascio di concessioni per l'emittenza radiotelevisiva locale e regionale i Cantoni hanno il diritto di essere consultati. Conformemente all'articolo 21 LRTV, che esige che si tenga conto delle peculiarità delle zone destinatarie, il Cantone Grigioni insiste sul fatto che le due lingue minoritarie siano considerate nell'ambito del rilascio di concessioni per l'emittenza locale o regionale. Ne consegue che *Radio Grischa* e *Radio Piz* sono tenute a diffondere una quota minima dei loro programmi in romancio.

- lett. b i: In virtù dell'articolo 3 LRTV, i media elettronici sono tenuti per mandato a considerare le peculiarità del Paese e della sua popolazione e a sensibilizzare il pubblico in merito. In virtù degli articoli 27 capoverso 1 LRTV e 2 capoverso 1 lettera a della concessione rilasciata, la SSR, responsabile dei programmi nazionali e regionali, è tenuta a proporre i suoi programmi radiofonici in tutte le lingue nazionali e in particolare in romancio. La società romancia di radiotelevisione (Cuminanza rumantscha da radio e televisiun), sede regionale della SSR, gestisce dunque una radio romancia che diffonde in media 13 ore di trasmissioni al giorno.
- lett. c ii: Per quanto riguarda la televisione, il Consiglio federale è incaricato in virtù dell'articolo 27 capoverso 2 LRTV di stabilire i principi per salvaguardare nei programmi destinati alle differenti regioni le esigenze della Svizzera romancia. L'articolo 2 capoverso 1 lettera b della concessione rilasciata alla SSR obbliga la Società svizzera di radiotelevisione a considerare gli interessi romanci nei programmi della televisione delle altre regioni linguistiche. Di conseguenza, il canale tedesco manda in onda regolarmente trasmissioni in romancio. Alcuni di questi programmi sono replicati sui canali della Svizzera italiana e romanda.
- lett. e i: Con lo stanziamento degli aiuti finanziari necessari, la Confederazione e i Cantoni hanno permesso la creazione di un'agenzia di stampa romancia (cfr. il decreto del Gran Consiglio sulle sovvenzioni cantonali versate ogni anno all'organo responsabile dell'agenzia di stampa romancia). Le prestazioni di questa agenzia, che funziona dalla fine del 1996, dovrebbero permettere di sviluppare e di aggiornare la stampa romancia. Il lancio del quotidiano romancio *La Quotidiana* avvenuto il 1° gennaio 1997 ha già rinnovato notevolmente il panorama giornalistico romancio.
- lett. f i: Il decreto del Gran Consiglio sulle sovvenzioni cantonali versate ogni anno all'organo responsabile dell'agenzia di stampa romancia prevede al numero 2 che siano versate indennità ai giornali romanci per le importanti prestazioni che forniscono a favore della promozione linguistica nel caso non riescano a coprire i loro costi. Due piccoli quotidiani beneficiano di un aiuto finanziario in virtù di questa norma. Tuttavia questa misura ha solo carattere accessorio. Questo decreto è in effetti imperniato sulla promozione

indiretta della stampa romancia grazie alla creazione e al funzionamento dell'agenzia di stampa romancia.

cpv. 3 La SSR, azienda nazionale di radiotelevisione, è suddivisa in quattro società regionali. La società romancia di radioditelevisione *Cuminanza rumantscha da radio e televisiun* è una di queste (cfr. art. 6 della concessione della SSR).

Articolo 12 – Attività e infrastrutture culturali

a. Disposizioni applicabili

cpv. 1 lett. a
lett. b
lett. c
lett. e
lett. f
lett. g
lett. h

cpv. 2
cpv. 3

b. Misure applicate

cpv. 1 lett. a-c: La nuova legge cantonale sulla promozione della cultura è entrata in vigore il 1° gennaio 1998. L'articolo 1 capoverso 2 prevede che la promozione della vita culturale consideri l'aspetto della diversità linguistica delle regioni e dei gruppi di popolazione del Cantone. La promozione della cultura punta dunque in modo specifico anche a favorire la cultura romancia.

La legge sulla promozione della cultura menziona in particolare come ambito di promozione la salvaguardia e la protezione del trilinguismo del Cantone, e in particolare delle lingue minoritarie (art. 3 lett. c; art. 12 cpv. 1). Parallelamente al sostegno accordato direttamente alle misure puntuali intraprese in questo settore, il Cantone assicura la promozione e la salvaguardia della lingua e della cultura romance attraverso il versamento di sovvenzioni annuali all'organizzazione linguistica *Lia Rumantscha* (art. 6 della legge e decreto del Gran Consiglio del 27 settembre 1983 sull'aumento della sovvenzione cantonale annuale versata alla *Ligia Romantscha/Lia Rumantscha* e all'associazione *Pro Grigioni Italiano*). Accanto al Cantone è soprattutto questa organizzazione che si prodiga a favore della creazione culturale nei settori del teatro, della musica, della letteratura, ecc. e che la rende accessibile alla popolazione. La *Lia Rumantscha* controlla anche la traduzione di opere letterarie straniere in romancio.

lett. e-f: La commissione di promozione della cultura, che svolge un ruolo fondamentale nell'esecuzione della legge sulla promozione della

cultura, deve annoverare tra i suoi ranghi specialisti di differenti ambiti linguistici e culturali in virtù dell'articolo 18 della legge summenzionata.

lett. g: La *Lia Rumantscha* si occupa pure di riunire le opere create nei settori del teatro, della musica e della letteratura. Le produzioni televisive romance sono conservate dalla società romancia di radiotelevisione e, talvolta, riproposte al pubblico. Parallelamente a queste istituzioni, la *Biblioteca cantonale* è incaricata di collezionare e rendere accessibili al pubblico quei media che hanno un rapporto con i Grigioni, e perciò anche i media in romancio e sulla lingua e la cultura romancia (art. 3 lett. a e art. 4 dell'ordinanza del Governo sulla biblioteca cantonale dei Grigioni)

lett. h: Il Cantone dispone di un suo *servizio di traduzione*, incaricato in particolare di elaborare le terminologie romance necessarie nei settori giuridici e amministrativi. Questo servizio lavora in stretta collaborazione con il *servizio linguistico della Lia Rumantscha*, che elabora le terminologie romance necessarie nei differenti ambiti della vita.

cpv. 2: Molte istituzioni culturali come la *Biblioteca cantonale*, l'organizzazione linguistica *Lia Rumantscha*, l'*Institut dal Dicziunari rumantsch grischun* e la società romancia di radiotelevisione hanno la loro sede nella capitale grigionese, ovvero al di fuori della regione linguistica romancia. Per molti Romanci che abitano a Coira, le opere della cultura romancia sono dunque facilmente accessibili.

Al di fuori della regione linguistica romancia esiste una rete di associazioni romance che organizzano manifestazioni culturali. La *Lia Rumantscha* partecipa al finanziamento di queste attività con sovvenzioni annue.

La radio e la televisione romance sono degli importanti propulsori per la cultura romancia: esse trasmettono ben oltre le frontiere linguistiche romance.

cpv. 3: Il Cantone Grigioni sostiene gli scambi culturali intercantonali e transfrontalieri (art. 2 cpv. 4 della legge sulla promozione della cultura). Esso è tenuto a considerare la diversità linguistica del Cantone in virtù dell'articolo 1 capoverso 2 della suddetta legge.

Articolo 13 – Vita economica e sociale

a. Disposizioni applicabili

cpv. 1 lett. d

cpv. 2 lett. b

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. d: La *Lia Rumantscha* si occupa di promuovere l'utilizzazione del romancio nella vita economica e sociale. Per svolgere questo compito essa beneficia di sovvenzioni cantonali. Oltre alla *Lia Rumantscha*, i *servizi linguistici regionali* finanziati dalla Confederazione e dal Cantone si incaricano in particolare di tradurre per le banche, le organizzazioni turistiche, le casse malati, ecc.
- cpv. 2 lett. b: La *Banca Cantonale Grigione* è un istituto indipendente di diritto pubblico cantonale e, in qualità di ente cantonale, è lo specchio del trilinguismo del Cantone. Esso porta dunque un nome trilingue e fornisce pure un certo numero di formulari in romancio e italiano. Le filiali della banca cantonale situate sul territorio romancio si sforzano di assumere degli impiegati che padroneggino la lingua regionale.
- Come istituzione cantonale, la *Ferrovia retica* si impegna a utilizzare, in una certa misura, le due lingue minoritarie. Alcune delle insegne che appaiono sui treni e nelle stazioni sono in romancio e in italiano, e su alcuni treni gli annunci vengono dati anche in romancio.

Articolo 14 – Scambi transfrontalieri

a. Disposizioni applicabili

- lett. a
- lett. b

b. Misure applicate

- lett. a-b: La conclusione di accordi con Stati esteri non è di competenza del Cantone ma della Confederazione. Il Cantone Grigioni è membro della Comunità di Lavoro delle Regioni Alpine (ARGE ALP) che si occupa in una collaborazione transfrontaliera degli interessi comuni in ambito culturale, sociale, economico ed ecologico. Le questioni linguistiche possono essere affrontate nel quadro di questa collaborazione. Così, nell'autunno 1997, è stata organizzata sotto la guida del Cantone Grigioni una riunione in Alta Engadina sul tema delle scuole plurilingui.

Per l'italiano

Articolo 8 – Insegnamento

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a iv
- lett. b i
- lett. c ii
- lett. d iii
- lett. f iii
- lett. h

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a iv: L'articolo 46 della Costituzione del Cantone Grigioni stabilisce che il tedesco, l'italiano e il romancio sono le lingue nazionali del Cantone. L'articolo 1 capoverso 1 della legge sugli asili affida a queste istituzioni il compito di mantenere l'espressione linguistica. Va da sé che l'italiano è la lingua dominante negli asili ubicati nei comuni italofoeni.

Il Cantone assume la gestione degli asili di lingua italiana assicurando la formazione delle maestre d'asilo italofone. Questa formazione è impartita attualmente in un'apposita sezione della Scuola magistrale di Coira. A partire dall'anno scolastico 2003/2004, la formazione di queste insegnanti sarà fornita dalla scuola universitaria specializzata di pedagogia la cui creazione è imminente (legge del 27 settembre 1998 sulla scuola universitaria specializzata di pedagogia).

- lett. b i: La legge sulla scuola dell'obbligo, l'ordinanza che regola l'esecuzione di questa legge e i programmi d'insegnamento fanno una distinzione tra le scuole primarie di lingua tedesca, italiana e romancia. I Comuni scelgono essi stessi la lingua che meglio si presta alla loro scuola. Il regolamento scolastico consente tra l'altro di gestire scuole italofone su territorio di lingua italiana.

In seguito alla revisione della legge sulla scuola dell'obbligo del 27 marzo 1997, l'introduzione di una seconda lingua cantonale quale prima lingua straniera insegnata prima delle altre è diventata obbligatoria nei Comuni in cui le scuole primarie sono germanofone (art. 4^{quinquies} della legge sulla scuola dell'obbligo [entrata in vigore il 1° agosto 1999]). È generalmente l'italiano ad essere scelto come prima lingua straniera. Il Cantone fornisce alle scuole primarie italofone il materiale didattico necessario in italiano (art. 19 della legge sulla scuola dell'obbligo). La competenza in materia è della commissione dei mezzi didattici e delle edizioni scolastiche.

Il Cantone assicura la formazione degli insegnanti italofoeni della scuola primaria. Questa formazione è attualmente impartita alla

Scuola magistrale cantonale. In seguito alla revisione della legge sulle scuole medie superiori e all'adozione della legge sulla scuola universitaria specializzata di pedagogia (in data 27 settembre 1998), questa formazione è stata completamente riveduta. In futuro verrà impartita presso la scuola universitaria specializzata di pedagogia che deve essere istituita. Per assicurare la formazione degli insegnanti della scuola primaria, l'italiano verrà proposto come prima lingua al liceo. Sarà inoltre possibile conseguire una maturità bilingue (italiano/tedesco, tedesco/italiano). La carente conoscenza dell'italiano dovrà essere compensata dalla futura generazione di insegnanti che usciranno dalla scuola universitaria specializzata di pedagogia. Questa scuola verrà inaugurata con l'anno scolastico 2003/2004.

Il Cantone assicura la formazione permanente degli insegnanti, segnatamente nell'ambito linguistico (art. 56 della legge sulla scuola dell'obbligo).

lett. c ii: Nel quadro della revisione della legge del 27 settembre 1998 sulle scuole medie superiori, l'insegnamento delle lingue è stato notevolmente rivalutato a livello liceale. La principale novità consiste nella possibilità d'ottenere una maturità bilingue italiano/tedesco. Per farlo, occorre scegliere l'italiano come prima lingua e studiare due materie fondamentali in italiano. La maturità bilingue italiano/tedesco è stata introdotta con l'anno scolastico 1999/2000.

Al liceo, l'italiano può essere scelto come lingua straniera (in quanto seconda o terza lingua nazionale in conformità all'ordinanza concernente il riconoscimento dei diplomi di maturità), come opzione specifica o come materia facoltativa.

Gli allievi domiciliati nel Cantone Grigioni hanno inoltre la possibilità di iscriversi a una scuola (di lingua italiana) del Cantone Ticino. Sono soprattutto i giovani della Mesolcina, confinante con il Ticino, che fanno uso di questa possibilità. Il Cantone Grigioni eroga sovvenzioni al Cantone Ticino a favore di questi allievi (art. 17^{ter} della legge sulle scuole medie).

lett. d iii: Nell'ambito della formazione professionale, è più facile considerare l'italiano che il romancio. Esiste infatti una scuola professionale a Poschiavo, dove i corsi sono tenuti in italiano. A Samedan, dove vi sono degli apprendisti italofoeni che frequentano la scuola professionale, l'italiano è insegnato in modo specifico mediante corsi in blocco. Numerosi apprendisti di lingua italiana del Cantone Grigioni, provenienti principalmente dalla Mesolcina e dalla Calanca, possono frequentare le scuole professionali del Cantone Ticino, ossia assolvere la loro formazione in lingua italiana. Il Cantone partecipa ai costi che essi provocano (art. 47 seg. della legge cantonale sulla formazione professionale).

lett. f iii: Nel Cantone Grigioni, l'educazione degli adulti è organizzata dal settore privato. Il programma dei corsi delle differenti organizzazioni contempla generalmente anche corsi di italiano. Il

- Cantone partecipa ai costi generati da questi corsi in virtù dell'articolo 6 della legge sulla formazione permanente.
- lett. g: La storia della cultura e della letteratura è parte integrante dell'insegnamento dell'italiano in base al programma delle scuole di lingua italiana. La revisione della legge sulle scuole medie superiori e l'ampliamento dell'insegnamento dell'italiano consentono di trattare più in profondità certi aspetti della storia e della cultura, della politica linguistica ecc. a livello liceale.
- lett. h: Per quanto riguarda la formazione degli insegnanti, si rimanda alle osservazioni formulate in merito ai differenti livelli scolastici.
- lett. i: Il controllo dell'esecuzione e della qualità dei corsi d'italiano fa parte delle attività ordinarie di controllo delle scuole. Esso è assunto dai consiglieri e dagli ispettori competenti (art. 59 seg. della legge sulla scuola dell'obbligo).
La revisione della legge sulle scuole medie superiori ha introdotto un nuovo sistema di assicurazione della qualità a questo livello. Oltre al controllo interno, la scuola cantonale prevede un controllo esterno che sfocerà in un rapporto da sottoporre al dipartimento dell'istruzione pubblica, della cultura e della protezione dell'ambiente.

Articolo 9 – Giustizia

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a ii
- lett. a iii
- lett. b ii
- lett. b iii
- lett. c ii
- cpv. 2 lett. a
- cpv. 3

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a ii: Nei tribunali di circolo (= prima istanza penale), la lingua forense non è determinata dalla legislazione cantonale. Per principio, la sua scelta è di competenza dei circoli. Se un circolo si trova in territorio italofono, l'italiano può essere scelto come lingua forense e la procedura condotta in questa lingua. Tale pratica è sancita dalla giurisprudenza del Tribunale federale con il principio di territorialità. Nella pratica, la questione della lingua forense non è regolamentata esplicitamente. Il fatto che una parte di lingua italiana si esprima nella sua propria lingua dinnanzi a un tribunale situato sul territorio italofono corrisponde piuttosto a un'abitudine. L'italiano è una lingua nazionale del Cantone in virtù dell'articolo 46 della Costituzione cantonale. Può pertanto essere utilizzato nelle

procedure penali. L'articolo 28 dell'ordinanza sull'organizzazione e la gestione del tribunale cantonale lo precisa in questi termini: le lingue giudiziarie sono le lingue nazionali del Cantone ai sensi della Costituzione.

Per le procedure d'istruttoria, il codice di procedura penale definisce all'articolo 87 capoverso 4 che le dichiarazioni della persona contro cui si procede e dei testimoni debbano essere riportate nel verbale in una lingua nazionale del Cantone ai sensi dell'articolo 46 della Costituzione.

lett. a iii: Nella misura in cui l'italiano è considerato come lingua forense, le richieste e le prove possono essere formulate in questa lingua.

lett. b ii: Nei tribunali distrettuali (= prima istanza civile), la lingua giudiziaria non è determinata dalla legislazione cantonale. Per principio, ogni tribunale può decidere quale o quali lingue utilizzare. Se un distretto si trova in territorio italofono, l'italiano può essere scelto come lingua forense e la procedura condotta in questa lingua. Tale pratica è sancita dalla giurisprudenza del Tribunale federale con il principio della territorialità. Nella pratica, la questione della lingua forense non è definita esplicitamente. Il fatto che una parte di lingua italiana si esprima nella sua propria lingua dinnanzi a un tribunale situato in territorio romancio corrisponde piuttosto a una consuetudine.

L'italiano è una lingua nazionale del Cantone in virtù dell'articolo 46 della Costituzione cantonale. Può pertanto essere utilizzato nelle procedure penali. L'articolo 28 dell'ordinanza sull'organizzazione e la gestione del tribunale cantonale lo precisa in questi termini: le lingue forensi sono le lingue nazionali del Cantone ai sensi della Costituzione.

lett. b iii: Nella misura in cui l'italiano è considerato come lingua forense, le richieste e le prove possono essere formulate in questa lingua.

lett. c ii: In virtù dell'articolo 20 della legge sulla giustizia amministrativa nel Cantone Grigioni, le lingue forensi del tribunale amministrativo sono le lingue nazionali del Cantone ai sensi della Costituzione. L'italiano è dunque anche lingua forense. Se una parte in una procedura amministrativa deve presentarsi in tribunale, essa può utilizzare l'italiano. L'articolo 13 dell'ordinanza sull'organizzazione, la gestione e gli emolumenti del tribunale amministrativo, che prevede come sola lingua di delibera il tedesco non fa testo; prevale l'articolo 20.

2e al. lett. a: Il diritto svizzero non fa dipendere la validità degli atti giuridici dalla lingua utilizzata. La scelta della lingua rientra nell'autonomia privata delle parti. È pertanto possibile ricorrere all'italiano in tutte le operazioni giudiziarie. L'italiano può anche essere utilizzato per autenticare atti giuridici.

3e al.: L'articolo 1 capoverso 2 dell'ordinanza sull'edizione di una nuova raccolta delle leggi grigioni e la gestione della raccolta ufficiale delle leggi affida al Governo il controllo dell'edizione dei principali testi legislativi cantonali in italiano. La versione italiana della

raccolta delle leggi comprende praticamente tutti i testi attualmente esistenti in tedesco.

Articolo 10 – Autorità amministrative servizi pubblici

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a i
lett. c
- cpv. 2 lett. a
lett. b
lett. c
lett. d
lett. e
lett. f
lett. g
- cpv. 3 lett. b
- cpv. 4 lett. a
lett. c
- cpv. 5

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a i: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). L'amministrazione cantonale è dunque tenuta a utilizzare anche l'italiano nelle sue attività ufficiali. Lo statuto dell'italiano, lingua minoritaria nel Cantone Grigioni, comporta tuttavia che l'utilizzazione ufficiale della lingua è assicurata nella maggioranza dei casi dalle traduzioni. Le modalità, in particolare il fatto di sapere quali testi debbano essere tradotti, sono disciplinate dalle direttive del Governo concernenti la traduzione dei testi ufficiali in italiano e in romancio.
- lett. b: L'articolo 10 delle direttive del Governo concernente la traduzione dei testi ufficiali in italiano e in romancio obbliga i dipartimenti e i servizi a redigere dei modelli in italiano per le decisioni e le lettere il cui tenore si ripete. Quest'obbligo è in parte realizzato per l'italiano.
- lett. c: L'italiano è considerato come lingua ufficiale dall'articolo 46 della Costituzione cantonale e deve, per principio, essere utilizzato dalle autorità amministrative cantonali nell'esercizio delle loro mansioni ufficiali.
- cpv. 2 lett. a-f: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). La scelta della lingua utilizzata ufficialmente sul piano comunale e regionale è di competenza del Comune o dell'organizzazione regionale (= corporazione che riunisce più Comuni). I Comuni e le organizzazioni regionali italofone possono dunque decretare

l'italiano lingua ufficiale. Ciò significa che questa lingua può essere utilizzata dalle autorità, ma anche da cittadini nei rapporti con le autorità. Nei Comuni e nelle organizzazioni regionali italofone, i testi ufficiali sono generalmente pubblicati in italiano e le riunioni si tengono in italiano.

- lett. g: Nella parte italoфона del Cantone Grigioni, è ovvio che vengano usati i nomi italiani delle località. Il censimento e la modifica dei nomi delle località, dei circoli e dei Comuni sono disciplinati dall'ordinanza del Consiglio federale concernente i nomi dei luoghi, dei Comuni e delle stazioni. L'articolo 3 di questa ordinanza prevede che il principale criterio in occasione del censimento e della modifica di questi nomi sia la precisione. Il Dipartimento federale di giustizia e polizia, il Dipartimento federale dell'interno e il Dipartimento federale dell'ambiente, dei trasporti, dell'energia e delle comunicazioni possono opporsi al cambiamento di nomi richiesti da un Cantone. È il Consiglio federale che decide in ultima istanza nelle liti concernenti i cambiamenti di nomi.
- cpv. 3 lett. b: Le lingue ufficiali del Cantone Grigioni sono il tedesco, l'italiano e il romancio (art. 46 della Costituzione cantonale). È dunque ovvio che tutte le persone italofone possano utilizzare la loro lingua madre nei contatti con i servizi pubblici cantonali all'interno della regione italoфона. Le risposte sono generalmente redatte nella stessa lingua delle lettere: una domanda redatta in italiano riceverà pertanto una risposta in italiano.
- cpv. 4 lett. a: Il Cantone Grigioni dispone di un servizio di traduzione incaricato di assicurare l'utilizzazione coerente del romancio e dell'italiano in quanto lingue ufficiali (art. 5 delle direttive del Governo concernenti la traduzione dei testi ufficiali in italiano e in romancio).
- lett. c: Se vengono messi a concorso dei posti all'interno dei servizi pubblici le cui attività sono incentrate sulla regione italoфона del Cantone, sono generalmente richieste anche delle conoscenze di italiano oppure si fa notare ai candidati che la conoscenza dell'italiano costituisce titolo preferenziale.
- cpv. 5: Lo stato civile e di conseguenza il registro familiare in cui figurano i nomi di famiglia determinanti, è disciplinato essenzialmente dal diritto federale. Quest'ultimo non contiene prescrizioni che potrebbero limitare l'uso di cognomi italiani.

Articolo 11 – Media

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a i
lett. e i
cpv. 3

b. Misure applicate

- cpv. 1. lett. a i: La legislazione sulla radio e la televisione è di competenza della Confederazione. L'articolo 3 capoverso 1 lettera b della Legge federale sulla radiotelevisione (LRTV) obbliga segnatamente i media elettronici a tenere conto della varietà del Paese e della sua popolazione ed a sensibilizzare in merito il pubblico. La SSR, responsabile dei programmi nazionali e regionali, gestisce tre emittenti radiofoniche e un'emittente televisiva per la Svizzera italiana, in virtù dell'articolo 27 paragrafo 1 LRTV e dell'articolo 2 capoverso 1 lettera a della concessione che le è attribuita.
- lett. e i: La parte italoфона del Cantone Grigioni beneficia, con i suoi tre giornali regionali e i quotidiani di lingua italiana pubblicati in Ticino, di un ventaglio soddisfacente di media stampati. Non è pertanto necessario introdurre misure complementari per promuovere la lingua italiana.
- cpv. 3: La SSR, società nazionale di radiodiffusione e televisione, è ripartita in quattro società regionali. La *Società cooperativa per la radiotelevisione nelle Svizzera italiana* è una di queste (cfr. art. 6 della concessione della SSR).

Articolo 12 – Attività e infrastrutture culturali

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. a
lett. b
lett. c
lett. e
lett. f
lett. g
- cpv. 2
cpv. 3

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. a-c: La nuova legge sulla promozione della cultura del Cantone Grigioni è entrata in vigore il 1° gennaio 1998. Il suo articolo 1 capoverso 2 prevede che la promozione della vita culturale incorpori l'aspetto della varietà linguistica delle regioni e dei gruppi della popolazione del Cantone. La promozione culturale a livello cantonale riguarda quindi esplicitamente anche la cultura italiana.
- La legge sulla promozione della cultura menziona in particolare come ambito di promozione la salvaguardia e la protezione del trilinguismo del Cantone e delle lingue minoritarie (art. 3 lett. c; art. 12 cpv. 1). Parallelamente al sostegno accordato direttamente alle misure puntuali applicate in questo contesto, il Cantone assicura la

promozione e la salvaguardia della lingua e della cultura italiana mediante l'erogazione di sovvenzioni annue all'organizzazione culturale *Pro Grigioni Italiano* (art. 6 della legge citata e decreto del Gran Consiglio del 27 settembre 1983 sull'aumento della sovvenzione cantonale annua erogata alla *Ligia Romontscha/Lia Rumantscha* e all'associazione *Pro Grigioni Italiano*). Accanto al Cantone, è soprattutto questa organizzazione che s'impegna a favore della produzione culturale negli ambiti del teatro, della musica, della letteratura, ecc. e che la rende accessibile alla collettività. La popolazione italoфона del Cantone Grigioni può inoltre beneficiare del bacino culturale molto ricco rappresentato dall'Italia.

- lett. e-f: La commissione per la promozione della cultura, che assume un ruolo centrale nell'applicazione della legge sulla promozione della cultura, deve annoverare nelle sue file specialisti degli ambienti linguistici e culturali in virtù dell'articolo 18 della suddetta legge.
- lett. g: La *Biblioteca cantonale* è incaricata di collezionare e di rendere accessibili al pubblico i media che abbiano una connessione con il Cantone Grigioni e di conseguenza anche i media sulla lingua e sulla cultura italiana (art. 3 lett. a e art. 4 dell'ordinanza del Governo sulla Biblioteca cantonale del Grigioni).
- lett. h: Il Cantone dispone di un proprio *servizio di traduzione*, incaricato di redigere i testi italiani negli ambiti ufficiali. A differenza del romancio, l'italiano può appoggiarsi sul patrimonio linguistico e culturale di un Paese limitrofo. La conservazione e lo sviluppo di terminologie appropriate non hanno dunque la stessa importanza che per il romancio.
- cpv. 2: Al di fuori della regioni italoфона esiste una rete di associazioni di lingua italiana che organizzano manifestazioni culturali. La *Pro Grigioni Italiano* partecipa al finanziamento di queste attività attraverso sovvenzioni annue.
La televisione svizzera di lingua italiana e almeno una stazione radio di lingua italiana sono diffuse su scala nazionale (art. 2 cpv. 1 lett. a e art. 3 cpv. 7 della concessione della SSR).
- cpv. 3: Il Cantone Grigioni sostiene gli scambi culturali intercantonali e transfrontalieri (art. 2 cpv. 4 della legge sulla promozione della cultura). Esso è tenuto a considerare la varietà linguistica del Cantone in virtù dell'articolo 1 capoverso 2 della legge suddetta.

Articolo 13 – Vita economica e sociale

a. Disposizioni applicabili

- cpv. 1 lett. d
cpv. 2 lett. b

b. Misure applicate

- cpv. 1 lett. d: L'uso dell'italiano nella vita economica e sociale è meno problematico di quello del romancio. Quando è necessario, la *Pro Grigioni Italiano* sostiene l'uso dell'italiano in questo contesto.
- par 2 lett. b: La *Banca Cantonale Grigione* è una società indipendente di diritto cantonale pubblico. In qualità di istituzione cantonale essa è il riflesso del trilinguismo del Cantone. Essa porta dunque un nome trilingue e fornisce anche un certo numero di formulari in romancio e in italiano. Le filiali della banca cantonale che si trovano in territorio italofono puntano ad assumere personale che padroneggi la lingua regionale.
- In qualità di istituzione cantonale, la *Ferrovia retica* fa in modo di usare, almeno in una certa misura, le due lingue minoritarie. Certe iscrizioni che figurano sui treni e nelle stazioni sono in italiano e in romancio, mentre gli annunci sui treni sono fatti anche in italiano.

Articolo 14 – Scambi transfrontalieri

a. Disposizioni applicabili

- lett. a
- lett. b

b. Misure applicate

- lett. a-b: La conclusione di accordi con Stati stranieri non rientra nella competenza del Cantone bensì della Confederazione.
- Il Cantone Grigioni è membro della Comunità di Lavoro delle Regioni Alpine (ARGE ALP), che tratta interessi comuni in ambito culturale, sociale, economico ed ecologico in un'ottica transfrontaliera. Le questioni linguistiche possono essere affrontate nel quadro di questa collaborazione. Nell'autunno del 1997 una riunione presieduta dal Cantone Grigioni è stata organizzata in Alta Engadina sulle scuole plurilingui.

3.2 Rapporto del Cantone Ticino sull'applicazione della Carta

Applicazione dei paragrafi indicati nella parte III della Carta.

In generale

La Costituzione della Repubblica e Cantone Ticino del 14 dicembre 1997 recita all'articolo 1 capoverso 1 "Il Cantone Ticino è una repubblica democratica di cultura e lingua italiana".

Nel commento a questo articolo costituzionale si legge nel Messaggio concernente la revisione totale della costituzione cantonale del 4 luglio 1830 del 20 dicembre 1984: "Accanto alla menzione della forma democratica e al richiamo della lingua italiana, quale elemento caratterizzante del nostro Cantone, viene introdotto anche l'esplicito riferimento alla cultura italiana: l'appartenenza del Ticino non solo all'area linguistica italiana, ma anche all'area culturale italiana è in fatti un elemento primario della sua storia e una componente essenziale della sua identità. Il chiaro riferimento alla lingua e alla cultura italiana non è peraltro una semplice enunciazione declamatoria, ma costituisce un prezioso impegno che le autorità e il popolo ticinese debbono assumere affinché la propria identità venga sempre più efficacemente promossa".

Il Regolamento della Legge sulla cittadinanza ticinese e sull'attinenza comunale del 10 ottobre 1995, conformemente all'articolo 9 capoverso 2 della Legge sulla cittadinanza ticinese e sull'attinenza comunale dell'8 novembre 1994, prevede nei suoi articoli 3 (per i confederati) e 7 (per gli stranieri) che "nell'ambito di questi accertamenti il richiedente è sottoposto a un esame orale sulle sue conoscenze della lingua italiana".

Articolo 8 – Insegnamento

Nel Cantone Ticino, tutte le disposizioni indicate dell'articolo 8.1 della Carta, cioè degli articoli 8.1.a.i, 8.1.b.i, 8.1.c.i, 8.1.d.i, 8.1.f.i, 8.1.g, 8.1.h sono pienamente coperte dall'attuale legislazione scolastica. Infatti, l'articolo 1 capoverso 3 della Legge della scuola del 1 febbraio 1990 recita: " L'insegnamento è impartito in lingua italiana e nel rispetto della libertà di coscienza".

Vista la creazione della Università della Svizzera italiana, alle disposizioni indicate dell'articolo 8.1 può ora essere aggiunta anche quella dell'articolo 8.1.e.i che concerne "l'insegnamento universitario e altre forme di insegnamento superiore nelle lingue regionali o minoritarie" .

L'articolo 1, cpv. 4 della Legge sull'Università della Svizzera italiana e sulla Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana del 3 ottobre 1995 prevede "La lingua ufficiale dell'Università è l'italiano".

Nell'insegnamento, gli sforzi del Cantone Ticino vanno nelle seguenti direzioni:

Rafforzamento della posizione dell'italiano nelle scuole del Cantone Ticino

Il rafforzamento della posizione dell'italiano nel Cantone, nella scuola, avviene attraverso

- l'insegnamento in italiano: tutte le discipline non linguistiche in tutte le scuole, di regola sono insegnate in lingua italiana, lingua materna dell'80,8 per cento degli allievi che frequentano la scuola ticinese;
- l'insegnamento della lingua e cultura italiana: la disciplina "italiano" è insegnata con un congruo numero di ore-lezioni settimanali in ogni ordine e grado di scuola (scuola elementare: 5h15' settimanali nel I ciclo e 4h30' nel secondo ciclo); scuola media: 6-

5-5-4 ore-lezioni settimanali nei quattro anni di scuola media).

Integrazione dei giovani non italofoeni, residenti nel Cantone, nella lingua e cultura italiana

La Legge della scuola del 1° febbraio 1990 fornisce la base legale per gli interventi a favore degli allievi alloglotti. L'articolo 72 capoverso 1 recita: "Nelle scuole di ogni ordine e grado possono essere organizzati corsi di lingua italiana per allievi di altra lingua che non sono in grado di seguire normalmente l'insegnamento e, in particolare, iniziative per favorire l'integrazione scolastica degli allievi provenienti da paesi non italofoeni, nella salvaguardia della loro identità culturale".

Le modalità organizzative dei corsi di lingua italiana e delle attività d'integrazione sono invece disciplinate dal Regolamento concernente i corsi di lingua italiana e le attività d'integrazione del 31 maggio 1994.

Attualmente (anno scolastico 1998/99) sono 9553 gli allievi - corrispondenti al 19,2 per cento dell'intera popolazione scolastica del Cantone Ticino - che sono di lingua materna non italiana. La maggior parte di essi non ha (più) bisogno del sostegno menzionato sopra avendo già acquisito una sufficiente competenza dell'italiano che permette di seguire normalmente l'insegnamento in lingua italiana. Così, dei 2100 allievi (anno scolastico 1998/99) di scuola media che sono di lingua materna non italiana solo 118, corrispondenti al 5,6 per cento, hanno seguito i corsi di integrazione e di lingua italiana. Le misure di cui sopra sono indirizzate soprattutto al crescente numero degli allievi alloglotti neo residenti nel Cantone.

Di recente nel Cantone Ticino è stato istituito un "pretirocinio d'integrazione per giovani neo residenti che devono impraticarsi nella lingua e cultura italiana" (cfr. Regolamento della Legge sull'orientamento scolastico e professionale e sulla formazione professionale e continua del 20 ottobre 1998, art. 35).

Anche i Corsi per adulti del Dipartimento dell'istruzione e della cultura organizzano annualmente 10-15 corsi d'italiano lingua straniera.

Salvaguardia dell'identità culturale dei giovani non italofoeni residenti nel Cantone

Nell'anno scolastico 1998/99 sono otto le comunità straniere che nel Ticino organizzano corsi di lingua e cultura d'origine: portoghese (del Portogallo), portoghese (del Brasile), spagnolo, macedone, albanese, serbo, croato, sloveno. Sono ben frequentati i corsi organizzati dalle comunità croata, serba e portoghese (del Portogallo). Le comunità straniere per i loro corsi, su richiesta, possono disporre di locali negli stabili dello Stato (cfr. Legge della scuola del 1. febbraio 1990 art. 17 che disciplina l'uso di spazi scolastici, di proprietà dello Stato). In situazioni particolari le comunità straniere possono ottenere, sempre su loro richiesta, sussidi. Molti sono gli istituti scolastici (soprattutto scuole elementari e medie) che promuovono contatti fra insegnanti delle scuole pubbliche e quelli dei corsi organizzati dalle comunità straniere (o, in molti casi, dai consolati). Per agevolare l'inserimento di allievi alloglotti nel sistema scolastico ticinese l'articolo 51, capoverso 4 del Regolamento della scuola media del 18 settembre 1996 prevede "In casi particolari di allievi di lingua materna non italiana, il corso d'inglese può essere sostitutivo del corso di francese o di tedesco. La decisione spetta al consiglio di direzione".

Proprio nel 1999 è uscito nel Ticino, a cura della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione, la versione svizzera del Portfolio europeo delle lingue. Il Portfolio europeo delle lingue, un progetto del Consiglio d'Europa, è uno strumento di lavoro e di documentazione. Infatti questo strumento permette di documentare in modo trasparente, completo e internazionalmente paragonabile le proprie conoscenze linguistiche, siano esse acquisite a scuola e non. Attraverso questo strumento, gli allievi alloglotti che di regola sono allievi plurilingui e le loro conoscenze linguistiche sono così valorizzati da un documento che porta le sigle non solo della Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione, ma anche del Consiglio d'Europa. Il Portfolio europeo delle lingue comincia ora a diffondersi anche nelle scuole del Cantone Ticino.

Apertura dei giovani italofoeni, residenti nel Cantone, nei confronti di altre lingue e culture e promovimento dell'apprendimento delle altre lingue nazionali e straniere.

Qui devono essere menzionati i grossi sforzi che il Cantone ha compiuto e che sta compiendo tuttora nell'offrire ai giovani che frequentano la scuola ticinese un insegnamento delle lingue valido:

Il francese è obbligatorio a partire dalla III elementare, il tedesco a partire dalla II media (VII anno di scolarità); l'inglese, attualmente, è insegnato in forma opzionale in IV media (sono allo studio possibili cambiamenti tendenti a potenziare l'inglese nella scuola dell'obbligo). Alla fine della scuola obbligatoria tutti gli allievi che frequentano la scuola ticinese hanno quindi studiato il francese per sette anni, il tedesco per tre anni e molti fra di loro l'inglese per almeno un anno.

Assieme a Uri e al Grigioni, il Cantone Ticino è uno dei pochi cantoni svizzeri che obbligatoriamente insegna due altre lingue nazionali a tutti gli allievi.

L'insegnamento delle lingue continua nelle scuole postobbligatorie privilegiando il tedesco e l'inglese. Il tedesco e l'inglese sono anche le uniche lingue insegnate alla Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (SUPSI).

Anche l'università popolare del Cantone Ticino, i "Corsi per adulti", una istituzione del Cantone, offre ogni anno più di 250 corsi annuali di lingue (inglese, tedesco, spagnolo, italiano L2, russo, greco moderno, francese). I Corsi per adulti hanno un autofinanziamento dell'86 per cento (l'onere annuo a carico dello Stato, corrispondente al 14 % della spesa totale, è di circa 30 000.-).

Oltre all'insegnamento stesso delle lingue, il Cantone favorisce l'apprendimento delle lingue attraverso

- la promozione degli scambi individuali e di classi;
- la promozione d'iniziativa d'insegnamento bilingue e di altre innovazioni. La Legge della scuola del 1° febbraio 1990 non solo "permette" innovazioni e sperimentazioni, la Commissione scolastica del Gran Consiglio ticinese nel suo rapporto 17 febbraio 1997 n. 4609 invita il Consiglio di Stato a "incoraggiare nelle scuole del Cantone la sperimentazione dell'insegnamento bilingue". Con risoluzioni del 1997, 1998 e 1999, il Consiglio di Stato ha dato seguito a questo invito autorizzando una esperienza d'insegnamento bilingue in III e IV classe della Scuola cantonale di commercio di

Bellinzona;

- il sussidiamento di corsi linguistici in altre regioni svizzere o all'estero (2-3 milioni all'anno);
- il sostegno a iniziative private come "Lingue e sport" che da vent'anni organizza durante le vacanze estive corsi di lingue (tedesco, francese e inglese) e di sport; negli ultimi vent'anni, 12 300 allievi hanno frequentato questi corsi.

Lo scambio con altre regioni linguistiche tocca però anche settori al di fuori della scuola. Così il Regolamento sulla polizia del 6 marzo 1996 nel suo articolo 36 capoverso 3 precisa: "Il comandante può sottoscrivere convenzioni concernenti lo scambio temporaneo di agenti con altri Cantoni, a fine di istruzione e apprendimento delle lingue, su basi reciproche".

Promovimento dell'apprendimento/insegnamento dell'italiano al di fuori della Svizzera italiana

Al di fuori del Cantone Ticino la situazione dell'italiano nei sistemi scolastici degli altri Cantoni - con le lodevoli eccezioni dei Cantoni Uri e Grigioni - è molto debole. Il futuro dimostrerà se nella pratica la nuova ORRM porterà qualche miglioramento nei licei. Dal 1970 il Dipartimento dell'istruzione e della cultura organizza in collaborazione con il Cantone Argovia "corsi di lingua e cultura italiana" per insegnanti di ogni ordine e grado. Dal 1970 più di 1000 insegnanti svizzero tedeschi hanno partecipato a questi corsi estivi.

Il Dipartimento dell'istruzione e della cultura ha prestato la sua collaborazione, la sua consulenza e il suo sostegno finanziario all'introduzione dell'italiano nella scuola dell'obbligo del Cantone di Uri, collaborando nella creazione di materiale didattico, organizzando corsi di formazione linguistica e didattica per tutti gli insegnanti del Cantone di Uri (dal 91). Si trattava di corsi intensivi d'italiano (due volte 4 settimane estive per ognuno dei 190 insegnanti) e di corsi di didattica d'italiano lingua straniera.

Articolo 9 – Giustizia

La legislazione del Cantone Ticino è conforme alle disposizioni dell'articolo 9 della Carta europea delle lingue regionali o minoritarie :

Fanno stato le disposizioni delle seguenti leggi:

- Codice di procedura civile del 17 febbraio 1971,
- Codice di procedura penale del 19 dicembre 1994,
- Legge sulla procedura di ricorso in materia di esecuzione e fallimento del 27 aprile 1992,
- Legge cantonale di applicazione della legge federale sulla esecuzione e sul fallimento del 12 marzo 1997 (art. 21)
- Legge di procedura per le cause davanti al Tribunale cantonale delle assicurazioni del 6 aprile 1961 (art. 1a)
- Legge sull'avvocatura del 15 marzo 1983, articolo 8 "Nella corrispondenza, negli allegati e nelle esposizioni orali davanti ad autorità ticinesi l'avvocato usa la lingua italiana".

- La Legge sul notariato del 23 febbraio 1983 sancisce che il notaio, per essere ammesso all'esame notarile, debba "conoscere la lingua italiana" (art. 17 cpv. 1), che gli atti pubblici siano redatti in italiano o altre lingue purché il notaio e le parti la conoscano (art. 47)

Articolo 10 – Autorità amministrative e servizi pubblici

Il diritto in vigore nel Cantone Ticino è pienamente conforme alle misure previste dagli articoli 10.1.a.i., 10.1.b, 10.1.c, 10.2.a-g, 10.3.a., 10.4.b, 10.5.

La base legale per l'uso dell'italiano nei rapporti di servizio con le autorità cantonali e comunali è data dalla Legge di procedura per le cause amministrative del 19 aprile 1966. L'articolo 8 della citata legge recita: "Le istanze o i ricorsi, come i reclami e le allegazioni in genere, definibili mediante decisione di autorità cantonali, comunali, patriziali, parrocchiali e altri enti pubblici analoghi, devono essere scritti in lingua italiana".

Articolo 11 – Media

Quanto alle competenze del Cantone Ticino il diritto e la prassi in vigore corrispondono alle disposizioni dell'articolo 11 della Carta.

L'esistenza e il funzionamento dell'istituzione della Radiotelevisione della Svizzera italiana (nel 1997, con 26 294 ore di emissioni radiofoniche e 6510 ore di emissioni televisive) è pienamente conforme alle disposizioni dell'articolo 11.a.i della Carta (cfr. anche la Legge federale del 21 giugno 1991 sulla radiotelevisione).

Dal 1995 sono 3 i quotidiani in lingua italiana che escono nel Cantone Ticino (prima del 1995 erano 5 !). A questi si aggiungono numerosi bi- e trisettimanali, settimanali, quindicinali, mensili in lingua italiana. Sono invece molto rare le testate in altra lingua (esce un trisettimanale in lingua tedesca). Il Ticino è fra le regioni in Europa con la più alta densità di organi di stampa!

La legge sulle scuole professionali del 2 ottobre 1991 prevede nel suo articolo 21 un "corso di giornalismo" che è una scuola professionale superiore e che ha "per scopo la preparazione alle carriere professionali del giornalismo" (cfr. anche il Regolamento del Corso di giornalismo della Svizzera italiana del 27 aprile 1997). A questo proposito è d'obbligo rinviare alle attività di formazione e di ricerca della Facoltà di scienze della comunicazione dell'Università della Svizzera italiana istituita con la legge del 1995.

Articolo 12 – Attività culturali e infrastrutture culturali

Sulle molteplici attività culturali e infrastrutture culturali e sull'uso dell'aiuto finanziario federale al Cantone Ticino per la difesa della sua cultura e della sua lingua riferiscono i rapporti annuali del Dipartimento dell'istruzione e della cultura all'Ufficio federale della cultura.

Articolo 13 – Vita economica e sociale

Il diritto e la prassi in vigore nel Cantone Ticino corrispondono alle disposizioni dell'articolo 13.1.d e 13.2.b.

Articolo 59, capoverso 1 della Legge sugli esercizi pubblici del 21 dicembre 1994: "All'esterno degli esercizi pubblici deve essere esposta una lista in lingua italiana dei prezzi dei principali piatti, delle bevande e degli eventuali supplementi".

Articolo 5 della Legge sulle insegne e scritte destinate al pubblico del 29 marzo 1954: "Le insegne permanenti e non permanenti devono essere redatte in lingua italiana. Alle insegne potrà essere aggiunta, in caratteri non superiori a quelli del testo, né più appariscenti, la traduzione in una o più lingue nazionali o straniere presentata in guisa che manifesti sempre il carattere di traduzione.

Il presente articolo non si applica al comune di Bosco Gurin".

(cfr. anche art 4, cpv. 1 del Regolamento di applicazione della legge sulle insegne e scritte destinate al pubblico del 16 ottobre 1988: "Non sono soggette ad autorizzazione, purché siano redatte in lingua italiana".)

Articolo 14 – Scambi transfrontalieri

Nei settori della vita economica e sociale, della formazione e della cultura e in altri settori ancora esiste un'intensa collaborazione transfrontaliera fra il Cantone Ticino e l'Italia, in particolar modo con le province limitrofe raggruppate con il Cantone Ticino nella Regione Insubrica. In molti ambiti comincia a instaurarsi una cooperazione fra il Ticino e gli enti locali e provinciali italiani.

Il Decreto legislativo concernente lo stanziamento di un credito quadro per la cooperazione transfrontaliera del 18 agosto 1980 stanziava un credito quadro annuale di 3 milioni di franchi per il finanziamento delle attività di cooperazione transfrontaliera.

Il Decreto legislativo concernente la nuova regolamentazione dei rapporti tra il Cantone Ticino e il Comune di Campione d'Italia del 10 marzo 1998 regola, tenendo conto dell'Accordo quadro stipulato nel 1993 tra la Repubblica italiana e la Confederazione per la cooperazione transfrontaliera, i particolari e secolari rapporti di vicinato instauratisi tra il Comune di Campione d'Italia e il Cantone Ticino.

CHARTA EUROPEICA DA LAS LINGUAS REGIONALAS U MINORITARAS RAPPORT PERIODIC PRESCHENTÀ DA LA SVIZRA

Emprim rapport da la Svizra davart l'applicaziun da la Charta europeica da las linguas regionalas u minoritaras (Charta)

Introducziun

La Charta da las linguas regionalas u minoritaras pretenda da ses signataris la redacziun d'in rapport periodic ch'infurmescha davart sia applicaziun. Quest è l'emprim rapport preschentà da la Svizra.

El sa compona da trais parts. Las duas emprimas tractan l'applicaziun generala da la Charta sin plaun naziunal ed èn vegnidas redigidas da l'Uffizi federal da cultura. La terza part cumpiglia las contribuziuns dals dus chantuns Grischun e Tessin, en ils quals la Charta vegn applitgada principalmain.

L'Uffizi federal da cultura publicgescha il preschent rapport en franzos, talian e rumantsch. Per motivs pratics vegn renunzià a la translaziun rumantscha da la contribuziun dal Chantun Tessin.

I. Disposiziuns giuridicas

1. Inditgai p.pl. las disposiziuns giuridicas principalas, tenor las qualas la Charta europeica da las linguas regionalas u minoritaras vegn applitgada en Voss pajais. Sche Vus vulais, pudais menziunar las consideraziuns generalas ch'èn stadas decisivas per Voss pajais en la procedura da ratificaziun.

Las disposiziuns giuridicas principalas, tenor las qualas la Charta vegn applitgada en Svizra, sa chattan en il dretg costituziunal, en las cunvegns internaziunalas gia ratifitgadas da noss pajais ed en las leschas federalas.

Aspects costituziunals

Art. 116 CF

La plurilinguitad dal stadi federal cumpara gia en la costituziun dal 1848 (art. 109 ch'è daventà l'art. 116 en la CF dal 1874). Ma istoricamain daventa ella pir tranter las duas guerras mundialas in element essenzial da la conscienza naziunala e politica da noss pajais²³.

²³ Dal punct da vista istoric èsi interessant da constatar che, per far frunt al faschissem e nazissem (integraziun da l'Austria ils 15 da mars 1938), reconuscha la Svizra, ils 20 da favrer 1938, il rumantsch sco quarta lingua naziunala dasper il tudestg, il franzos ed il talian. Questas trais davosas linguas restan las linguas uffizialas da la Confederaziun. Uschè na daventan la reconuschientscha da la plurilinguitad da la Svizra ed il mantegniment da las minoritads

Dapi quel temp èn protecziun e promoziun da la cuminanza linguistica taliana e quella rumantscha daventadas pli e pli impurtantas en nossa politica da linguas. Quai demussa cunzunt il sustegn finanziel che la Confederaziun conceda als chantuns Grischun e Tessin. Quest sustegn è creschì cuntinuantamain ils davos onns. Il medem mument ha la Confederaziun introducì numerusas mesiras sin ses agen champ da cumpetenzza, per resguardar meglier las linguas minoritaras (talian e rumantsch) en ses contacts cun burgaisas e burgais²⁴.

Ils 10 da mars 1996 han il pievel ed ils chantuns acceptà il nov artigel da linguas en la constituziun (art. 116 CF) ed exprimì tras quai lur voluntad da mantegnair la quadrilinguitad en Svizra e da promover la chapientscha ed ils barats tranter las cuminanzas linguisticas. I segua il text dal nov art. 116²⁵:

¹Las linguas naziunalas da la Svizra èn il tudestg, il franzos, il talian ed il rumantsch.

²La Confederaziun ed ils chantuns promovon la chapientscha ed ils barats tranter las cuminanzas linguisticas.

³La Confederaziun sustegna las mesiras dals chantuns Grischun e Tessin per il mantegniment e la promoziun dal rumantsch e talian.

⁴Las linguas uffizialas da la Confederaziun èn il tudestg, il franzos ed il talian. Per il contact cun personas da lingua rumantscha è er il rumantsch lingua uffiziala da la Confederaziun. La lescha regla ils detagls.

L'alea 1 da l'artigel 116 descriva, sco gia en il passà, la situaziun linguistica en Svizra. Da questa disposiziun vegn deducì medemamain il territori geografic d'utilisaziun da las linguas naziunalas (princip territorial). «Sin basa da quest princip èn ils chantuns cumpetents da prender las mesiras necessarias per manifestar l'omogenitad e garantir ils cunfins dals territoris linguistics da la Svizra. La constituziun federala na precisascha dentant betg il caracter da questas mesiras, laschond uschia magari gronda libertad als chantuns. Malgrad quest fatg,... èsi d'affermar che quest princip pretenda da las autoritads chantunalas da prender mesiras efficacias cur ch'ina lingua naziunala è smanatschada»²⁶. En il cas che las linguas uffizialas chantunalas èn determinadas dals chantuns dat l'alea 1 da l'artigel 116 «spezialmain als chantuns bilings l'obligaziun da respectar las minoritads linguisticas. Els na pudessan betg laschar senza declerar sco lingua uffiziala ina lingua naziunala che vegn discurredda d'ina minoritad da la populaziun...»²⁷. Ils chantuns reglan pia sin basa dal princip territorial ils champs da la furmaziun, da la giustia, da las activitads e las instituziuns culturalas, da la vita economica e sociala sco er ils contacts cun las autoritads administrativas ed ils

linguisticas betg mo elements da l'identitad naziunala, mabain er elements constitutivs da la teoria dal stadi e da la politica culturala da noss pajais.

²⁴ Cfr. Instrucziuns dal Cussegl federal dals 19 da favrer 1997 davart la promoziun da la plurilinguitad en l'administraziun generala da la Confederaziun, cfr. medemamain l'opiniun dal Cussegl federal davart las minoritads linguisticas en il Rapport da las cumissiuns da gestiun a las chombras federalas davart las inspeziuns e las dumondas l'onn 1991, dals 10 d'avrigl 1992.

²⁵ Cfr. M. WYSS, « Das Sprachenrecht der Schweiz nach der Revision von Art. 116 BV », *RDS*, 1997, vol. 138, p. 141- 177.

²⁶ MALINVERNI en *Commentaire de la Constitution fédérale*, art. 116, no 2. Il princip territorial è in princip constituziunal nuncrit.

²⁷ MALINVERNI, nr. 6.

servetschs publics.

En quest connex èsi da sa referir a la libertad da lingua. I sa tracta d'in dretg constituziunal nuncrit, dentant renconuschì dal Tribunal federal l'onn 1965. Quest dretg garantescha il diever da la lingua materna tant a bucca sco en scrit. Or da questa perspectiva datti ina stretga relaziun tranter questa libertad e l'artitgel 116, alinea 1 da la constituziun: «En la mesira, en la quala la lingua materna... è ina lingua naziunala, è ses diever medemamain protegì... Indirectamain suttastritga pia l'art. 116 al. 1 il dretg da las personas privatas da duvrar lur atgna lingua en lur regiun linguistica.»²⁸ Perquai che la libertad da lingua è in dretg individual, n'è ella betg limitada sin in territori geograficamain determinà, mabain appartegna a mintga persuna, tuttina nua ch'ella sa chatta. Tenor la pli nova teoria ha la libertad da lingua in different cuntegn, sch'ella vegn applitgada en il contact tranter personas privatas u en il contact tranter personas privatas ed il stadi. En l'emprim cas sa tracti dal dretg da s'exprimer en la lingua ch'ins vul²⁹. En il segund cas sa tracti dal dretg minimal che garantescha da princip il diever d'ina lingua naziunala minoritara en in territori determinà, ditg cun auters pleds, dal dretg da las minoritads istoricas naziunalas d'ina tscherta grondezza da nu stuaire sa laschar prescriber ina suletta lingua uffiziala u ina suletta lingua d' istruzziun publica³⁰.

L'alinea 2 da l'artitgel 116 prevesa che la Confederaziun po uss ademplir, en cunvegna cun ils chantuns, autras incumbensas impurtantas per sustegnair las linguas naziunalas, spezialmain per promover la chapientscha ed il barat tranter las cuminzanzas linguisticas.

L'alinea 3 da l'artitgel 116 prevesa expressivamain che la Confederaziun è autorisada da sustegnair las mesiras prendidas dals chantuns Grischun e Tessin en favur da la lingua rumantscha e quella taliana. La lescha federala dals 6 d'october 1995 davart agids finansials per mantegnair e promover la lingua e cultura rumantscha e taliana (CS 441.3) e sia ordinaziun executiva (CS 441.31) ch'èn idas en vigur il 1. d'avust 1996 furman la basa legala che permetta a la Confederaziun da sustegnair las mesiras prendidas dals dus chantuns pertutgads.

L'artitgel constituziunal (art. 116 al. 4) regla il status da las linguas uffizialas e prevesa surtut che burgaisas e burgais rumantschs hajan il dretg da sa drizzar a las autoritads federalas en rumantsch. La Confederaziun da sia vart s'engascha per duvrar il rumantsch en ses contacts cun las pledadras ed ils pledaders da lingua rumantscha³¹. L'applicaziun dals alineas 2 e 4 da l'art. 116 duess vegnir concretisada cun ina lescha federala davart las linguas uffizialas e la chapientscha³².

La nova constituziun federala

Ils 18 d'avrigl 1999 han il pievel ed ils chantuns acceptà la refurma da la constituziun federala ch'il Cussegl federal e las chombras federalas avevan sutta mess a la votaziun.

²⁸ MALINVERNI, en *Commentaire de la Constitution fédérale*, La libertad da lingua, nr. 3.

²⁹ C. A. MORAND, «Liberté de la langue et principe de territorialité: variations sur un thème encore méconnu», *RDS*, 1993, vol. 108, p. 21ss.

³⁰ MORAND, p. 28ss. Da cas en cas èsi, en davosa instanza, chausa dal Tribunal federal da decider (cfr. Bar Amici ATF 116 Ia 345, e Assicuranzas Turitg Zbl 94 1993 133).

³¹ En il Chantun Grischun è il rumantsch ina lingua uffiziala cun ils medems dretgs sco il tudestg ed il talian.

³² Quest project ha d'ina vart l'intenziun da facilitar la coesistenza da las burgaisas e dals burgais da las differentas cuminzanzas culturalas e linguisticas e da l'autra vart da rinforzar la coesiun da l'entir pajais.

Las disposiziuns da l'art. 116 CF èn vegnidas surpigliadas en la nova constituziun e cumplettadas cun autras prescripziuns.

- L'artitgel da las linguas naziunalas è vegnì surpiglià analogamain en la part introductiva da la nova constituziun (art. 4 nCF). Quest artitgel exprima che la quadrilinguitad è ina caracteristica essenziala da la Svizra. El cumpiglia medemamain l'obligaziun implicita da la Confederaziun e dals chantuns da prender mesiras per mantegnair la quadrilinguitad da la Svizra.
- La libertad da lingua – ch'era fin uss in dretg nuncrit – figurescha en la nova constituziun sut il titel dals dretgs fundamentals (art. 18 nCF). Cun describer en l'art. 70 al. 2 nCF il senn e la finamira dal princip territorial – che na cumpariva n'er betg explicitamain en la veglia constituziun – vegn resguardada l'interacziun tranter la prerogativa individuala da la libertad da lingua ed il princip territorial.
- L'art. 70 al. 2 nCF dat l'incarica a la Confederaziun ed als chantuns da promover chapientscha e barats tranter las cuminanzas linguisticas. Questa incarica vegn rinforzada cun quella che la Confederaziun obtegna da l'art. 2 nCF, quai vul dir che la Confederaziun promova la coesiun interna e la diversidad culturala dal pajais.
- Tenor la nova constituziun ha la Confederaziun il duair da sustegnair ils chantuns plurilingvs tar l'adempliment da lur incumbensas spezialas (art. 70 al. 4 nCF).

La nova constituziun è entrada en vigur igl 1. da schaner 2000.

Aspects internaziunals

La Svizra è in stadi monist sin il champ dal dretg internaziunal. Ils cuntrats internaziunals ch'ella ratifitgescha han perquai immediatamain la valor da dretg naziunal. Perquai èsi impurtant da menziunar sequents texts en quest rapport:

Patg internaziunal davart ils dretgs civils e politics

Plirs instruments ch'èn vegnids ratifitgads da la Svizra cuntegnan disposiziuns cun consequenzas immediatas sin il sector da las linguas. Uschia garantescha l'artitgel 27 dal Patg internaziunal davart ils dretgs civils e politics (CS 0.103.2) la protecziun da las minoritads linguisticas, entant che l'artitgel 26, ensemen cun l'artitgel 2, scumonda las discriminaziuns che sa basan oravant tut sin la lingua. En il rom da tschertas garantias giudizialas garantescha l'artitgel 14, alinea 3, letras a ed f da quest Patg a mintga persuna che vegn atgisada d'ina cuntravenziun il dretg da vegnir infurmada davart il plant che vegn purtà cunter ella en ina lingua ch'ella chapescha, ubain, sche quai n'è betg pussaivel, da pudair far diever d'ina interpreta u d'in interpret.

Convenziun europeica dals dretgs umans

Talas garantias èn previsas er en la Convenziun europeica dals dretgs umans (CEDU, cfr. art. 5 al. 2 ed art. 6 al. 3). Plinavant scumonda l'artitgel 14 CEDU (CS 0.101)

medemamain las discriminaziuns che sa basan sin la lingua, sch'ins po constatar in connex cun ils dretgs che la convenziun fixescha.

Convenziun davart ils dretgs da l'uffant

L'artitgel 30 da la Convenziun davart ils dretgs da l'uffant prevesa la protecziun da l'uffant che fa part d'ina minoritad linguistica.

Patg internaziunal davart ils dretgs economics, socials e culturals

Er las disposiziuns dal Patg internaziunal davart ils dretgs economics, socials e culturals, al qual la Svizra fa part, sa refereschan al dretg d'educaziun ed als dretgs culturals (art. 13 e 15) ed han medemamain l'intent da proteger e promover las linguas minoritaras.

Convenziun da basa per la protecziun da las minoritads naziunalas

Per finir ha la Svizra ratifitgà dacurt la Convenziun da basa per la protecziun da las minoritads naziunalas. Quest text cuntogna medemamain pliras disposiziuns davart la libertad da lingua, sco p.ex. il dretg da pudair duvrar libramain e senza impediment sia lingua minoritara en il sectur privat sco er public, a bucca ed en scrit (art. 10); plinavant il dretg da mintga persuna che fa part d'ina minoritad naziunala da pudair duvrar ses num (u ses num da famiglia) e ses prenums en la lingua minoritara ed il dretg da la renconuschientscha uffiziala da quels (art. 11), sco era il dretg d'emprender la lingua minoritara e da crear instituziuns per quest intent (art. 13, 14).

Aspects legislativs

Lescha federala davart agids finansials per mantegnair e promover la lingua e cultura rumantscha e taliana

La lescha federala davart agids finansials per mantegnair e promover la lingua e cultura rumantscha e taliana (cfr. sura) prevesa che la Confederaziun po conceder agids finansials als chantuns Grischun e Tessin per sustegnair mesiras generalas per mantegnair e promover en emprima lingia las linguas e culturas en dumonda, en secunda lingia las organisaziuns ed instituziuns ch'han incumbensas per il mantegniment e la promoziun da questas duas linguas e culturas ed en terza lingia per sustegnair l'activitad editoriala en la Svizra rumantscha e taliana. La lescha prevesa medemamain il sustegn da la pressa rumantscha. Quests agids sa muntan per l'onn 1999 a fr. svizzers 4'631'300.- per il chantun Grischun e fr. 2'246'132.- per il chantun Tessin.

Lescha federala davart radio e televisiun

Sin fundament da la lescha federala dals 21 da zercladur 1991 davart radio e televisiun (CS 784.40) dispona la Societad svizra da radio e televisiun (SSR) d'ina concessiun per emitter programs linguistics sin plaun naziunal e regiunal. Las prestaziuns da la SSR

han uschia ina impurtanza considerabla per promover las linguas. La SSR tegna quint spezialmain da la quadrilinguitad da la Svizra. La purschida dals programs emess da radio e televisiun resguarda uschia tut las regiuns linguisticas e tut las linguas naziunalas. La SSR emetta programs da televisiun specifics en mintga lingua uffiziala da las regiuns pertutgadas. Il Cussegl federal fixescha ils princips che permettian da considerar ils basegns da la Svizra rumantscha, il quals vegnan resguardads en ils programs da la SSR.

La SSR emetta programs da radio en tut las linguas naziunalas da las regiuns linguisticas pertutgadas. In program da radio en lingua tudestga, franzosa e taliana vegn emess sin l'entir territori da la Svizra. Questa purschida da la SSR è reglada en las directivas dals 31 d'avust 1994 davart la planisaziun da las raits d'emetturs d'UUC che prevesa d'ina vart ch'ils emprims emetturs linguistics regional vegnian svilupps fin che tut las vischnancas da passa 200 abitantas ed abitants èn provididas cun quels e da l'autra vart, che l'emettur che serva per emetter il program dal Radio rumantsch vegnia svilupps en chantun Grischun fin che tut las vischnancas da passa 200 abitantas ed abitants èn provididas cun quel. Sco ch'ins vesa cuntegna questa purschida effectivmain programs da radio ch'èn destinads per la zona da derasaziun tradiziunala dal rumantsch. Grazia al cabel ed a l'emissiun per satellit pon quests programs vegnir retschavids medemmain en numerusas citads e vischnancas che sa chattan ordaifer la zona tradiziunalmain rumantscha. Plinavant resguarda la SSR ils interess da la cuminanza rumantscha en ils programs da la televisiun tudestga, franzosa e taliana.

Lescha federala davart las publicaziuns uffizialas

La lescha federala dals 21 da mars 1986 davart las publicaziuns uffizialas (CS 170.512) prevesa che la publicaziun en la Collecziun uffiziala succeda en las trais linguas uffizialas (art. 8), quai vul dir en tudestg, franzos e talian. A regard il rumantsch prescriba la lescha (art. 14 al. 3) che «ils decrets legislativs d'ina tscherta impurtanza pon plinavant vegnir publitgads en lingua rumantscha en in supplement dal Fegl uffizial federal.» Il Cussegl federal determinescha ils texts ch'èn da publitgar suenter avair consultà il chantun Grischun (cfr. art. 11 al. 1 da l'ordinaziun dals 15 d'avrigl 1987 davart las publicaziuns uffizialas). Plinavant prevesa l'ordinaziun dal 1. da fanadur 1995 davart la translaziun en l'administraziun generala da la Confederaziun da translatar texts en tut las linguas uffizialas da la Confederaziun, inclus en rumantsch. Questa mesira vegn anc rinforzada cun acceptar il project da la lescha federala davart las linguas uffizialas e la chapientscha (cfr. sura).

Motiv per la ratificaziun

Las ponderaziuns decisivas per la Svizra en la procedura da ratificaziun da la Charta èn il medem mument d'urden naziunal ed internaziunal. Dal punct da vista naziunal è il mantegniment da la quadrilinguitad en Svizra ina da las finamiras principalas da la politica da lingua da la Confederaziun. Dal punct da vista internaziunal permetta la ratificaziun da la Charta d'exprimer concretmain l'engaschament da la Svizra en favur dals problems che tangheschan la pluralitad da las culturas e la protecziun da las minoritads en Europa. En quest senn è la Charta in element fundamental per construir in'Europa fundada sin il respect da la diversitad culturala.

2. Inditgai p.pl. tut las linguas regiunalas u minoritaras - tenor la definiziun en la letra a da l'artitgel 1 da la Charta - che vegnan duvradas sin il territori da Voss stadi. Precisai er en qualas parts dal territori che las pledadras ed ils pledaders da questas linguas èn domiciliads.

Concept da lingua regionala u minoritara

Nus vulain precisar che la Svizra represchenta ina situaziun atipica en confrunt cun quella che la Charta prenda en mira, numnadamain a regard las linguas regiunalas u minoritaras ch'èn smanatschadas en lur existenza, ed ina situaziun differenta da quella dad in stadi cun ina lingua naziunala uffiziala e maioritara. Da la descripziun che preceda davart l'art. 116 CF resulti efectivamain ch'i n'exista en Svizra betg ina lingua regionala u minoritara en senn giuridic. Nagina lingua da la Svizra na correspunda a las caracteristicas da la definiziun ch'è vegnida formulada en la Charta per ina lingua regionala u minoritara; i manca la cundiziun da l'artitgel 1 letra a, ii, perquai che l'artitgel 116 CF designescha tut las linguas naziunalas dal pajais sco linguas uffizialas.

Ma la Charta prevesa in'otra categoria en l'art. 3 al. 1, quella da «lingua uffiziala main derasada». Sch'ins tegna quint da nossa basa costituziunala e legislativa, da la pratica da la Confederaziun sin il sector da las linguas e da las posiziuns ch'èn vegnidas formuladas d'ina gronda part dals chantuns a chaschun da las duas proceduras da consultaziun ch'han percedì la ratificaziun da la Charta, lura daventi evident che las duas linguas che correspundan a la denominaziun da «lingua uffiziala main derasada» èn il rumantsch ed il talian. Il rumantsch è la suletta lingua naziunala che na po betg sa basar sin il reservuar linguistic e cultural d'in pajais vischin. La cuminanza rumantscha po uschia quintar be cun ella senza per sviluppar e renovar sia lingua.

La cuminanza italiana da sia vart sa chatta en ina situaziun marginala e sensibla che po facilmain promover dischequibers. Quai vesan ins spezialmain sin il champ da la furmazion professiunala: las persunas da lingua taliana ston avair bunas enconuschientschas d'ina segunda, schizunt d'ina terza lingua per avair access a tschertas purschidas da perfecziunament professiunal u al champ da l'economia. Questa situaziun ha damai consequenzas sin la piazza che l'emprima lingua d'instrucziun occupa. Questa vegn en general negligida a favur da l'instrucziun da la segunda e terza lingua (cfr. FUF 1995 II 1192ss).

Evidentamain èn las situaziuns dal tudestg e dal franzos en Svizra cumpletamain differentas en quest regard. Per quellas linguas na pon ins betg far valair la qualificaziun da «lingua uffiziala main derasada». Plinavant correspunda la tscherna dal rumantsch e dal talian al senn da l'artitgel 116 CF, il qual ha la finamira principala da mantegnair la quadrilinguitad en Svizra. Questas duas linguas pon efectivamain profitar da las mesiras da promoziun che la Charta prevesa.

La Charta prevesa ch'ils stadis contrahents s'engaschan per applitgar las disposiziuns da la part II da la Charta per tut las linguas regiunalas u minoritaras che vegnan duvradas sin lur territori analogamain a las definiziuns da l'artitgel 1. En questa perspectiva e tegnend quint dal spiert dal text che vul mantegnair il patrimoni linguistic europeic (cfr. sura), èsi important da pratitgar ina politica averta ed ambiziosa en

applicaziun da la part II da la Charta, resguardond la diversitad linguistica ch'exista en plirs chantuns. Uschia pon ins considerar che las quatter linguas naziunalas hajan en in u l'auter chantun la situaziun d'ina lingua istoricamain e tradiziunalmain minoritara che merita sco tala l'applicaziun dals princips ed il respect da las finamiras ch'èn previsas en l'artitgel 7. Perquai èsi inditgà d'applitgar la part II da la Charta per tut las quatter linguas naziunalas da noss pajais. Questa interpretaziun sa cunfa dal tutfatg cun la lingia da l'artitgel 116 al. 1 da la constituziun che pretenda dals chantuns il respect da las minoritads linguisticas ch'èn etablidas tradiziunalmain sin lur territori e la realisaziun da mesiras efficacias cur ch'ina lingua naziunala è smanatschada.

Princip territorial

A regard la repartiziun geografica da las pledadras e dals pledaders da las duas linguas pertutgadas principalmain da la Charta pon ins constattar ch'els èn domiciliads en ils chantuns Grischun e Tessin (cfr. la charta linguistica da la Svizra en l'aggiunta). En noss pajais correspunda la derasaziun territoriala da las linguas a las zonas da derasaziun tradiziunala. Questa situaziun ha ina stretga colliaziun cun l'istorgia da la furmaziun da la Svizra dapi il temp medieval, sco lia da republicas cidadinas e champestras. Ditg cun auters plets, la Svizra è sa furmada da sut ensi cun reunir differentas cuminanzas politicas e culturalas en in corp communabel, in corp definì sco «Confederaziun»³³ e betg sco «naziun». Questa davosa caratteristica è decisiva perquai ch'ella permetta da chapir il medem mument la natira dal stadi ed il fatg che gruppas che na possedan betg la medema lingua u la medema cultura u la medema religiun han pudì viver ed exister ensemen (pli u mains paschaivlamain tenor las epocas).

Questa cumposiziun territoriala n'impedescha dentant betg il diever d'ina lingua ordaifer sia zona da derasaziun tradiziunala. Ma en quest connex na profita la lingua da princip betg d'in sustegn giuridic u politic. I dat p.ex. fitg bleras persunas da lingua taliana ordaifer lur atgna regiun linguistica. Ellas represchentan dapli che la mesadad da las persunas da lingua taliana en Svizra. Questa situaziun vegn declarada per gronda part da la ferma immigraziun da burgaisas e burgais da naziunalitad taliana en Svizra a l'entschatta dals onns 1960. Id è interessant da constatar ch'il mantegniment ed il diever da la lingua taliana è pli frequent en la regiun tudestga ch'en las regions franzosas e rumantschas. La preschientscha da la cuminanza da lingua rumantscha ordaifer sia atgna regiun linguistica è strusch da constatar. Dentant currepundi medemamain a la realtad che las pledadras ed ils pledaders rumantschs che vivan ordaifer las vals grischunas represchentan quasi la mesadad da tut las persunas che discurren rumantsch. Quest fatg mussa fitg bain la posiziun debbla dal rumantsch en Svizra.

³³ Sch'ins discurren anc oz da la «Confederaziun svizra», è la Svizra tuttina, tenor dretg, in stadi federal.

3. Inditgai p.pl. il dumber da las pledadras e dals pledaders da mintga lingua regionala u minoritara e precisai ils criteris che Voss pajais ha applitgà per definir «il pledader e la pledadra d'ina lingua regionala u minoritara» per quest intent.

Las cifras suandantas da las pledadras e dals pledaders da mintga lingua en Svizra derivan da la davosa dumbraziun dal pievel effectuada l'onn 1990:

- populaziun entira: 6 873 687 persunas
- tudestg: 4 374 694 persunas (63,6 %), da las qualas 134 146 ordaifer la zona da derasaziun tradiziunala
- franzos: 1 321 695 persunas (19,2 %), da las qualas 85 146 ordaifer la zona da derasaziun tradiziunala
- talian: 524 116 persunas (7,6 %), da las qualas 279 273 ordaifer la zona da derasaziun tradiziunala
- rumantsch: 39 632 persunas (0,6 %), da las qualas 14 458 ordaifer la zona da derasaziun tradiziunala
- autras linguas: (spagnol 1,7 %; serbocroat 1,6 %; portugais 1,4 %; tirc 0,9 %; englais 0,9 %; autras 2 %).

Per quai che riguarda ils criteris applitgads per definir «il pledader u la pledadra d'ina lingua regionala u minoritara» - tenor la definiziun da la Charta, tenor la basa constituziunala e tenor la cumposiziun territoriala da las linguas en Svizra - è la residenza u il domicil en ina zona da derasaziun tradiziunala da la lingua il criteri decisiv, senza considerar la naziunalitad dal pledader u da la pledadra. Considerond l'intent cultural da la Charta e perquai che la convenziun n'ha betg la finamira da proteger e promover las minoritads linguisticas, mabain las linguas regionalas u minoritaras sco in aspect smanatschà dal patrimoni cultural europeic, n'ha la Svizra betg retegnì ch'i saja necessari d'aggiuntar l'interpretaziun da la «naziunalitad» a la noziun da «pledader u pledadra», e n'er betg ina restricziun al dretg da burgais sco ch'ella ha fatg cun ratifitgar la Convenziun da basa per la protecziun da las minoritads naziunalas. Dal rest correspundan la definiziun da la Charta («lingua che vegn duvrada tradiziunalmain en in territori definì d'in stadi») sco er il renviament en il preambel a las «atgnas tradiziuns istoricas da mintga regiun da l'Europa» fitg bain a la pratica da la Svizra sin il sector da la politica da lingua.

4. Inditgai p.pl. qualas linguas che, tenor lur definiziun en la letra c da l'artitgel 1 da la Charta, na possedan betg in territori, ma vegnan duvradas sin il territori da Voss stadi ed inditgai las cifras statisticas da las pledadras e dals pledaders.

En Svizra èn las linguas senza territori las linguas dals zagrenders ed il jiddisch. Las pledadras ed ils pledaders da questas linguas n'han fin uss anc betg fatg valair ina revendicaziun sin plaun naziunal. Questas linguas na vegnan betg resguardadas en la politica da lingua da noss pajais. Ils zagrenders svizzers (Jens) dovran lur lingua be en

lur grupp. La populaziun jena svizra quinta var 30'000 personas tenor las stimas las pli autas, ma i na dat naginas cifras statisticas.

Questa cuminanza vegn considerata sco minoritad «culturala» e betg sco minoritad linguistica; il sustegn ch'ella obtegna vegn pia concedì sut il titel da promoziun culturala. I sa tracta d'in sustegn finanziel per las organisaziuns represchentativas, numnadamain la «*Radgenossenschaft der Landstrasse*» e la fundaziun «*In futur per ils vagants svizers*».

5. Inditgai p.pl. sch'i dat en Voss pajais organs u organisaziuns fixads en la lescha che promovon la protecziun ed il svilup da las linguas regionalas u minoritaras. Sche Vus confermais questa dumonda, menziunai lur nums e lur adressas.

Las organisaziun che promovon la protecziun ed il svilup da las linguas regionalas u minoritaras en Svizra èn:

- *Lia rumantscha*

Obere Plessurstrasse 47, CH - 7000 Cuira
tel. 41 81 258 32 22 fax: 41 81 258 32 23

- *Pro Grigioni Italiano*

Martinsplatz 8, CH - 7000 Cuira
tel. 41 81 252 86 16 fax: 41 81 253 16 22

- *Agentura da Novitads Rumantscha*

Comercialstrasse 22, CH - 7000 Cuira
tel. 41 81 250 48 00 fax: 41 81 250 48 03.

La *Lia rumantscha* sustegna la lingua e la cultura rumantscha en quatter differentas modas: ella unescha e sustegna las organisaziuns rumantschas, ella realisescha e promova projects sin quest sector, ella s'occupa da las dumondas da politica da lingua e represchenta la cuminanza rumantscha ordaifer la zona da derasaziun tradiziunala. Ses program cumpiglia activitads sin il sector da lingua, translaziun, publicaziun, infurmaziun, documentaziun, da l'ediziun da cudeschs da scola e da las relaziuns publicas.

La *Pro Grigioni Italiano* ha la finamira da promover la manifestaziun da la vita dal Grischun da lingua taliana e da meglierar las premissas culturalas e la basa d'existenza da la populaziun taliana dal Grischun. Ella organisescha er referats, exposiziuns, concerts e curs. Ella pussibiltescha l'ediziun da pliras publicaziuns periodicas. Ella sustegna medemamain activitads per mantegnair e promover la lingua taliana en Grischun, per retschertgas istoricas, linguisticas, economicas e socialas.

L'*Agentura da Novitads Rumantscha* è in'agentura da pressa independenta. Ses intent è da sustegnair las medias rumantschas cun prestaziuns redacziunalas per rinforzar uschia l'infurmaziun en lingua rumantscha.

6. Inditgai p.pl. sch'in organ u ina organisaziun è vegnì consultà per elavurar quest rapport periodic. Sche Vus confermais questa dumonda, precisai da tge organ u organisaziun ch'i sa tracta.

La collavuraziun è il princip fundamental da la politica da lingua da la Confederaziun. I sa tracta d'ina cooperaziun cun ils chantuns Grischun e Tessin sco er cun las organisaziuns surmenziunadas, e quai per preparar ils projects da lescha e per tut las autras dumondas specificas da lingua che las pertutgan. Tenor l'ordinaziun davart agids finanziaus per mantegnair e promover la lingua e cultura rumantscha e taliana sto la Confederaziun organisar almain ina giada l'onn ina sesida da coordinaziun cun ils represchentants dals chantuns Grischun e Tessin. Questa discussiun annuala dat a las parts la pussaivladad da s'exprimer davart dumondas generalas da la promoziun da lingua sco er davart las mesiras concretas da promoziun.

La realisaziun da las disposiziuns da promoziun da la Charta pertutgan per gronda part il champ da cumpetenza dals chantuns Grischun e Tessin. Perquai èsi evident ch'ils dus chantuns han cooperà a la redacziun da quest rapport en atgna responsabladad.

7. Inditgai p.pl. las mesiras che Vus avais prendì (tenor l'artitgel 6 da la Charta) per infurmar davart ils dretgs e duairs che resultan da l'applicaziun da la Charta.

Avant la ratificaziun da la Charta ha la Confederaziun manà tras en october 1993 e matg 1996 duas consultaziuns dals chantuns. Questas duas proceduras da consultaziun han pussibilità ina largia discussiun davart il cuntegn e las finamiras da la Charta sco er davart sia adattaziun a la pratica naziunala svizra.

A chaschun da l'approvaziun da la Charta tras l'assemblea federala (parlament) l'onn 1997, han las discussiuns parlamentaras provotgà blers rapports en la pressa ed en las medias da la Svizra.

En moda pli generala pon ins signalar ch'ils principals fixads en la Charta èn identics cun ils dretgs accordats a las cuminanzas rumantschas e talianas en il dretg chantunal e federal. Plinavant maina la collavuraziun usitada sin il sector da la politica da linguas inevitablmain ad ina vasta discussiun ch'implitgescha las organisaziuns ed ils chantuns concernads.

L'incarica d'infurmaziun e da derasaziun da la Charta vegn medemamain ademplida en ils chantuns.

Las dumondas da lingua èn savens il tema en blers colloquis, scuntradas e publicaziuns, nua che la Charta vegn citada. Menziunain p. ex. las suandantas occurrenzas:

- ils inscuters regulars e periodics cun las autoritads dals chantuns Grischun e Tessin,
- ils inscuters regulars e periodics cun las organisaziuns menziunadas,
- la participaziun da las autoritads chantunals e da las organisaziuns menziunadas ad

- occurrenzas organisadas da las autoritads federalas, sco p.ex. ils inscuters d'Ascona e «Punts, ponti, ponts, Brücken» (inscuter ch'è vegnì organisà l'onn 1996 en vista a la nova lescha davart las linguas uffizialas e la chapientscha),
- la participaziun a la discussiun publica tras artitgels en differentas publicaziuns (Revue suisse de science politique, Babylonica, NZZ; e.u.v.).

Tut questas mesiras permettan da garantir ina fitg vasta derasaziun dal cuntegn da la Charta en Svizra sco er dals dretgs e duairs che resultan da si'applicaziun.

II. Las mesiras prendidas per applitgar l'artitgel 7 da la Charta

1. Inditgai p.pl. tge mesiras che Voss stadi ha prendì en applicaziun da l'artitgel 7 da la Charta per las linguas regionalas u minoritaras surmenziunadas en ils chapitels 2 e 4 da l'emprima part, distinguend ils differents stgalims da responsabladad.

Per las mesiras en applicaziun da l'art. 7 da la Charta èsi da renviar a l'emprima part dal rapport pertutgant las disposiziuns costituziunalas e la cumposiziun territoriala da las linguas en Svizra.

Tut las linguas discurrendas tradiziunalmain en Svizra han il status da lingua «naziunala» e «uffiziala», cun tut las consequenzas per il diever da la lingua en la vita publica e privata, en la furmaziun ed en la perscrutaziun. Ils chantuns han medemamain l'obligaziun costituziunala da respectar la zona da derasaziun tradiziunala da las linguas discurrendas sin lur territori. Analogamain han tut las linguas discurrendas tradiziunalmain sin il territori d'in chantun il status da «lingua uffiziala» da quest chantun. La libertad da lingua rinforza anc quest status cun garantir ina protecziun individuala. Dal rest impedescha l'organisaziun costituziunala da la Svizra cun chantuns suverans tut las midadas arbitraras da las divisiuns administrativas existentas.

La Confederaziun da sia vart surpiglia la responsabladad per il diever da las linguas uffizialas e per il respect da la quadrilinguitad sin tut ses champs da cumpetenz sco p.ex. l'administraziun, las instituziuns politicas, la giustia, l'instrucziun universitara e la perscrutaziun sco er la furmaziun professiunala.

Perquai che pertutga las relaziuns tranter las gruppas linguisticas èsi da renviar a la finamira principala da la politica culturala da la Confederaziun, che consista en la promoziun dal barat, dal dialog e da la chapientscha vicendaivla tranter las differentas cuminzanzas culturalas e linguisticas dal pajais. Quai è ina da las prioritads principalas da la fundaziun svizra per la cultura Pro Helvetia. Ella retegna che l'impurtanza dal mantegniment da la diversitad culturala e da la coesiun interna dal pajais saja creschida en quests davos onns. La Pro Helvetia è in'instituziun autonoma, finanziada interamain da la Confederaziun. Per la perioda 1996-1999 sa munta il preventiv annual a radund 30 milliuns francs. La Pro Helvetia sustegna cun quests daners la translaziun d'ovras litteraras d'ina lingua naziunala en autras, la circulaziun da producziuns artisticas (teater, concerts, exposiziuns, e.u.v.) tranter las differentas regiuns culturalas e

linguisticas sco er la furmaziun dals creschids. Il radio e la televisiun surpiglian medemamain questa incumbensa da promover il dialog e la chapientscha vicendaivla. Plinavant vegn preparà in project per ina lescha federala davart las linguas (cfr. sut). L'instrucziun d' autras linguas naziunalas ultra da la lingua materna è ina part dal plan d'instrucziun dals chantuns. En quest connex vulain nus render attent a las recumandaziuns dals 30 d'october 1975 da la Conferenza dals directurs chantunals d'educaziun davart l'instrucziun d'ina segunda lingua naziunala en scola primara.

A regard la promoziun activa dal franzos e dal tudestg èsi da considerar che questas duas linguas profitan d'ina populaziun numericamain gronda avunda e d'in *retroterra* (la Frantscha d'ina vart, la Germania e l'Austria da l'otra vart) ferm avunda per nun avoir basegn d'in sustegn dal stadi en il senn da la Charta. Las mesiras ch'èn vegnidadas prendidas per il rumantsch ed il talian èn vegnidadas preschentadas en l'emprima part dal rapport.

Nus avain precisà en l'emprima part che las linguas senza territori retschaivan in sustegn en furma d'ina promoziun da lur cultura.

2. Inditgai p.pl. eventualas ulteriuras mesiras che Vus avais previs en Voss pajais.

Nova lescha federala davart las linguas

En consequenza da bleras intervenziuns parlamentaras e sin fundament da la veglia e da la nova constituziun ha il Cussegl federal incumbensà l'administraziun d'elavurar ina legislaziun (la nova lescha davart las linguas) che prevesa mesiras concretas per realisar las disposiziuns da la constituziun. Questa legislaziun duai reglar il diever da las linguas uffizialas davart las autoritads e l'administraziun federala (art. 70 al. 1 nCF), la promoziun da la comunicaziun e dals barats tranter las cuminanzas linguisticas (art. 70 al. 3 nCF) ed il sustegn da la Confederaziun als chantuns plurilingus (art. 70 al. 4 nCF). Questas mesiras han la finamira da rinforzar la quadrilinguitad da la Svizra, perquai ch'ils servetschs federals vegnan a duvrar pli savens las linguas regionalas e minoritaras e perquai ch'ins vul pussibilitar mesiras per promover il svilup da la cumpetenza linguistica individuala. Per realisar questas mesiras en la pratica è necessaria in stretga collavuraziun tranter la Confederaziun ed ils chantuns, numnadamain per crear las cundiziuns che permettian da realisar ils concepts da furmaziun innovativs che tegnan quint da la diversitad linguistica dal pajais. Sin basa d'ina lescha da las linguas po la Confederaziun sco part contrahenta da la Charta medemamain extender ses engaschament da promoziun linguistica.

III. Contribuziun dal chantun Grischun

3.1. Rapport dal chantun Grischun davart l'applicaziun da la Charta

Sin il territori dal chantun Grischun valan la lingua rumantscha e taliana sco linguas regionalas resp. minoritaras en il senn da la Charta. En il sequent vegn tractà

separadamain per mintgina da questas linguas, tge alineas u litteras ch'èn applitgables per ellas e co ch'il chantun Grischun realisescha questas disposiziuns da la Charta.

Per la lingua rumantscha

Artitgel 8 – Furmaziun

a. Disposiziuns applitgables

- Al. 1 let. a iv
- let. b i
- let. c iii
- let. d iii
- let. f iii
- let. h

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a iv: Tenor l'art. 46 da la constituziun chantunala èn il tudestg, il talian ed il rumantsch linguas chantunals cun il medem dretg. Tenor art. 1 al. 1 da la lescha da scolina dal chantun Grischun èsi tranter auter l'incumbensa da la scolina da tgirar l'abilitad linguistica da s'exprimer. I sa chapescha da sasez che la lingua rumantscha è decisiva en scolinas che vegnan purtadas da vischnancas rumantschas. En vischnancas da la diaspora vegnan per part manadas scolinas rumantschas e tudestgas, per part er scolinas bilinguas. En la chapitala Cuira maina l'organisaziun linguistica Lia Rumantscha ina scolina rumantscha. Las scolinas rumantschas han ina funcziun renconuschida per l'integrasiun linguistica d'uffants da linguas estras e cun quai er per il mantegniment dal rumantsch. Il chantun porscha perquai er contribuziuns finanzialas per la collavuraziun cun forzas auxiliaras per promover uffants da linguas estras (art. 29 let. a lescha da scolina).
Il chantun garantescha las scolinas rumantschas tras la furmaziun da mussadras e mussaders da lingua rumantscha en ina partiziun speziala dal seminari da mussadras a Cuira. A partir da l'onn da scola 2003/04 vegn la furmaziun da questas persunas d'instrucziun ad avair lieu a la scol'auta professiunala da pedagogia (mira lescha davart la scol'auta professiunala da pedagogia dals 27 da settember 1998).
- let. b i En la lescha grischuna da scola, en l'ordinaziun executiva tar la lescha da scola ed en ils plans d'instrucziun vegn fatg la differenza tranter scolas fundamentalas da lingua tudestga, taliana e rumantscha. Las vischnancas tschernan sez il tip da scola decisiv per lur scola fundamentala. Uschia pussibilitescha l'urden chantunal da scola da manar scolas rumantschas en il territori da

lingua rumantscha. En vischnancas cun scola fundamentala tudestga po la lingua rumantscha er vegnir tschernida sco emprima lingua estra (art. 4^{quinquies} lescha da scola, [va en vigur igl 1. d'avust 1999]). Differentas vischnancas en il territori da cunfin linguistic han fatg diever da questa pussaivladad.

Il chantun metta a disposiziun a las scolas primaras rumantschas ils meds d'instrucziun necessaris en lingua rumantscha (art. 19 lescha da scola). Cumpetentas èn la cumissiun da meds d'instrucziun correspondentia e la chasa editura chantunala da meds d'instrucziun.

Il chantun garantescha la furmaziun da magistras e magisters da lingua rumantscha per la scola primara. Quai succeda actualmain anc al seminari da magisters grischun. Cun la revisiun la lescha davart las scolas medias e l'acceptaziun da la lescha davart la scol'auta professiunala da pedagogia dals 27 da settember 1998 vegn la furmaziun dals magisters primars a vegnir midada fundamentalmain. Questa vegn en avegnir realisada sin stgalim terziar a la scol'auta professiunala da pedagogia ch'è anc da stgaffir. Per garantir la furmaziun dals magisters primars rumantschs vegn revalidada considerablmain l'instrucziun da rumantsch sin il stgalim gimnasial. En la furmaziun gimnasiala duai il rumantsch pudair vegnir tschernì sco lingua primara integrala.

Ultra da quai vegn er purschida ina maturitad bilingua (rumantsch/tudestg). Mancanza d'enconuschientschas da la lingua rumantscha duessan futuras persunas d'instrucziun rumantscha er anc pudair cumpensar a la scol'auta professiunala da pedagogia. Igl è previs da cumenzar cun questa scol'auta per l'onn da scola 2003/2004. Il chantun garantescha er il perfecziunament e la furmaziun supplementara da las persunas d'instrucziun, surtut er sin il sector da linguas (art. 56 lescha da scola).

let. c iii Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias dals 27 da settember 1998 è la posiziun dal rumantsch sin quest stgalim vegnida rinforzada considerablmain. A partir da l'onn da scola 1999/2000 vegni ad esser pussaivel d'absolver en Grischun ina maturitad bilingua (rumantsch/tudestg). Sper il rom "rumantsch" ston per quest intent vegnir purschids almain dus ulteriurs roms da basa en rumantsch. Suenter la revisiun da la lescha davart las scolas medias po il rumantsch vegnir tschernì en il rom da la scolaziun gimnasiala er sco lingua primara cun dotaziun cumplaina d'uras, sco lingua estra, sco rom prioritar u sco rom facultativ.

let. d iii Igl è chausa da la Confederaziun da fixar ils plans d'instrucziun per l'instrucziun professiunala da la pli gronda part da las professiuns. Il rumantsch n'ha betg blera paisa en quests plans d'instrucziun. Ultra da quai vegnan ensemen en las pli bleras scolas professiunalas en Grischun emprendists da differentas linguas maternas. Perquai èsi oravant tut per motivs organisatorics difficil d'offrir rumantsch en las scolas professiunalas. Quai che riguarda la purschida da rumantsch en las differentas

scolas professiunalas, sa mussa in maletg relativamain heterogen. A la scola professiunala artisanala-industriala a Cuira n'èsi betg stà pussaivel d'integrar l'instrucziun da rumantsch en la purschida d'instrucziun da l'onn da scola 1999/2000. Ins tschertga dentant pussaivladads per porscher als emprendists rumantschs en il futur ina part da l'instrucziun generala en lur lingua. Ina tala soluziun chaschuna custs supplementars considerabels ed è politicamain betg simpla da realisar. A la scola professiunala a Samedan vegn l'instrucziun dada da princip en tudestg, ma il rumantsch vegn resguardà en il rom da curs da bloc per ils emprendists rumantschs. A Glion vegn il rumantsch resguardà pragmaticamain ed integrà en l'instrucziun generala tut tenor la cumposiziun da la classa. A las scolas commercialas a Glion e Samedan è ina lecziun da rumantsch per emna obligatoria per scolaras e scolaras da lingua rumantscha.

- let. e ii Actualmain exista a l'universitad da Friburg ina professura ordinaria per la lingua e cultura rumantscha. Er la scola politecnica federala a Turitg ha ina professura per litteratura rumantscha che n'è dentant actualmain betg occupada. Cun la participaziun dal chantun Grischun vegn empruà d'occupar puspè questa professura da rumantsch a Turitg e da la mantegnair a lunga vista.
- let. f iii En Grischun è la furmaziun da creschids organisada sin basa privata. En il program da curs da las differentas organisaziuns vegnan per regla er purschids curs da rumantsch. Il chantun sa participescha sin basa da l'art. 6 da la lescha da perfecziunament als custs imputabels per tals curs.
- let. g Istorgia culturala e litterara è tenor plan d'instrucziun da la scola reala e secundara rumantscha ina part da l'instrucziun rumantscha. Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias e l'extensiun da l'instrucziun da rumantsch pon aspects da l'istorgia culturala, da la politica da linguas euv. vegnir tematisads en moda pli intensiva sin il stgalim gimnasial.
- let. h Per la furmaziun da las personas d'instrucziun mira las explicaziuns tar ils secturs da scola correspundents.
- let. i La surveglianza davart la realisaziun e la qualidad da l'instrucziun da rumantsch succeda en il rom da la surveglianza ordinaria da scola e vegn mintgamai fatga en emprima lingia tras ils commembers respectivs dal cussegl da scola e l'inspectur(a) cumpetent(a); (art. 59ss. lescha da scola).
Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias vegn introducì per quest stgalim in nov sistem per garantir la qualidad da la furmaziun. A la scola chantunala è prevista ultra da la controlla interna er in'externa, colliada cun in rapport al Departament d'educaziun, cultura e protecziun da l'ambient.

Artitgel 9 – Autoritads giudizialas

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a ii
- let. a iii
- let. b ii
- let. b iii
- let. c ii
- Al. 2 let. a
- Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a ii

Tar las dretgiras circuitalas (istanza da giurisdicziun penala dal stgalim inferior) na vegn la lingua da la dretgira betg fixada tras la legislaziun chantunala. Igl è da princip la cumpetenzza dals circuls da fixar la(s) lingua(s) decisiva(s) per la dretgira circuitala. Sch'in circulo è situà en territori rumantsch, po vegnir determinà er il rumantsch sco lingua da dretgira e la procedura po vegnir manada en rumantsch. Questa pratica vegn sustegnida da la giurisdicziun dal Tribunal federal davart il princip territorial. En la pratica è la dumonda da la lingua da dretgira decisiva savens betg reglada explicitamain. I correspunda dentant a l'isanza ch'ina part rumantscha en territori rumantsch po duvrar si'atgna lingua avant dretgira.

Tenor art. 46 da la constituziun chantunala è la lingua rumantscha ina lingua chantunala e po perquai er vegnir duvrada en la procedura penala avant la dretgira chantunala. Art. 28 da l'ordinaziun davart l'organisaziun e la gestiun da la dretgira chantunala precisascha quai sco suonda: "Linguas da dretgira èn las linguas chantunalas fixadas en la constituziun chantunala..."

Per la procedura d'inquisiziun penala fixescha la procedura penala en art. 87 al. 4 che las decleraziuns da las personas accusadas e da las perditgas èn per regla da protocollar en ina lingua chantunala, tenor art. 46 da la constituziun chantunala, conuschenta a la persona interrogada.
- let. a iii

Sche la lingua rumantscha vala sco lingua da dretgira, èn admiss er propostas e meds da cumprova en questa lingua.
- let. b ii

Tar las dretgiras districtualas (= en general dretgira civila d'emprim'istanza) na vegn la lingua da dretgira betg fixada da la legislaziun chantunala. Da princip èn las singulas dretgiras cumpetentas da fixar la(s) lingua(s) decisiva(s) da dretgira. Sch'in district è situà en territori da lingua rumantscha, po vegnir determinà il rumantsch sco lingua da dretgira e la procedura po vegnir fatga en questa lingua. Questa pratica vegn sustegnida da la giurisdicziun dal Tribunal federal davart il princip territorial. En la pratica è la dumonda da la lingua da dretgira decisiva savens betg

reglada explicitamain. I correspunda a l'isanza ch'ina part rumantscha en territori rumantsch po duvra si'atgna lingua avant dretgira.

Tenor art. 46 da la constituziun chantunala è la lingua rumantscha ina lingua chantunala e po perquai er vegnir duvrada en la procedura civila avant la dretgira chantunala. Art. 28 da l'ordinaziun davart l'organisaziun e la gestiun da la dretgira chantunala precisescha quai sco suonda: "Linguas da dretgira èn las linguas chantunalas fixadas en la constituziun chantunala..."

let. b iii Sch'il rumantsch vala sco lingua da dretgira, èn admiss er propostas e meds da cumprova en questa lingua.

let. c ii Tenor art. 20 da la lescha davart la giurisdicziun administrativa en chantun Grischun correspundan las linguas da la dretgira administrativa a las linguas chantunalas reconuschidas da la constituziun chantunala. Uschia vala er il rumantsch sco lingua da dretgira. Sch'ina part ha da cumparair avant dretgira en la procedura da la dretgira administrativa, po ella perquai er duvra la lingua rumantscha. Art. 23 da l'ordinaziun davart l'organisaziun, la gestiun e las taxas da la dretgira administrativa, che prevesa sulettamain il tudestg sco lingua da tractativa, na po er betg midar quest fatg. Art. 20 da la lescha davart la giurisdicziun administrativa ha la precedenza.

Al. 2 let. a Tenor il dretg federal vegn la valaivladad d'affars giuridics betg fatga dependenta da la tscherna da la lingua che vegn duvrada. La tscherna da la lingua è chausa da l'autonomia privata da las parts. Perquai èsi pussaivel da duvra il rumantsch en mintga affar giuridic. I sa chapescha da sasez che la lingua rumantscha po er vegnir duvrada en il rom da la legalisaziun publica d'affars giuridics.

Al. 3 En art. 1 al. 2 da l'ordinaziun davart l'ediziun d'in nov cudesch da dretg grischun e la cuntinuaziun da la collecziun uffiziala da leschas vegn la Regenza incumbensada da procurar per la publicaziun dals decrets chantunals ils pli impurtants en ils idioms sursilvan e ladin. Las dus versiuns rumantschas dal cudesch da dretg grischun cumpiglian oz praticamain tut ils decrets ch'èn er cuntegnids en il cudesch da dretg tudestg.

Artitgel 10 – Autoritads administrativas e manaschis da servetschs publics

a. Disposiziuns applitgables

Al. 1 let. a i
let. c

Al. 2 let. a
let. b
let. c
let. d

- let. e
- let. f
- let. g
- Al. 3 let. b
- Al. 4 let. a
- let. c
- Al. 5

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a i Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 constituziun chantunala). Perquai è l'administraziun chantunala grischuna obliada da duvrar er il rumantsch en ils contacts uffizials. La posiziun dal rumantsch sco lingua minoritara en chantun Grischun pretenda dentant ch'il diever uffizial da questa lingua vegnia garanti per gronda part cun translaziuns. Ils detagls, spezialmain tge texts che ston vegnir translats, èn reglads en las directivas da la Regenza concernent las translaziuns da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha.
- let. b En art. 10 da las directivas da la Regenza concernent la translaziun da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha vegnan ils departaments ed uffizis obliads da crear models en lingua rumantscha per conclus, disposiziuns e correspundenza ch'èn savens da cumpilar cun in pledari identic u sumegliant. Quai è per part succedì. Ina part considerabla da las communicaziuns uffizialas da standard e dals formulars uffizials va dentant anc adina en lingua tudestga tar las personas da lingua rumantscha. Quai stat tranter auter en connex cun il fatg che la divisiun idiomatica dal rumantsch (tschintg differents idioms da scrittira) cumplitgescha l'applicaziun da questa lingua. La nova lingua unificada *rumantsch grischun* è anc relativamain giuvna e betg acceptada dal tuttafatg da la populaziun rumantscha e quai cumplitgescha plinavant l'applicaziun da questa furma linguistica.
- let. c Il rumantsch vala tenor art. 46 da la constituziun chantunala sco lingua uffiziala dal chantun e sto da princip er vegnir duvrà da las autoritads administrativas dal chantun en ses contacts uffizials.
- Al. 2 let. a-f Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 da la constituziun chantunala). La fixaziun da la(s) lingua(s) uffiziala(s) decisivas sin il plaun communal e regiunal è mintgamai chausa da la vischnanca resp. da l'organisaziun regiunala (corporaziuns da vischnancas). Uschia pon vischnancas ed organisaziuns regiunals rumantschas er determinar il rumantsch sco lingua uffiziala. Quai signifitga che questa lingua po vegnir duvrada da las autoritads, ma er da personas privatas en il contact cun questas autoritads. En vischnancas ed organisaziuns regiunals vegnan per regla er publicgads ils documents uffizials en lingua rumantscha. En vischnancas cun ina gronda part da populaziun rumantscha

vegnan las radunanzas dal cussegl fatgas en lingua rumantscha. Pli difficil è quai dentant en vischnancas, nua che la maschaida linguistica è gronda ed en las corporaziuns regionalas che n'èn per regla betg puramain rumantschas. En quests cas vegn duvrà en general il tudestg sco lingua da tractativa.

Il chantun nun ha bleras pussaivladads d'influenzar la determinaziun da la(s) lingua(s) uffizialas sin il plaun communal e regional perquai ch'el n'ha betg las cumpetenzas. En il senn d'ina mesira da promover la lingua finanziescha il chantun dentant servetschs linguistics regionals che sustegnan las vischnancas ed autras organisaziuns en l'applicaziun dal rumantsch.

let. g En chantun Grischun vegnivan blers lieus, circuls e vischnancas en territori rumantsch numnads en tudestg. Quai è uss vegnì midà, uschia che la gronda part dals circuls, da las vischnancas e dals lieus en il territori rumantsch portan ils nums autentics.

Decisiva per la creaziun e la midada da nums da circuls e vischnancas è l'ordinaziun dal Cussegl federal davart ils nums locals, nums da vischnancas e da staziuns. Tenor art. 3 da l'ordinaziun menziunada è il criteri central per crear e midar tals nums la "correctezza". Il Departament federal da giustia e polizia, il Departament federal da l'intern ed il Departament federal per ambient, traffic ed energia pon recurrer cunter ina midada da num proponida dal chantun. Sco davos'istanza decida il Cussegl federal davart dispitas concernent midadas da nums.

Al. 3 let.b Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 constituziun chantunala). Perquai èsi cler che mintga persuna da lingua rumantscha po er duvrar la lingua rumantscha en il contact cun manaschis da servetschs chantunals en il territori linguistic rumantsch. Respostas vegnan per regla scrittas en la lingua, en la quala la dumonda è vegnida inoltrada. Las respostas a propostas rumantschas èn damai er scrittas en rumantsch.

Al. 4 let. a Il chantun Grischun maina in servetsch professional da translaziun per garantir il diever consequent dal rumantsch e dal talian sco linguas uffizialas dal chantun (art. 5 da las directivas da la Regenza concernent la translaziun da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha).

let. c En cas da publicaziuns da plazzas dal servetsch public cun in sector d'actividad en il territori linguistic rumantsch valan las conuschientschas da la lingua rumantscha per regla sco premissa, ubain i vegn remartgà che las conuschientschas dal rumantsch sajan d'avantatg.

Al. 5 Ils affars da stadi civil ch'includan er da manar ils registers da famiglia, en ils quals ils nums da famiglia decisivs èn documentads, èn per gronda part reglads tras il dretg federal. Quest na cuntegna naginas prescripziuns che restrenschesan il diever da nums da famiglia rumantschs.

Artitgel 11– Medias

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. b i
- let. c ii
- let. e i
- Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a iii La legislaziun sin il sector da radio e televisiun è l'incumbensa da la Confederaziun. La pussaivladad dal chantun d'influenzar la structura da radio e televisiun è perquai restrenschida. Tenor art. 23 al. 2 da la lescha federala da radio e televisiun (LRTV) han ils chantuns pertutgads il dretg da vegnir consultads en cas ch'ins dat concessiuns a programs da radio e televisiun locals e regionals. En il senn da l'art. 21 LRTV che pretenda da resguardar las particularitads da l'intschess da provediment en dumonda insista il chantun en cas ch'i vegnan dadas concessiuns a programs da radio locals e regionals sin ses territori che las duas linguas minoritaras vegnan resguardadas commensuradamain. Uschia vegnan obliads *Radio Grischa* e *Radio Piz* d'emetter ina part minimala da lur program er en lingua rumantscha.
- let. b i Incumbensa da las medias electronicas èsi tenor art. 3 LRTV tranter auter da resguardar la diversidad dal pajais e da sia populaziun e da la preschentar al public. *La Societad svizra da radio e televisiun* (SSR) sco organisatura dals programs naziunals e linguistic-regiunals è obliada tenor art. 27 al. 1 LRTV ed art. 2 al. 1 let. a da la concessiun SSR d'offrir agens programs da radio en tut las linguas naziunals, surtut er en rumantsch. *La Cuminanza rumantscha da radio e televisiun* sco societad regiunala da la SSR maina perquai in radio rumantsch ch'emetta en media circa 13 uras al di.
- let. c ii Per il sector da televisiun vegn il Cussegl federal incumbensà en art. 27 al. 2 LRTV da fixar ils princips, tenor ils quals ils basegns da la Svizra rumantscha vegnan resguardads en ils programs per las regiuns e las linguas uffizialas. En art. 2 al. 1 let. b da la concessiun SSR vegn obliada l'interpresa naziunala da radio e televisiun da resguardar ils basegns da la Svizra rumantscha en ils programs da televisiun da las autras regiuns linguisticas. Perquai emetta il program da televisiun tudestga regularmain emissiuns rumantschas. Per part vegnan questas emissiuns repetidas sin ils chanals da la Svizra taliana e franzosa.
- let. e i Confederaziun e chantun han la pussaivladad da sustegnair cun agids finansials in'Agentura da novitads rumantscha (mira il conclus dal Cussegl grond davart las contribuziuns annualas als purtaders d'in'Agentura da novitads rumantscha). Cun ils servetschs da l'agentura ch'è en funcziun dapi la fin 1996 vegn

- spetgà in augment quantitativ ed actualisà da la purschida da la pressa rumantscha. Cun l'entschatta da la gasetta rumantscha «*La Quotidiana*» igl 1.1.1997 ha la pressa rumantscha gia experimentà ina novaziun considerabla.
- let. f i En il conclus dal Cussegl grond davart las contribuziuns annualas als purtaders d'in'Agentura da novitads rumantscha èsi previs sut cifra 2 da conceder a gasettas rumantschas indemnizaziuns per prestaziuns impurtantas dal mantegniment linguistic, sch'ellas na pon betg ademplir talas prestaziuns en ina moda ch'ils custs èn cuvrids. Sin basa da questa norma vegnan oz pajadas contribuziuns finanzialas a duas gasettas pli pitschnas. Quai è dentant be ina mesira accessoria. En il center stat la promoziun indirecta da la pressa rumantscha che vegn realisada tras la creaziun e la gestiun da l'Agentura da novitads rumantscha.
- Al. 3 La SSR sco interpresa naziunala da radio e televisiun è divisa en quatter societads regionalas. Ina da quellas furma la *Cuminanza rumantscha da radio e televisiun* (mira art. 6 da la concessiun SSR).

Artitgel 12 – Activitads ed instituziuns culturalas

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a
 let. b
 let. c
 let. e
 let. f
 let. g
 let. h
- Al. 2
 Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a-c Igl 1. da schaner 1998 è ida en vigur per il chantun Grischun la nova lescha per promover la cultura (LPC). En il rom da la promoziun culturala ha il stadi tenor art. 1 al. 2 da la LPC da prender resguard sin la diversitad linguistica da las differentas regiuns e gruppas da la populaziun. Perquai resguarda il chantun Grischun cun las mesiras da promoziun culturala specificamain er la cultura rumantscha.
- Sco sector da promoziun particular vegn accentuà en la nova lescha per promover la cultura il mantegniment e la tgira da la trilinguitad chantunala, surtut da las linguas minoritaras (art. 3 let. c, art. 12 al. 1 LPC). Sper il sustegniment direct da singulas mesiras en quest sector conceda il chantun a l'organisaziun

linguistica *Lia rumantscha* er contribuziuns annualas per la promoziun ed il mantegniment da la lingua e cultura rumantscha (art. 6 LPC e conclus dal Cussegl grond dals 27 da settember 1983 davart l'augment da la contribuziun chantunala annuala a la *Lia rumantscha* ed a la *Pro Grigioni Italiano*). Ultra dal chantun èsi surtut quest'organisaziun linguistica che promova la lavur culturala sin ils secturs da teater, musica, litteratura euv. e la renda accessibla ad ina populaziun pli vasta. La *Lia rumantscha* procura per part er la translaziun rumantscha d'ovras litteraras d'autras linguas.

- let. e - f Tenor art. 18 LPC ston appartegnair expertas ed experts da differents circuls linguistics e culturals a la cumissiun per promover la cultura, la quala ademplescha in'incumbensa impurtanta tar la realisaziun da la lescha per promover la cultura.
- let. g La collecziun d'ovras dal sector da teater, musica e litteratura vegn fatga oravant tut da l'organisaziun linguistica *Lia rumantscha*. Produzioni rumantschas da televisiun vegnan archivadas da la Cuminanza rumantscha radio e televisiun e per part er puspè preschentadas al public. Ultra da questas instituziuns ha er la Biblioteca chantunala grischuna l'incumbensa da rimnar e render accessibel medias che sa refereschon al Grischun – e cun quai er medias en lingua rumantscha resp. davart la lingua e cultura rumantscha (art. 3 let. a ed art. 4 da l'ordinaziun da la Regenza davart la Biblioteca chantunala grischuna).
- let. h Il chantun maina in agen *servetsch da translaziun* ch'elavura la terminologia rumantscha necessaria surtut sin il sector da la lingua giuridica ed amministrativa. Quest *servetsch* collavura stretgamain cun il *servetsch linguistic* da la *Lia rumantscha* ch'elavura la terminologia rumantscha necessaria per ils secturs da mintga di ils pli differents.
- Al. 2 Numerusas instituziuns culturalas sco la *Biblioteca chantunala grischuna*, l'organisaziun linguistica *Lia rumantscha*, l'*Institut dal Dicziunari rumantsch grischun* ed il *Radio e la Televisiun rumantscha* èn domiciliadas en la chapitala grischuna e cun quai ordaifer il territori linguistic tradiziunalmain rumantsch. Als blers rumantschs domiciliads a Cuira è la purschida culturala rumantscha accessibla senza problems. Ordaifer il territori linguistic rumantsch exista ina rait d'uniuns rumantschas ch'organiseschan tranter auter er occurrenzas culturalas. Per questas activitads vegnan ellas sustegnidas annualmain da la *Lia rumantscha* cun contribuziuns finanzialas. Multiplicaturs impurtants da la cultura rumantscha èn il Radio rumantsch e la Televisiun rumantscha che pon vegnir retschavids lunsch sur il cunfin linguistic rumantsch or.
- Al. 3 Il chantun Grischun sustegna il barat da cultura interchantunal e sur ils cunfins (art. 2 al. 4 LPC). Sin basa da l'art. 1 al. 2 LPC sto el perquai resguardar la diversidad linguistica dal chantun.

Artitgel 13 – Vita economica e sociala

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. d
- Al. 2 let. b

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. d L'applicaziun da la lingua rumantscha en la vita economica e sociala vegn promovida tant sco pussaivel da l'organisaziun linguistica *Lia rumantscha*. Ella retschaiva perquai tranter auter er agids finanziaus dal chantun. Ultra da la Lia rumantscha procuran per part er ils *servetschs linguistics regiunals*, finanziaus da la Confederaziun e dal chantun, las translaziuns per bancas, interpresas turisticas, cassas da malsauns euv.
- Al. 2 let. b La *Banca chantunala grischuna* furma in'instituziun independenta dal dretg public chantunal. Sco instituziun chantunala tegna ella quint da la trilinguitad dal chantun. Ella porta perquai il num en tuttas trais linguas e metta a disposiziun differents formulars er en lingua rumantscha e taliana. En las filialas da la Banca chantunala en las regiuns linguisticas rumantschas emprov'ins d'engaschar collavuratur che domineschan la lingua da la regiun. Sco instituziun chantunala applitgescha er la *Viafier retica* qua u là las duas linguas minoritaras. Las inscripziuns dals trens e da las staziuns vegnan per part fatgas en rumantsch e talian, ed er las infurmaziuns acusticas en ils trens vegnan per part fatgas en rumantsch.

Artitgel 14 – Barat sur cunfins

a. Disposiziuns applitgabras

- let. a
- let. b

b. Mesiras per la realisaziun

- let. a - b La conclusiun da contracts cun stadis esters n'è betg ina cumpetenza dals chantuns, mabain è in'incumbensa da la Confederaziun. Il chantun Grischun è commember da la Gruppa da lavur dals pajais da las Alps (ARGE ALP), en la quala i vegnan tractads en collavuraziun sur ils cunfins temas comunabels sin il sector cultural, social, economic ed ecologic. En il rom da questa collavuraziun pon tranter auter er vegnir preschentads e tractads temas dal sector linguistic. Sut la direcziun dal chantun Grischun ha per exempel gè lieu l'atun 1997 en Engiadin'auta ina dieta davart il tema "scolas plurilinguas".

Per la lingua taliana

Artitgel 8 – Furmaziun

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a iv
- let. b i
- let. c ii
- let. d iii
- let. f iii
- let. h

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a iv Tenor art. 46 da la constituziun chantunala èn il tudestg, il talian ed il rumantsch linguas chantunalas cun dretg equal. Tenor art. 1 al. 1 da la lescha da scolina dal chantun Grischun èsi tranter auter l'incumbensa da la scolina da tgirar la capaciad da s'exprimer. I sa chapescha perquai da sasez ch'il talian è decisiv en scolettas che vegnan purtadas da vischnancas da lingua taliana. Il chantun favurisescha la gestiun da scolinas da lingua taliana cun la furmaziun da mussadras e mussaders da lingua taliana. Actualmain succeda quai anc en ina partiziun speziala dal seminari da mussadras a Cuir. A partir da l'onn da scola 2003/04 vegn la furmaziun da questas persunas d'instrucziun ad avair lieu a la scol'auta professiunala da pedagogia ch'è anc da fundar (cf. lescha davart la scol'auta professiunala da pedagogia dals 27 da settember 1998).
- let. b i En la lescha da scola dal Grischun, en l'ordinaziun executiva tar la lescha da scola ed en ils plans d'instrucziun vegni fatg la differenza tranter scolas fundamentalas tudestgas, talianas e rumantschas. Las vischnancas tschernan sez il tip da scola decisiv per lur scola fundamentala. Uschia pussibilitescha l'urden da scola dal chantun ch'i vegnan manadas scolas talianas en il territori talian. Cun la revisiun da la lescha da scola dals 2 da mars 1997 è daventada obligatoria l'introducziun d'ina segunda lingua chantunala sco emprima lingua estra, e quai er per vischnancas cun scola fundamentala tudestga (art. 4^{quinquies} lescha da scola ch'entra en vigur igl 1. d'avust 1999). Da princip vegn introducì il talian sco emprima lingua estra. Il chantun metta a disposiziun a las scolas primaras talianas ils meds d'instrucziun necessaris en lingua taliana (art. 19 lescha da scola). Cumpetents èn la cumissiun da meds d'instrucziun respectiva e la chasa editura chantunala da meds d'instrucziun. Il chantun garantisce la furmaziun da persunas d'instrucziun talianas per la scola primara. Quai succeda actualmain anc al seminari da magisters grischun. Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias e l'acceptaziun da la lescha davart la scol'auta

professionala da pedagogia (domadus dals 27 da settember 1998) vegn la furmaziun dals magisters primars midada cumpletmain. En il futur vegn ella realisada sin il stgalim terziar a la scol'auta professionala da pedagogia ch'è anc da crear. Per garantir la furmaziun dals magisters primars da lingua taliana vegn il talian purschì sin il stgalim gimnasial sco emprima lingua integrala, ultra da quai pon ins er far ina matura bilingua (talian/tudestg, tudestg/talian). Las futuras personas d'instrucziun da lingua taliana duain pudair cumpensar las enconuschientschas mancantas da la lingua taliana er anc a la Scol'auta professionala da pedagogia. Il cumenzament da questa scol'auta è previs per l'onn da scola 2003/04.

Il chantun garantisce il perfecziunament e la furmaziun supplementara da las personas d'instrucziun, surtut er sin il sectur da las linguas (art. 56 lescha da scola)

let. c ii Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias dals 27 da settember 1998 è l'instrucziun da linguas sin il stgalim gimnasial vegnida midada fermamain. La novaziun principala è la purschida d'ina matura bilingua. Per ina matura bilingua cun la cumbinaziun da talian/tudestg ston vegnir frequentads ultra dal rom talian sco lingua primara almain dus ulteriurs roms fundamentals en lingua taliana. La maturitad taliana/tudestga vegn purschida en Grischun a partir da l'onn da scola 1999/2000.

En il rom da la furmaziun gimnasiala po il talian er vegnir tschernì sco lingua estra (segunda u terza lingua naziunala tenor il reglament per renconuscher la maturitad), sco rom prioritari u sco rom facultativ.

Scolars cun domicil en chantun Grischun han er la pussaivladad da frequentar scolas medias da lingua taliana en chantun Tessin. Da questa pussaivladad sa servan oravant tut scolaras e scolaras da la Val Mesauca che cunfinescha cun il chantun Tessin. Per quests scolaras paja il chantun Grischun contribuziuns spezialas al chantun Tessin (art. 17ter lescha davart las scolas medias).

let. d iii En il rom da la furmaziun professionala po il talian vegnir resguardà meglier ch'il rumantsch. Uschia datti a Poschiavo ina scola professionala che vegn manada en talian. A Samedan, nua ch'i dat er ina part d'emprendists da lingua taliana che frequentan la scola professionala, vegn il talian resguardà en il rom da curs da bloc specifics. Ina gronda part dals imprendists da lingua taliana dal chantun Grischun, oravant tut quels da la Val Mesauca e la Val Calanca, pon frequentar las scolas professionali talianas en chantun Tessin. Il chantun Grischun sa participescha als custs resultants (art. 47ss. da la lescha chantunala davart la furmaziun professionala).

let. f iii En Grischun è la furmaziun da creschids organisada sin basa privata. En il program da curs da las differentas organisaziuns vegnan per regla er purschids curs da talian. Il chantun sa

- participescha sin basa da l'art. 6 da la lescha davart il perfecziunament als custs imputabels per tals curs.
- let. g Istorgia culturala e litterara è tenor il plan d'instrucziun per la scola reala e secundara taliana ina part integrala da l'instrucziun da talian. In'impurtanza pli gronda survegn l'istorgia culturala e litterara taliana en il rom da l'instrucziun da talian sin il stgalim gimnasial.
- let. h Davart la furmaziun da las persunas d'instrucziun mira las explicaziuns tar ils secturs da scola respectivs.
- let. i La surveglianza davart la realisaziun e la qualidad da l'instrucziun taliana en las scolas fundamentalas succeda en il rom da la surveglianza ordinaria da scola e vegn mintgamai realisada en emprima lingua tras ils commembers dal cussegl da scola e l'inspectur(a) cumpetent(a) (art. 59ss. lescha da scola). Cun la revisiun da la lescha davart las scolas medias vegn introducì in nov sistem per garantir la qualidad da furmaziun sin quest stgalim. A la scola chantunala èsi previs ultra da la controlla interna er ina controlla externa, colliada cun in rapport al Departament d'educaziun, cultura e protecziun da l'ambient.

Artitgel 9 – Autoritads giudizialas

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a ii
 let. a iii
 let. b ii
 let. b iii
 let. c ii
 Al. 2 let. a
 Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a ii Tar las dretgiras cirquitalas (= istanza da giurisdicziun penala dal stgalim inferior) na vegn la lingua da dretgira betg fixada tras la legislaziun chantunala. Igl è da princip la cumpetenza dals circuls da fixar la(s) lingua(s) decisiva(s) per la dretgira cirquitala. Sch'in circul è situà en territori da lingua taliana po perquai vegnir determinà il talian sco lingua da dretgira e la procedura po vegnir manada en talian. Questa pratica vegn sustegnida da la giurisdicziun dal Tribunal federal davart il princip territorial. En la pratica è la dumonda da la lingua decisiva da dretgira savens betg reglada explicitamain. I correspunda dentant a l'istanza ch'ina part taliana en territori talian po duvrar si'atgna lingua avant dretgira. Tenor art. 46 da la constituziun chantunala è la lingua taliana ina lingua chantunala e po perquai er vegnir duvrada en la procedura

penala avant la dretgira chantunala. Art. 28 da l'ordinaziun davart l'organisaziun e la gestiun da la dretgira chantunala precisescha quai sco suonda: "Linguas da dretgira èn las linguas chantunalas fixadas en la constituziun chantunala..."

Per la procedura d'inquisiziun fixescha la procedura penala en art. 87 al. 4 che las deposiziuns da las persunas accusadas e da las perditgas èn per regla da protocollar en ina lingua chantunala tenor l'art. 46 da la constituziun chantunala ch'è conuschenta a la persona interrogada.

let. a iii Sche la lingua taliana vala sco lingua da dretgira, èn admess er propostas e meds da cumprova en questa lingua.

let. b ii Tar las dretgiras districtualas (= en general dretgira civila d'emprim'instanza) na vegn la lingua da dretgira betg fixada da la legislaziun chantunala. Da princip èn las singulas dretgiras cumpetentas da fixar la(s) lingua(s) decisiva(s) da dretgira. Sch'in district è situà en territori da lingua taliana, po vegnir determinà il talian sco lingua da dretgira e la procedura po vegnir fatga en questa lingua. Questa pratica vegn sustegnida da la giurisdicziun dal Tribunal federal davart il princip territorial. En la pratica è la dumonda da la lingua da dretgira decisiva savens betg reglada explicitamain. I correspunda a l'isanza ch'ina part taliana en territori talian po duvrar si'atgna lingua avant dretgira.

Tenor art. 46 da la constituziun chantunala è la lingua taliana ina lingua chantunala e po perquai er vegnir duvrada en la procedura civila avant la dretgira chantunala. Art. 28 da l'ordinaziun davart l'organisaziun e la gestiun da la dretgira chantunala precisescha quai sco suonda: "Linguas da dretgira èn las linguas chantunalas fixadas en la constituziun chantunala..."

let. b iii Sch'il talian vala sco lingua da dretgira, èn admess er propostas e meds da cumprova en questa lingua.

let. c ii Tenor art. 20 da la lescha davart la giurisdicziun administrativa en chantun Grischun crespundan las linguas da la dretgira administrativa a las linguas chantunalas renconuschidas da la constituziun chantunala. Uschia vala er il talian sco lingua da dretgira. Sch'ina part ha da cumparair avant dretgira en la procedura da la dretgira administrativa, po ella perquai er duvrar la lingua taliana. Art. 23 da l'ordinaziun davart l'organisaziun, la gestiun e las taxas da la dretgira administrativa, che prevesa sulettamain il tudestg sco lingua da tractativa, na po er betg midar quest fatg. Art. 20 da la lescha davart la giurisdicziun administrativa ha la precedenza.

Al. 2 let. a Tenor il dretg federal vegn la valaivladad d'affars giuridics betg fatga dependenta da la tscherna da la lingua che vegn duvrada. La tscherna da la lingua è chausa da l'autonomia privata da las parts. Perquai èsi pussaivel da duvrar il talian en mintga affar giuridic. I sa chapescha da sasez che la lingua taliana po er vegnir duvrada en il rom da la legalisaziun publica d'affars giuridics.

- Al. 3 En art. 1 al. 2 da l'ordinaziun davart l'ediziun d'in nov cudesch da dretg grischun e la cuntinuaziun da la collecziun uffiziala da leschas vegn la Regenza incumbensada da procurar per la publicaziun dals decrets chantunals ils pli impurtants en lingua taliana. La versiun taliana dal cudesch da dretg grischun cumpiglia oz praticamain tut ils decrets ch'èn er cuntegnids en il cudesch da dretg tudestg.

Artitgel 10 – Autoritads administrativas e manaschis da servetschs publics

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a i
let. c
Al. 2 let. a
let. b
let. c
let. d
let. e
let. f
let. g
Al. 3 let. b
Al. 4 let. a
let. c
Al. 5

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a i Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 da la constituziun chantunala). Perquai è l'administraziun chantunala grischuna obliada da duvrar er il talian en ils contacts uffizials. La posiziun dal talian sco lingua minoritara en il chantun Grischun pretenda dentant ch'il diever uffizial da questa lingua vegnia garanti per gronda part cun translaziuns. Ils detagls vegnan reglads en las directivas da la Regenza concernent las translaziuns da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha.
- let. b En art. 10 da las directivas da la Regenza concernent la translaziun da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha vegnan ils departaments ed uffizis obliads da crear models en lingua taliana e rumantscha per conclus, disposiziuns e correspundenza ch'èn savens da cumpilar cun in pledari identic u sumegliant. Quai è succedi per gronda part per la lingua taliana.
- let. c Il talian vala tenor art. 46 da la constituziun chantunala sco lingua uffiziala dal chantun e sto da princip er vegnir duvrà da las autoritads administrativas dal chantun en ses contacts uffizials.
- Al. 2 let. a-f Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 da la constituziun chantunala). La fixaziun da

la(s) lingua(s) uffiziala(s) decisivas sin il plaun communal e regiunal è mintgamai chausa da la vischnanca resp. da l'organisaziun regiunala (= corporaziuns da vischnancas). Uschia pon vischnancas ed organisaziuns regiunalas talianas er determinar il talian sco lingua uffiziala. Quai signifitga che questa lingua po vegnir duvrada da las autoritads, ma er da personas privatas en il contact cun questas autoritads. En vischnancas ed organisaziuns regiunalas succeda per regla er la publicaziun dals documents uffizials en lingua taliana e las radunanzas vegnan fatgas en lingua taliana.

- let. g Per la part taliana dal chantun Grischun sa chapeschi da sasez ch'i vegnan duvrads ils noms locals tradiziunals en lingua taliana. Decisiva per la creaziun e la midada da numms locals, numms da circuls e da vischnancas è l'ordinaziun dal Cussegl federal davart ils numms locals, numms da vischnancas e da staziuns. Tenor art. 3 da l'ordinaziun menziunada è il criteri central per la creaziun e la midada da tals numms la "correctezza". Il Departament federal da giustia e polizia, il Departament federal da l'intern ed il Departament federal per ambient, traffic ed energia pon recurrer cunter ina midada da num proponida dal chantun. Sco davos'istanza decida il Cussegl federal davart dispitas concernent midadas da numms.
- Al. 3 let. b Las linguas uffizialas dal chantun Grischun èn il tudestg, il talian ed il rumantsch (art. 46 da la constituziun chantunala). Perquai èsi cler che mintga persuna da lingua taliana po er duvrar en il territori linguistic talian sia lingua en contact cun manaschis da servetschs chantunals. Respostas vegnan per regla scrittas en la lingua, en la quala la dumonda è vegnida inoltrada. Las respostas a propostas talianas èn damai er scrittas en talian.
- Al. 4 let. a Il chantun Grischun maina in servetsch professional da translaziun per garantir il diever consequent dal rumantsch e dal talian sco linguas uffizialas dal chantun (art. 5 da las directivas da la Regenza concernent la translaziun da texts uffizials en lingua taliana e rumantscha).
- let. c En cas da publicaziuns da plazzas dal servetsch public cun in sector d'activitad en il territori linguistic talian valan las conuschientschas da la lingua taliana per regla sco premissa, ubain i vegn remartgà che las conuschientschas dal talian sajan d'avantatg.
- Al. 5 Ils affars da stadi civil ch'includan er da manar ils registers da famiglia, en ils quals ils numms da famiglia decisivs èn documentads, èn per gronda part reglads tras il dretg federal. Quest na cuntegna naginas prescripziuns che restrenschesan il diever da numms da famiglia talians.

Artitgel 11 – Medias

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a i
- let. e i
- Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a i La legislaziun sin il sector da radio e televisiun è l'incumbensa da la Confederaziun. En art. 3 al. 1 let. b da la lescha federala da radio e televisiun (LRTV) vegnan las medias electronicas tranter auter obliadas da resguardar la diversidad dal pajais e da sia populaziun e da preschantar quella al public. La Societad svizra da radio e televisiun (SSR) responsabla dals programs naziunals e regiunals maina sin basa d'art. 27 al. 1 e 2 LRTV e d'art. 2 al. 1 let. a e let. b da la concessiun SSR trais programs da radio ed in program da televisiun per la Svizra taliana.
- let. e i La part taliana dal chantun Grischun ha cun sias trais gasettas regiunals e cun las gasettas quotidianas talianas dal chantun Tessin ina purschida suffizienta da medias stampadas. Per motivs da la promoziun linguistica n'èsi perquai betg necessari d'inviar ulteriuras mesiras sin quest sector.
- Al. 3 La SSR sco interpresa naziunala da radio è divisa en quatter societads regiunals. Ina da quellas furma la «Società cooperativa per la radiotelevisione nella Svizzera italiana» (mira art. 6 da la concessiun SSR).

Artitgel 12 – Activitads ed instituziuns culturalas

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. a
- let. b
- let. c
- let. e
- let. f
- let. g
- Al. 2
- Al. 3

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. a-c Igl 1. da schaner 1998 è ida en vigur en Grischun la nova lescha per promover la cultura (LPC). En il rom da la promoziun culturala

- ha il stadi tenor art. 1 al. 2 da la LPC da prender resguard sin la diversidad linguistica da las differentas regiuns e gruppas da la populaziun. Perquai resguarda il chantun Grischun cun las mesiras da promoziun culturala sezificamain er la cultura taliana. Sco sector da promoziun particular vegn accentuà en la nova lescha per promover la cultura il mantegniment e la tgira da la trilinguitad chantunala, surtut da las linguas minoritaras (art. 3 let. c, art. 12 al. 1 LPC). Sper il sustegniment direct da singulas mesiras en quest sector conceda il chantun a l'organisaziun linguistica taliana *Pro Grigioni Italiano* er contribuziuns annualas per la promoziun ed il mantegniment da la lingua e cultura taliana (art. 6 LCP e conclus dal Cussegl grond dals 27 da settember 1983 davart l'augment da la contribuziun chantunala annuala a la Lia rumantscha ed a la Pro Grigioni Italiano). Ultra dal chantun èsi surtut quest'organisaziun linguistica che promova la lavur culturala sin ils secturs da teater, musica, litteratura euv. e la renda accessibla ad ina populaziun pli vasta. Ultra da quai ha la populaziun da lingua taliana dal Grischun access al stgazi cultural ordvart ritg da l'Italia.
- let. e-f Tenor art. 18 LPC ston appartegnair expertas ed experts da differentes circuls linguistics e culturals a la cumissiun per promover la cultura, la quala ademplescha in'incumbensa impurtanta tar la realisaziun da la lescha per promover la cultura.
- let. g La *Biblioteca chantunala grischuna* ha l'incumbensa da rimnar e da render accessibel medias che sa refereschan al Grischun, e cun quai er medias davart la lingua e cultura taliana en Grischun (art. 3 let. a ed art. 4 da l'ordinaziun da la Regenza davart la Biblioteca chantunala grischuna).
- let. h Per l'applicaziun uffiziala dal talian maina il chantun in agen *servetsch da translaziun*. Auter ch'il rumantsch posseda il talian in retroterra linguistic. Il mantegniment ed il svilup da terminologias adattadas n'ha perquai betg la medema valor sco tar il servetsch da translaziuns rumantsch.
- Al. 2 Ordaifer il territori linguistic talian exista ina rait d'uniuns da lingua taliana ch'organiseschan tranter auter er occurrenzas culturalas. Per questas activitads vegnan ellas sustegnidas annualmain da la *Pro Grigioni Italiano* cun contribuziuns finanzialas. In multiplicatur impurtant da la lingua e cultura taliana ordaifer il territori linguistic talian èn ils programs da radio e televisiun en lingua taliana. Il program da televisiun da la Svizra taliana ed almain in program da radio vegnan emess sin tut il territori naziunal (art. 2 al. 1 let. a ed art. 3 al. 7 concessiun SSR).
- Al. 3 Il chantun Grischun sustegna il barat da cultura interchantunal e sur ils cunfins (art. 2 al. 4 LPC). Sin basa da l'art. 1 al. 2 LPC sto el perquai resguardar la diversidad linguistica dal chantun.

Artitgel 13 – Vita economica e sociala

a. Disposiziuns applitgabras

- Al. 1 let. d
- Al. 2 let. b

b. Mesiras per la realisaziun

- Al. 1 let. d L'applicaziun da la lingua taliana en la vita economica e sociala è main problematica che tar il rumantsch. Sch'i fa basegn, sustegna l'organisaziun linguistica *Pro Grigioni Italiano* l'applicaziun dal talian en quest sectur.
- Al. 2 let. b La *Banca chantunala grischuna* furma in'instituziun independenta dal dretg public chantunal. Sco instituziun chantunala tegna ella quint da la trilinguitad dal chantun. Ella porta perquai il num en tuttas trais linguas e metta a disposiziun differents formulars er en lingua taliana e rumantscha. En las filialas da la Banca chantunala en las regiuns linguisticas talianas emprov'ins d'engaschar collavuratur che domineschan la lingua da la regiun. Sco instituziun chantunala ha er la *Viafier retica* quità che las duas linguas minoritaras vegnian applitgadas qua u là. Las inscripziuns dals trens e da las staziuns vegnan per part fatgas en rumantsch e talian, ed er las infurmaziuns acusticas en ils trens vegnan per part fatgas en lingua taliana.

Artitgel 14 – Barat sur cunfins

a. Disposiziuns applitgabras

- let. a
- let. b

b. Mesiras per la realisaziun

- let. a-b La conclusiun da contracts cun stadis esters n'è betg ina cumpetenzza dals chantuns, mabain è in'incumbenza da la Confederaziun. Il chantun Grischun è commember da la Gruppa da lavur dals pajais da las Alps (ARGE ALP), en la quala i vegnan tractads en collavuraziun sur ils cunfins temas comunabels sin il sectur cultural, social, economic ed ecologic. En il rom da questa collavuraziun pon tranter auter er vegnir preschentads e tractads temas dal sectur linguistic. Sut la direcziun dal chantun Grischun ha per exempel gè lieu l'atun 1997 en Engiadin'auta ina dieta davart il tema scolars plurilinguas.